CETTE SEMAINE

Treizième année — Apériodique — mars 2006 — n°88 — Prix libre ou abonnement



CRÉPUSCULE

Quelque chose frappe et frappe encore, impatiemment, à notre porte. Il faudra bien ouvrir un jour...

Beaucoup se terrent. Pas seulement les lâches— non, les gens trop fins, les gens trop calmes aussi. Ils ne veulent plus s'en mêler. Mais on les y mêle ; ils sont sans cesse ramenés dans le courant ; les œillères ne servent à rien. Même la langue échoue lamentablement, cette langue reprise du vieux monde, avec ses vieilles fleurs, ses balourdes images, ses ornements d'un autre âge. Rien ne correspond plus, les mots anciens retombent parce qu'ils ne s'accrochent à rien dans le nouveau. Ce sont des hauteurs que n'atteignent aucune plaisanterie, aucun trait d'esprit, aucun précepte de sagesse.

L'âge bourgeois s'en va. Ce qui vient, personne ne le sait. Beaucoup le pressentent obscurément et on se moque d'eux. Les masses le pressentent obscurément, sont incapables de s'exprimer et sont (encore) jugulées. Ce que l'on voit se confronter mollement, des deux côtés montrer les dents, puis se jeter aveuglément sur l'adversaire— à la fin des fins, c'est l'Ancien et le Nouveau, c'est l'irréconciliable opposition de ce qui était et de ce qui sera.

Un raz de marée déferle sur la terre. Il n'est pas uniquement de nature économique, il ne s'agit pas seulement de bouffer, de boire et de gagner des sous. Il ne s'agit pas seulement de savoir comment on va distribuer les biens économiques de la terre, qui doit travailler et qui doit exploiter. Non, autre chose est en jeu : tout.

Kurt Tucholsky,
dans la *Weltbühne* du 11 mars 1920



Sommaire

Révoltes d'octobre/ novembre
• Chronologie 3
• Pour qu'un mélange détonne... 3
• Dans une révolte, on est avec les révoltés ou avec le pouvoir ! 6
• Le voile se déchire 7
• Paris brûle... 8
• Alors, qu'est-ce qu'on attend ? 9
• L'essence de la révolte 10
• Feu à volonté ! 10

Biométrie
• Les mauvais élèves de la biométrie 11
• Sans hésitation aucune 12

• Occupation d'un chantier de prison pour mineurs 13

Nucléaire
• Du bâton pour les guignols 13

• Procès contre *Vive les mutins !* 14

Squats
• Ne nous laissons pas chasser 16
• La gauche s'enflamme : la mairie liquide squat et solidarité à coups de trique 18
• Lille, Marseille, Montreuil 19

Italie
• A ceux qui ne sont pas restés au chaud pendant la tempête 20
• Tirer sur la Croix Rouge ? 24
• A propos du vol à l'arraché de la flamme olympique 25
• Procès en cours 26
• Bas les pattes du Val Susa 28
• Brèves du désordre 24

Espagne
• Une journée à Madrid et quelques considérations intempestives 30
• Guantanamo est au coin de la rue et dans les têtes 32
• Nouvelles de Barcelone 33
• Brèves du désordre 30

Argentine-Uruguay/Chili
• Plate-forme du Rio de la Plata 34
• Brèves du désordre 35

Grèce
• Liberté pour Kalaitzidis, Karasarinis et Aspiotis ! 39
• La loi «anti-terroriste» n°187 dans toutes ses conséquences 38
• Brèves du désordre 36

Allemagne
• Sur le procès des «4 de Aachen» 40

• Tout est à eux, rien n'est à nous ! 43
• «Tiens, t'es radié !» 43

• L'anarchie et ses héros 44



Cette Semaine
BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
http://cettesemaine.free.fr/
cettesemaine@no-log.org
Abonnement : 12.50 euros / an
(15.50 euros hors de france)

bien entendu, les personnes qui souhaitent recevoir le journal n'ont pas forcément à se poser la question de l'abonnement, une demande suffit

Pour qu'un mélange détonne...

Cela fait maintenant plus de 15 jours que des émeutes secouent de nombreuses villes en France. Il ne s'agit pas pour nous de prendre la parole à la place de quiconque ni même de penser qu'il serait bon que quelques uns des acteurs de ces attaques la prennent ou qu'apparaissent des représentants. Si nous voulons nous pencher sur les attaques qui ont été menées, c'est juste pour énoncer comment ces faits nous parlent.

Si l'on regarde les cibles incendiées, que ce soit des bâtiments de l'Etat, des écoles, des commissariats, ou encore des entreprises semi-étatiques (comme la Poste ou EDF), des bus, des tramway, des métros et autres transports publics ou des entreprises privées, c'est véritablement une guerre ouverte qui est menée. Au delà de chaque cible particulière il s'agit d'attaques massives. Et même si l'éventail est large et sans cesse renouvelé, il s'agit d'attaques ciblées. En effet, c'est de dévastation qu'il s'agit, avec la puissance qui est à l'œuvre et qui s'en dégage, avec ce que cela comporte de joyeusement spectaculaire. Un commissariat qui brûle, c'est le lieu de travail des flics qui est détruit, avec tout ce que cela contient de menaces mises à exécution, de désorganisation et de démoralisation infligées aux policiers (ils doivent en plus essuyer l'affront de ne pas avoir sû protéger leur base). Cette traînée de poudre, après avoir flambé de manière exponentielle, ne pouvait sans doute pas croître éternellement, mais la contagion a frappé d'autres territoires, comme si le relais circulait, même si certains tentent de coller une lecture concurrentielle sur cette propagation. Même si son avenir est inconnu. Les transports, les bus, métros et tramways sont les lieux mouvants d'un contrôle quotidien (par la montée à l'avant, les contrôleurs, les caméras, et les injonctions omniprésentes aux passagers). Ils participent du quadrillage du territoire. En rapport avec le travail, ils sont un déversoir à prolétaires, ils sont un moment du chemin qui mène au chagrin. Quant aux écoles, il y aurait trop à dire pour que nous en parlions sérieusement, mais l'omniprésence et la multiplicité des formes de contrôle mise en place dans ces établissements, les rapports sociaux imposés par ces lieux suffisent à appeler à la flamme. Ces incendies, ces affrontements, pleins de vitalité et de puissance nous réjouissent. Nous ne voulons sûrement pas, comme on a pu le voir ces derniers jours (alors que tout le monde enterre bien vite ces émeutes et destructions), expliquer le pourquoi et le comment, essayer de recycler des merdes conceptuelles telles que " les jeunes veulent plus de justice " alors que des tribunaux reçoivent des cocktails molotovs. Chacun essaye de refourguer ses vieux morts et ses saloperies théoriques que ce soit pour dénoncer la " justice coloniale " ou pour en appeler à la " justice sociale " ou à la " justice en banlieue ". Et chacun de ressortir des fumisteries sur le racisme et le dit " néo-colonialisme ". Nous devons supporter toute la vieille rhétorique post-maoïsante. Nous devons écouter les témoignages de syndicalistes révolutionnaires qui parlent du chemin de croix qu'est pour eux l'engagement politique et qui refusent (quel courage !) ce qu'ils considèrent comme des conneries star académique de voitures brûlées. Nous devons patienter devant ces tentatives, pas forcément volontaires, d'enserrer ce qui se passe dans des concepts inopérants, faibles et souvent dégueulasses. A ceux qui réclament plus de justice nous voudrions rappeler que la justice est la machine à produire de la punition, du contrôle des comportements. C'est l'antichambre de la prison, le commandement des matons et des flics, des murs froids et


Centre commercial d'Evreux, 5 novembre

Chronologie parcellaire de la révolte

jeudi 27 octobre 2005

Nuit d'émeutes à Clichy-sous-bois, après la mort de deux gamins coursés par la police, un centre commercial est attaqué, une école, la poste et la mairie de Clichy-sous-bois sont caillassées.

vendredi 28 octobre 2005

Tir à balles réelles contre un car de CRS à Clichy-sous-bois.

dimanche 30 octobre 2005

Le garage de la police municipale de Montfermeil est incendié.

lundi 31 octobre 2005

Vers 21 heures, un cocktail Molotov est lancé en direction du PC des forces de sécurité, à Clichy-sous-bois. Affrontements à Aulnay-sous-Bois, Bondy, Tremblay-en-France, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Sevran-Beaudottes, Argenteuil, Sarcelles.

mercredi 2 novembre 2005

Jet de cocktail molotov sur une grande surface d'ameublement à Bondy, qui part en flammes. Des CRS essuient des tirs à balles réelles à la Courneuve. A Aulnay-sous-bois, quartier du Gallion, un poste de police de jour est saccagé. Toujours dans ce quartier, la voiture d'une équipe de France 2 est retournée et brûlée. Un concessionnaire Renault est incendié, ainsi que deux classes d'une école primaire. Au Blanc-Mesnil un gymnase est incendié, une maison publique et un lycée sont dégradés. Deux molotovs sont lancés contre le commissariat d'Antony. Le centre commercial Bobigny 2 est vandalisé, une voiture est incendiée devant la préfecture. Une banque est incendiée à Sevran. A Saint-Denis, les forces de l'ordre essuient un coup de feu. A la Courneuve, un local d'Eurocopter est la cible de cocktails molotov. A Pau, un bureau de poste est endommagé.

jeudi 3 novembre 2005

Un entrepôt de moquette, de 15 000 m² est incendié à Aulnay-sous-bois dans la zone de Garonord. Le palais de justice de Bobigny est la cible d'engins incendiaires. Au Bourget, un entrepôt est incendié. Des CRS sont la cible de tirs au pistolet à grenaille à Neuilly-sur-marne. A Stains, un salle de classe d'école primaire est incendié, la voiture du maire PCF subit une tentative d'incendie pendant qu'il discute avec un groupe

des barreaux. C'est le lieu de traitement de ce qu'ont ramené les petites mains policières, le lieu des aveux et du dépôt, le cirque d'où l'on repart enchaîné et encagé. C'est comparaître entravé, devoir s'expliquer et se justifier sur sa vie. C'est l'impuissance des proches, le lieu des petites misères quotidiennes et des négociations sordides, le lieu des parties civiles et des réquisitoires.

Concernant la fuite des jeunes à Clichy, tous ceux qui refusent le contrôle, un désir de liberté chevillé au corps, ne peuvent que comprendre ce geste, comme le réflexe vital de se soustraire à la pénible et contraignante suspension de temps qu'est un contrôle de police. C'est peut-être parce qu'ils n'ont pas été tués par des flics (mais par le fait même de vouloir leur échapper) que les pacificateurs qui jouent les durs, les habituels vendeurs de punition et de ressentiment victimaire comme les grand frères du MIB, n'ont pas essayé de faire leur beurre sur cette affaire. Peut être que justement les deux morts ne correspondaient pas assez au statut de victimes, puisque dans ce qui a provoqué leur décès intervient un geste de vitalité. Il apparaît délirant que ces faits et ceux qui s'en sont suivi, l'embrasement de nombreuses villes, ne soient pas aussi compris comme le refus de la police dans son existence même, dans sa matérialité, et dans l'une de ses pratiques les plus minimales : le contrôle d'identité.

Prenant des formes multiples, deux types de discours sont très présents : vouloir ramener l'ordre et condamner ce qui se passe. Chacun y va de sa petite recette miracle pour, vainement, étouffer ce climat insurrectionnel, soit par une opposition frontale, soit dans un jeu de nuances. Mettre plus de CRS dans les cités ou rétablir la police de proximité, supprimer les allocations familiales, expulser ceux qui ne sont pas français, rétablir un service civil ou encore renforcer la présence des médiateurs, donner des fonds aux associations de quartier, multiplier le nombre de travailleurs sociaux... Chacun d'un peu conséquent sait que le maintien de l'ordre ne se fait pas dans une opposition entre prévention et répression, mais par l'usage de ces deux types de contrôle pour former une tenaille, par la mise en œuvre complémentaire de ces deux forces d'imposition de l'ordre et de la paix. Il ne suffit pas d'occuper les gens avec toutes sortes d'activités (ou avec un travail dès l'âge de 14 ans), il ne suffit pas que les flics connaissent les jeunes grâce à la présence amicale de leurs patrouilles ou à des activités communes (tournois de foot, découvertes VTT, initiation citoyenne à la sécurité routière...), pour que tout le monde se tienne tranquille, pour que chacun intériorise la contrainte et se fasse flic de soi même et de ses colères, par la peur et la raison. Avec un entêtement notable, tout le monde s'est opposé à ces événements, le gouvernement et son parti évidemment, le PS bien sûr, les imams locaux puis l'UOIF à travers une fatwa... Les appels au calme sont venus de toutes parts : associations proches des jeunes, partis de gauche, élus locaux, éducateurs... Rien n'y fait, le nombre d'affrontements et d'incendies n'a cessé de croître. En revanche, dans les médias (vecteur principal de colportation des faits dont on parle), il a fallu attendre très longtemps, et encore de manière très poussive et faible, pour que se dise une hostilité de la part des gens, victimes, témoins, badauds et autres interviewés. Pour exemple même la femme de l'homme qui est mort en défendant ses poubelles n'a pu que présenter de lui un portrait peu amène, où, sur fond de photo avec son berger allemand, elle dit à la caméra : " Il voulait que tout soit propre, je lui disait tu es fou, arrête tu va te faire tuer "...


Dépôt de bus à Trappes, 4 novembre

Dans ce flots de discours inutiles, l'extrême gauche et certains ultra gauchistes amènent leur flaque de saloperie à ce ruisseau d'étouffement. Chacun y va de son petit cours de morale, de sa petite dénonciation, de son petit conseil avisé, quand ce n'est pas de son prêche sur ce qui est politique et ce qui ne l'est pas, de ce que tout ça veux dire en gauchistement correct, de ce qu'il faut excuser, justifier faiblement... Et chacun de faire le tri éclairé dans le réel pour nous livrer son point de vue

de jeunes, au quartier de CLos St Lazare. A Saint-Ouen un entrepôt est incendié et un magasin de sport pillé. La mairie de Noisy-le-sec est la cible de molotovs. L'entrepôt de bus de Trappes est incendié, détruisant 27 bus. A Mantes-la-jolie c'est la Poste et la Sécurité Sociale qui sont pris pour cible. A Villiers-le-bel un supermarché est pillé, alors qu'un poste de la police municipale est attaqué à La-Queue-en-brie et un centre culturel à Villetaneuse.

vendredi 4 novembre 2005

Plusieurs véhicules sont incendiés sur le parking du centre commercial Bobigny 2, véhicules appartenant à des fonctionnaires du tribunal tout proche. Vol du matériel informatique dans un tribunal d'instance en Seine-St-Denis, ce tribunal est ensuite incendié. Une école maternelle et primaire est partiellement détruite à Brétigny-sur-Orge, un espace culturel attenant au collège Jean-Monet à Torcy, deux classes d'une maternelle à Achères. Début d'incendie au groupe scolaire Bonaparte à Evry. Un molotov est lancé contre le commissariat de place des Fêtes à Paris-19e.

samedi 5 novembre 2005

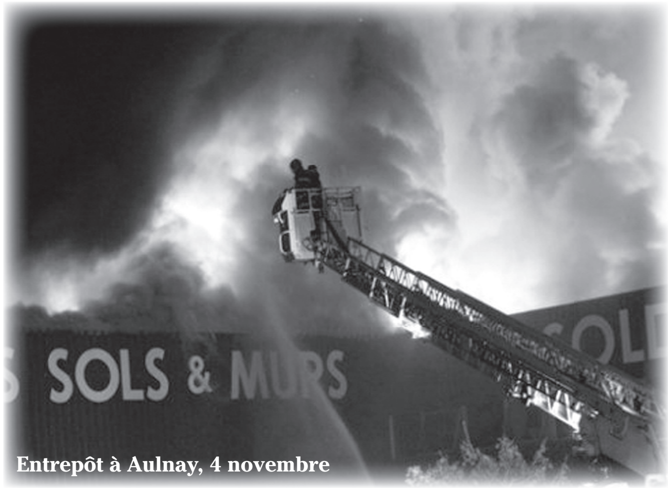
Six véhicules EDF incendiés dans un dépôt à Roubaix. Une salle pour les jeunes est incendiée dans l'agglomération de Bordeaux, à Bègles c'est une voiture municipale et une autre salle pour les jeunes qui flambe. A Aubervilliers, un entrepôt de textile prend feu, une crèche est incendiée à la Courneuve, à Montreuil c'est un Leader Price et un concessionnaire automobile. Un bureau de Poste est incendié à VIlletaneuse. La vitrine et la porte d'entrée de la permanence UMP à Fontenay-sous-bois sont brisées. Un McDonald est défoncé par une voiture-bélier à Corbeil-Essonnes. A Nantes, début d'incendie dans une maison de quartier. Incendie d'un Monoprix à Grigny et d'un centre socio-culturel à Rosny-sous-bois. A Evreux, un centre commercial, un bureau de poste et deux écoles sont vandalisés ou incendiés. Deux écoles sont incendiées à Grigny, ainsi qu'une usine de recyclage de papier. A Orléans et Montargis des molotovs sont envoyés contre des magasins. A Guenange, un dépôt de bus est incendié, ainsi qu'à Monceau-les-mines. A Pau tentative d'incendie des locaux de l'ANPE, à Laval un local d'aide sociale du conseil général est incendié. Toulouse, quartier du Mirail, une école, un collège et quelques commerces sont endommagés, tout comme une concession automobile Renault. A Rouen une voiture bélier est lancée contre un commissariat. Jet de molotovs contre la permanence UMP de Pierre Lellouche dans le 9ème arrondissement, à Paris.

dimanche 6 novembre 2005

Une mairie annexe d'Orléans et une voiture de police sont la cible de jet de pierre, en plein jour. Destruction du gymnase Armand Desmet à Clichy-sous-

sur ce qui est bon et ce qui n'est l'est pas, ce qu'il est correct de brûler et ce qui à respecter. Bref, d'un point de vue complètement extérieur, chacun condamne à sa manière le réel ou le nie (on a pu lire que cette explosion n'était pas violente, ou alors d'une violence insignifante, minuscule, ridicule par rapport aux méchantes violences du capitalisme). Dans la cacophonie des manifestations fort tardives se sont côtoyés ceux qui comprennent sans excuser mais sont contre l'état d'urgence, ceux qui justifient sans comprendre sauf pour les voitures brûlées, ceux qui dénoncent en excusant mais sont contre Sarkozy. La question pourrait être de réfléchir sur des cibles que l'on se donnerait, mais décidément pas d'improviser (comme au moment des émeutes de Gênes en 2001) son petit catéchisme pour dire ce qu'il fallait détruire et ce qu'il fallait conserver, et d'émettre jugement sur jugement sur ceux qui s'attaquent à ce qui nous entoure. On aura entendu jusqu'à plus soif les rengaines du type " mais pourquoi ne brûlent-ils pas plutôt le 16 éme arrondissement ou Neuilly " (même dans la bouche d'Eric Raoult), variantes sur le thème " les barricades oui mais ni ici ni maintenant, ailleurs, avant ou après ". Il faut apparemment rappeler qu'il n'y a pas de copyright sur le cocktail molotov et que chacun pourrait mettre Neuilly à feu et à sang si cela lui chante. Ils brûlent les voitures de leurs voisins ? Mais, dans les cités comme ailleurs, ce n'est pas Disney Land, tout le monde n'est pas copain, et que ce soit avec le concierge, le voisin-citoyen ou le vigile local il peut exister un peu d'inimitié. Il faut comprendre aussi que brûler une voiture dans ce genre de guerre ouverte, ce n'est pas forcément vouloir emmerder son propriétaire et sa rentabilité potentielle. C'est une guerre de territoire qui se joue. Une guerre qui dispute aux flics, à l'Etat et à ses agents, aux rapports sociaux imposé le capitalisme, du territoire dans des affrontements. Contrairement à une niaiserie passée en boucle, il n'y a rien de suicidaire (est-ce pour les circonstances atténuantes ?) dans tout cela. Il n'y a rien de suicidaire à mettre le feu, à tirer ou à jeter des boules de pétanque sur les flics. Il n'y a rien d'autodestructeur à arracher par la force, à la pacification et au contrôle, des zones où le droit et la justice cessent enfin de s'exercer.

C'est inattendu et il n'est jamais trop tard.



Entrepôt à Aulnay, 4 novembre

Cette guerre nous réjouit, nous parle. Son existence nous appelle à agencer un rapport avec la puissance diffuse qui s'est constituée et densifiée. Parce que nous en avons un besoin impérieux. Parce que nous ne voulons pas être des révolutionnaires de papier. Parce que tous ces feux nous réchauffent le cœur et raniment des perspectives. Parce qu'il faut de l'oxygène et de l'hétérogène bien dosés pour qu'un mélange détonne.

Il nous appartient désormais de ne pas nous satisfaire de gérer - toujours aussi inefficacement - la répression, ni de rabattre la puissance qui est à l'œuvre et l'enthousiasme que sa vitalité a provoqué chez nous sur des pratiques qui, du moins ces derniers temps, ont prouvé leur stérilité, comme des rassemblements ou des manifs, sans parler des «marches des banlieues et de la politisation» ou autre initiatives du même acabit. Peut être faut-il partir d'ailleurs et se donner les moyens d'inventer des formes d'interventions à la hauteur de la situation.

Fils de la république ? - Alors nique ta mère !

bois. Une journaliste de la chaîne KBS TV (Corée du Sud) est agressée à Aubervilliers. Un MacDo est détruit à la voiture bélier à Corbeilles-Essonne. Incendie d'un Monoprix à Gagny, de la médiathèque à Noisy-le-sec et d'un centre socio-culturel à Rosny. Incendie et destruction d'un poste de police à Evreux, ainsi qu'une mairie annexe. Tentative d'incendie de l'ANPE dans le quartier de l'Ousse des bois à Pau. Une école maternelle est incendiée à Saint-Etienne. A Perpignan, une voiture bélier est envoyée contre la façade d'un commissariat de jour, dans le quartier du Moulin à Vent. Un incendie ravage le studio de production TV d'Asnières-sur Seine, où se trouvait une partie des décors d'une série de TF1.

lundi 7 novembre 2005

Gymnase incendié à Villepinte. Deux écoles incendiées à Lille et près de Valenciennes. Une bibliothèque carbonisée à Béthancourt, une boulangerie et un supermarché à Nantes. Une concession Renault et un Toyota incendiés, à Brest et Metz. Véhicule bélier contre un poste de police à Rouen, tentative d'incendie d'un autre à Clermont-Ferrand, jet de cocktail molotov à Beaucaire..

mardi 8 novembre 2005

A Arras, deux grandes surfaces sont incendiées. Deux journalistes russes molestés. Un local de Nice-Matin endommagé à Grasse. Tentative de pillage d'un supermarché à Marseille.

mercredi 9 novembre 2005

Une école maternelle est détruite à Belfort. Incendie d'un transformateur EDF à Vallauris.

jeudi 10 novembre 2005

Une cantine scolaire subit le sort des flammes à Villeneuve d'Asq. Un poste de police, deux écoles, un collège et une mairie sont la cible d'incendiaires. Des véhicules de police ont été incendiés dans l'enceinte du palais de justice, à Bordeaux. 11 policiers blessés à Lyon.

vendredi 11 novembre 2005

A Pau, quartier de l'Ousse-des-bois un restaurant est dévalisé puis incendié. Incendie d'un transformateur EDF à Angoulême, et un distributeur automatique de billet totalement détruit. Coupure d'électricité à Gonesse.

samedi 12 novembre 2005

Un magasin de hi-fi est incendié dans la zone commerciale de Toulouse-Blagnac, à Rambouillet ce sont des magasins de meubles, et une garderie à Savigny-le-Temple. Six molotovs sont jetés dans la cour d'un commissariat à Maison-Alfort, incendie d'une école à Rennes, un transformateur neutralisé à Amiens. Des écoles incendiées à Carpentras et Aix-en-provence. Tentative d'incendie d'une station-service dans le 19e arrondissement de Paris. Dans le centre ville de Lyon des jeunes s'affrontent avec la police place Belcourt.

Dans une révolte, on est avec les révoltés ou avec le pouvoir !

DANS UNE SOCIÉTÉ qui ne propose que la soumission à un prof, un patron, un flic, un contrôleur, un maton, un juge, l'Etat... on a toujours raison de se révolter.

On a raison de se révolter contre les assassinats commis par la police : Bouna Traore et Zyed Benna (15 et 17 ans) morts dans un transformateur le 27-10-05 à Clichy-sous-Bois, en fuyant les flics qui ont choisi de ne pas les secourir. Ils s'ajoutent à la longue liste macabre des centaines de jeunes tués par les forces de l'ordre.

On a raison de se révolter contre le racisme, institutionnel ou pas, contre les contrôles d'identité, contre le harcèlement de la police et de la justice, les rafles et les déportations de sans-papiers, les expulsions de squatteurs sous prétexte de “ sécurité ”.

Nous n'oublions pas Éric Blaise condamné à quatre mois dont deux ferme pour avoir tiré sur des canettes avec un pistolet à billes, retrouvé mort au matin du 13-11-05 à Fleury-Mérogis. La direction parle de suicide : “ *dans une crise de delirium, il se serait cogné la tête contre les murs de sa cellule* ”. Œdème cérébral dira l'autopsie. La famille se bat pour connaître la vérité. Il avait 28 ans...

Nous n'oublions pas la vengeance policière et judiciaire contre les émeutiers ou prétendus tels, les 5 000 gardes à vue, les 850 condamnations à des peines de prison ferme dont 120 mineurs.

Nous n'oublions pas Reda (21 ans) qui a eu la main arrachée par une grenade à Toulouse, le 7 novembre 2005. Sa mère déclare : “ *La grenade il l'a prise pour l'éloigner, parce qu'elle était tombée près d'un groupe d'enfants. Tous ses doigts sont restés sur place. Pour les secours, ni le Samu, ni les pompiers, personne s'est déplacé, c'est des jeunes qui l'ont emmené. Les CRS rigolaient.* ” (Radio Canal-Sud 12.11.05)

Ni Jérémy (20 ans), condamné à 4 ans ferme à Arras pour participation à l'incendie qui a détruit deux magasins d'ameublement, ni Hussein (23 ans), condamné à 1 an ferme à Bobigny, accusé d'avoir prêté un bidon d'essence à des copains, ni ces centaines d'autres condamnés à des peines de 3 à 9 mois ferme pour une poubelle incendiée, ni les deux de Toulouse condamnés à 3 mois ferme pour avoir montré leur cul aux CRS !

On a raison de se révolter contre un pouvoir et des politiciens qui, tout en leur interdisant le RMI et en organisant la précarité avec le contrat première embauche (CPE), nouvelle version du CIP, reprochent aux jeunes de trafiquer, et contre des patrons qui délocalisent leurs boîtes à sueur tout en se plaignant que la jeunesse n'aime pas le travail surexploité (qui en voudrait ?).

Parce que la guerre contre les pauvres et le mouvement social s'amplifie, parce que l'État cherche à prévenir et à diviser tout mouvement de résistance en jetant les individus les uns contre les autres, que les gouvernements successifs empilent les nouvelles lois répressives : antiterroristes, de “ prévention de la délinquance ”, contre l'immigration. Parce qu'il va mettre encore plus de keufs partout (école, trains,...) et qu'il construit de nouvelles prisons pour les jeunes.

Parce que nous voulons sortir du piège à rats de ce système qui rend la vie toujours plus invivable et détruit une à une toutes les garanties qu'avait gagnées le mouvement ouvrier par ses luttes...

Nous manifestons notre solidarité aux jeunes poursuivis suite aux émeutes, et dont les procès continuent.

Prochain rendez-vous : 13 février 2006 à 13h au tribunal de Bobigny (M° Bobigny-Picasso) pour le procès de trois frères accusés de rébellion à agents.

Nous nous réunissons chaque semaine, sans organisations ni partis, pour échanger des informations, préparer des actions, et briser l'isolement qui nous démobilise.

Réunions ouvertes chaque jeudi à 19 h, à la Bourse du travail de Montreuil, 24 rue de Paris, métro Croix de Chavaux, ligne 9.

reunionmontreuil@no-log.org

dimanche 13 novembre 2005

Une voiture enflammée est lancée dans la cour d'une maternelle dans le quartier de la Reynerie à Toulouse. A Carpentras, une maternelle est endommagée. Une grande surface est incendiée à Blagnac. Incendie d'une école à Halluin, et d'une salle de sport à Faches-Thumesnil. Montbéliard, incendie d'un bâtiment regroupant des associations. Cinq policiers blessés par l'explosion d'une bouteille de gaz dans l'incendie d'une poubelle à Grenoble.

lundi 14 novembre 2005

Bourges, incendie d'un local associatif. Des bouteilles d'acides sont jetées sur la mairie de Pont l'évêque, un collège est incendié à Grenoble et un local d'éducation à la santé à Chalons-en-champagne. Un véhicule est projeté contre un local de police désaffecté à Romans-sur-Isère. Garages incendiés à Saint-Fons et Vitry-le-François. Engins incendiaires lancés contre la trésorerie principale de Bobigny, un transformateur EDF à Clichy-sous-bois, une crèche à Cambrai, l'office de tourisme de Fontenay-sous-bois et un dépôt d'autobus à Saint-Etienne (18 en sont endommagés).



Studio de télé, Asnieres 7 novembre

mardi 15 novembre 2005

A Pointe-à-Pitre des coups de feu sont tirés sur la police où un barrage avait été érigé, dans le quartier du Carénage.

Avertissement :
Nous avons délibérément choisi dans cette petite tentative de chronologie de laisser de côté les statistiques tant rabâchées des tas de ferraille cramés, ou les épiphénomènes comme l'incendie d'un bus avec des passagers dedans.
Comme ces faits sont tirés des journaux et des agences de presse, elles sont à lires avec les précautions usuelles. Nous avons essayé de recouper les dates dans la mesure du possible. Enfin, nous n'avons recensé à notre avis ici qu'à peine 10 % des attaques. Coupures de journaux de toute la france bienvenues !

LE VOILE SE DÉCHIRE

Pour la seconde fois cette année, la jeunesse vient de laisser éclater sa révolte contre la société. Hier collèges et lycées étaient occupés, aujourd'hui les banlieues se rebellent. En exprimant spontanément sa colère sur tout le territoire, ***la jeunesse des banlieues est sortie de l'ombre.***

Bannis, surveillés, haïs, ces jeunes ont fait de leur existence même une question politique. Ceci ne leur est pas pardonné. Dans une guerre de classe qui ne dit plus son nom, l'ordre républicain avise désormais que le simple fait de vouloir vivre en dehors de la misère imposée doit être tenu pour un délit de droit commun. Excepté quelques penseurs dépressifs de la réaction, qui ose pourtant contester le désastre global des banlieues ? Cela doit néanmoins rester la pâture ordinaire des sociologues et experts en tout genre, sans que rien ne soit engagé pour les besoins de la colère. La révolte de ces jeunes constitue un scandale aux yeux de ceux pour qui seule la violence produite par le traitement moderne de la vieille question sociale est en définitive acceptable.

Un soulèvement privé de perspectives politiques aura peut-être tort dans la forme, il aura toujours raison dans le fond.

Crainte passée, la réaction déroule comme à l'accoutumée son catalogue d'explications ahurissantes approuvées par la police : les maffieux, les barbus, la polygamie, le rap, le racisme anti-blanc... D'autres se plaindront que l'on n'ait pas vu se réaliser ici, l'art ou la philosophie; autant chercher une jacquerie qui aurait tranché la tête d'un roi.



Dans son désir irrépressible d'égalité, de reconnaissance et de liberté, cette jeunesse, à l'image des lycéens, a fait preuve d'une vitalité que ce monde vieilli et fatigué refoule partout ailleurs. L'événement déconcerte ainsi nombre d'idéologues en faisant éclater le discours ordinaire d'un spectacle où « barbares », « délinquants », et autres « violeurs en réunion » doivent tenir le même rôle d'épouvantails que celui du terrorisme dans le jeu politique mondial.

Les banlieues ne sont pas cette contrée sise aux confins d'un *limes* imaginaire où les hordes modernes guetteraient patiemment l'effondrement de l'Empire, elles sont de notre monde, elles en concentrent les contradictions essentielles. Depuis la chute du Parti Communiste et de sa gestion municipale, elles sont au cœur d'un problème politique majeur que les différents pouvoirs traitent par la manipulation, l'abandon au chaos, et la surveillance policière. Du torpillage de la « Marche pour l'égalité » par les socialistes avec la création de SOS Racisme, de l'aide apportée par Pasqua à l'implantation d'un islamisme prié de tenir la place du stalinien absent, à l'importation de la méthode américaine de destruction des zones de pauvreté par la drogue et les gangs, tout vise à maintenir dans l'ombre, le silence et la mort, ***une population dont on ne sait plus que faire.*** L'état d'urgence, puisé avec fébrilité dans le vieil arsenal juridique colonial, vient ici servir les formes nouvelles de domination qui, depuis trente ans, travaillent à ne laisser à cette même population d'autres choix que la prison ou la misère du ghetto subie dans l'humiliation. ***La barbarie est du côté de ceux qui se sont résignés à tout.***

Le jeu des apparences se dissipe,
l'ordre règne mais ne gouverne pas.

LA GUERRE DE LA LIBERTÉ
Revue de Salut Public

www.laguerredelaliberte.org
Le 4 décembre 2005

Paris brûle...

... et avec elle les banlieues des villes de France et d'Europe.

Les couvre-feux et la police alignée en tenue anti-émeute n'y peuvent rien, les appels au calme et à la raison qui arrivent de tous les recoins de la politique et des institutions sociales n'y peuvent rien, tout comme les promesses d'un changement, d'une amélioration progressive ou d'un engagement contre l'état de délabrement.

Les pyromanes, les vandales, les barbares, les insurgés, les révoltés, qu'importe le nom qu'on veut leur donner, n'ont plus d'oreilles. Enfermés dans des ghettos de béton depuis des dizaines d'années par la société «du progrès et du bien-être», ils ne veulent désormais plus écouter ni parler.

Ils ont vu s'effriter chaque jour toute certitude d'une vie digne, d'une possibilité de survie «décente». Tout est sacrifié au nom d'un progrès et d'un bien-être qui leur a été et leur est refusé ; tous les jours, ils ont dû se confronter à une police qui a tué leurs amis et leurs frères ; chaque jour ils doivent se débrouiller dans les alvéoles que la vieille société industrielle avait destinées à leurs pères — hier main d'œuvre à bas coût et aujourd'hui surplus à confiner, à ignorer, à éliminer.

Non, les personnes qui sont en train de brûler les villes de ce vieux continent putréfié ne sont pas des aliens comme on voudrait nous le faire croire : ce ne sont pas des étrangers venus de loin comme le racontent quelques journalistes crétins, ni non plus des jeunes enrôlés par l'idéologie islamiste, cette idéologie en vogue si rassurante.
Ces nouveaux barbares sont «nos enfants», qui ont grandi et ont été bercés au sein de *cette* société, de *ce* monde.
On les avait tout simplement oubliés : on oublie souvent les pauvres lorsqu'on n'a plus besoin de les pressurer, de les faire crever dans les usines ou de les envoyer se faire massacrer ici ou ailleurs. On les oublie... jusqu'à ce qu'ils reviennent frapper à la porte.

A présent, les patrons et les hommes politiques hurlent au scandale, parlent du problème des banlieues, discutent le ventre gras des «crève la faim», de la «racaille» qu'ils ont jetés à la périphérie de leurs villes. Et ils voudraient bien —ils en ont même la prétention— que ces pauvres frappent gentiment à la porte, un seul à la fois et sans trop déranger. Ils voudraient qu'on leur demande «excusez-moi, puis-je ?» avant d'entrer.

A l'inverse, c'est le désespoir qui hurle, ce sont la rage et la vengeance qui incendient les esprits, ce sont les années d'abus et de privations qui défoncent les portes des clapiers des riches, sans demander à personne «je peux ?».

Aucune revendication, aucune parole, aucune idéologie à manœuvrer et alimenter, aucun Casarini ou Agnoletto avec lesquels dialoguer. Seulement le feu, la destruction de ce système infâme, de ses symboles, de ses marchandises, de ses infrastructures. Ils brûlent les voitures et les centres commerciaux, les commissariats et les écoles, les banques et les sièges des partis, les écoles maternelles et les transports publics. Et avec tout cela commencent à brûler les valeurs obscènes de cette Terre et sa morale, les certitudes des riches et les illusions des gueux, les privilèges de quelques uns et l'esclavage de beaucoup.
Les politiciens déguisés en révolutionnaires deviennent mesquins, les petits gnomes rouges qui remplissent les manifs et les rassemblements de la moitié du monde font piètre figure, les sociologues de gauche et les intellectuels «d'un autre monde est possible» se montrent misérables : les barricades romantiques érigées au nom du grand idéal sont absentes, il ne s'agit pas non plus de l'aube de la Révolution qui portera les purs d'esprit et de cœur vers le Nouveau Monde, ce n'est pas la grève générale prélude du changement, ce n'est pas la lente construction du dialogue qui amènera à la prise de conscience. Il n'y a rien de tout ce dont ces *professionnels du social* se remplissent la bouche. Pourtant, ce qui est en train d'incendier les villes d'Europe, c'est l'affrontement de classe. Ce n'est pas celui des livres et des débats, mais la réalité.

Dans cet affrontement, comme dans toute guerre, il n'y a rien de «pur» : lorsque les opprimés s'insurgent, ils accomplissent des actes sublimes et d'autres ignobles, des gestes passionnés et d'autres honteux, chacun peut sortir le meilleur de soi tout comme le pire.
Mais ceci est une évidence à partir du moment où «les masses» insurgées, quoiqu'en disent *certains*, n'existent pas. Il n'existe que des individus, capables de tout le bien comme de tout le mal possible ; capables de créer une société meilleure, différente, aussi bien que d'empirer plus encore celle qui existe déjà.

Ce qui devrait véritablement compter à présent est que dans la révolte généralisée se brise un mécanisme, celui de la quotidienneté sur lequel est fondée toute l'horreur sociale, toute la violence de l'Etat, toutes les possibilités d'exploitation et de dévastation. Et ce n'est justement qu'en brisant la normalité que nous pouvons entrevoir de nouvelles possibilités pour un monde vraiment différent, que nous pouvons apprendre de nouvelles manières d'être ensemble et de lutter, construire les bases des révoltes futures, recommencer à rêver à une existence différente.
Regarder de façon moraliste ce qui est en train de se passer dans les banlieues du continent, en cherchant avec une loupe les nuisances de certains insurgés, n'est utile qu'à ceux qui veulent conserver le monde tel qu'il est, pour rester agrippés à leurs privilèges et certitudes, et certainement pas à ceux qui ont intérêt et la volonté de tout renverser.
On nous dit que les insurgés ne parlent pas, et pourtant leur révolte s'est répandue comme une tâche d'huile en quelques heures, parcourant des milliers de kilomètres. On nous dit que les insurgés n'entendent et ne comprennent rien, et pourtant ils sont en train de mettre en échec la police de villes entières nuit après nuit. Alors, comment est-ce possible ? Comment font-ils ?

C'est simple, le langage du feu a été cette fois-ci plus clair que mille paroles, et a été compris par beaucoup de personnes. A présent, c'est à nous de décider d'accueillir le message, de comprendre l'incommensurable sagesse que ce mouvement de rébellion porte inconsciemment en lui : dans ce monde de la marchandise, basé sur la violence et l'autorité, il n'y a plus rien à changer, rien à réformer, rien à améliorer. En un mot : il n'y a plus rien à sauver.

Gherardino

[Article écrit d'Italie pendant les émeutes et tiré de *Aìresis*, journal apériodique de Florence, n°1, novembre/décembre 2005, p.3]



Eglise à Romans/Isère, le 16 novembre



Ecole maternelle à Lille, le 6 novembre



McDonald's à Corbeil, le 6 novembre



Renault à Aulnay, le 12 novembre

ALORS, QU'EST-CE QU'ON ATTEND...??

Depuis près de quinze jours, nous assistons à une révolte sociale sans précédent depuis plusieurs décennies. Les banlieues s'embrasent. Les banlieues brûlent. Certains se demandent bien pourquoi, d'autres s'étonnent que cela ne soit pas arrivé plus tôt. Mais tous condamnent.
Il n'est nul besoin de revenir sur les causes profondes (racisme ambiant, pauvreté extrême, mise au ban, stigmatisation, ghettoïsation,...), ni sur les raisons directes (un contrôle de police de plus qui dérape en bavure, vocabulaire et mépris empruntés à l'extrême-droite,...) de cette colère.

Cette révolte est légitime.

Mais pourquoi brûler tout ça ?



Brûler simplement le décor que l'on ne veut plus voir, celui de la misère qui oppresse, celui de la ville-béton qui enferme, qui asphyxie.
Brûler les moyens de transports qui humilient tous les jours l'impossibilité de sortir de ce gris.
Brûler les écoles « de la République » qui sont les premiers lieux d'exclusion, de sélection, de tri, d'apprentissage de l'obéissance à tout prix.
Brûler les mairies, gestionnaires de la misère, et les commissariats, synonymes d'humiliation, de brimades, de tabassages. Brûler l'État qui gère ces prisons à ciel ouvert...
Brûler les locaux de partis politiques. Brûler les politiciens méprisants. Brûler l'élite.
Brûler les entrepôts de marchandises, des concessionnaires automobiles, des banques, vidéoclubs, supermarchés, centres commerciaux, studio de production télé. Brûler et non voler. Juste pour voir partir en fumée cette marchandise pour laquelle on doit trimer et que l'on doit – « normalement » – convoiter, consommer, accumuler.
Brûler parce que cela semble le seul moyen de se faire entendre, de ne plus être invisible.
Brûler avec l'espoir évident de voir changer les choses.

Soutenir évidemment.



Parce que les premiers qui vont déguster, tant physiquement dans les commissariats de la « République », que pénalement dans les tribunaux où la justice se rend à flux tendu, sont ceux et celles qui ne s'expriment pas selon les « règles » de la démocratie des gens de pouvoir. Quand être condamné à plusieurs mois fermes pour sa seule présence dans la rue devient la règle, il n'y a plus d'illusions à se faire sur la « Justice républicaine». Il n'y a pas de justice, sinon celle des gens de pouvoir.

Briser le consensus « républicain » parce que personne ne le fait.
Casser l'image du barbare fabriquée par les médias et assimilée docilement par tous.
Se démarquer des gens de « gôche » qui condamnent vertement, qui récupèrent pour demander une dérisoire démission, qui demandent l'instauration du couvre-feu, qui affichent un paternalisme écoeurant, qui, indignés, soulignent enfin que « ce ne sont pas des manières, tout de même »...

S'énerver surtout. S'énerver partout.



Ces derniers temps, dans un climat de déplacement de tout l'échiquier politique – partis, syndicats, organisations – vers la droite, les coups que nous assènent les « gens de pouvoir » s'intensifient : déploiement de multiples formes de contrôle (des plus simples aux plus perfectionnées : l'habituel flic, l'urbanisme, la multiplication de l'arsenal juridique, lois d'exception qui deviennent quotidiennes, les caméras, les puces RFID, la biométrie, etc.) ; accélération du délabrement des conditions de vie ; rafles quotidiennes de sans-papiers ; expulsions des squats ; avènement de crises écologiques majeures (pollution, grippe aviaire, les OGM et la marchandisation du vivant, nucléaire, etc.)...

Et, plus inquiétant encore, est la facilité avec laquelle se met en place une véritable Culture de la peur, une véritable Peur de tout ce qui est autre. Un individualisme exacerbé, qui fait que nous sommes de plus en plus entassés dans les villes, mais de plus en plus seuls et atomisés. Les « gens de pouvoir » - qu'ils s'étiquettent de « gauche » ou de « droite », qu'ils soient élus ou patrons – nous font gober tout ça tous les jours par l'intermédiaire de « leurs » médias.

Et personne ne réagit ? Tout le monde accepte cet état de fait docilement ? Les divisions artificiellement créées – nationalistes, raciales, religieuses – reprennent tellement de vigueur que beaucoup se réjouissent d'un couvre-feu synonyme de guerre, que certains s'enrôlent dans des « milices citoyennes », que l'extrême-droite redéfile dans les rues de la capitale avec ses discours de haine. Les ruptures s'approfondissent et les fossés se creusent. **Tout le monde se fait berner et condamne – parfois violemment – les seuls qui réagissent de manière logique, les seuls qui s'énervent...**

Tract qui a circulé sur Marseille début novembre


Entrepôt de meubles à Arras, 8 novembre

Feu à volonté !

«Les enseignants de la CNT [Vignoles] ne prônent pas bien sûr les incendies de voitures ni de bâtiments publics, mais ils ne prônent pas non plus la résignation».
CNT Vignoles, 6 novembre

«Cette flambée de violence est stérile. Brûler les voitures de ses propres parents ou voisins, brûler des autobus qui desservent les quartiers populaires, saccager des écoles maternelles témoigne de la part de ceux qui le font d'une absence de conscience sociale et de solidarité. (...) Les travailleurs n'ont pas à se réjouir de la forme que prend cette explosion, et pas seulement parce qu'ils sont les premiers à en souffrir».
Arlette Laguiller,
édito des bulletins d'entreprise de LO, 7 novembre

«Monsieur le Président, je souscris à vos propos de rétablir l'ordre. La société française est en dérive. La République est menacée. On voit poindre des germes de guerre civile. Il n'y a pas à hésiter : rétablir l'ordre est une priorité. Tous les responsables politiques, de gauche comme de droite doivent parler d'une même voix. L'heure est au rassemblement républicain pour éradiquer la gangrène, la barbarie, la sauvagerie».
André Guérin,
député-maire PC de Vénissieux, 7 novembre

«Ils [les émeutiers] s'en prennent à leur environnement immédiat, dans une attaque parfois autodestructrice. Les attaques d'écoles, si elles vont encore plus aggraver les conditions de vie des habitants des quartiers, en disent long sur la perception d'une institution, qui évoque plus à certains jeunes de quartier la reproduction sociale, et une antichambre du chômage, que des outils d'émancipation»
Coordination des groupes anarchistes
(liaison Seine St Denis), 9 novembre

«Oui il y a des raisons de se révolter, mais brûler des voitures (appartenant à des personnes parfois aussi pauvres), frapper au hasard ne fait que du tort. (...) La Fédération anarchiste tient à témoigner son soutien aux habitants des quartiers victimes de la violence sociale de certains émeutiers comme celle de la police».
Fédération anarchiste, 10 novembre

«Parce que les jeunes n'ont plus de perspectives, il ne leur reste plus que l'autodestruction. Comme dans une logique suicidaire, ils s'en prennent d'abord à ce qui les entoure : personnes, institutions (écoles, etc.), objets matériels (voitures, etc.)»
No Pasaran, 11 novembre

«Les violences sont auto-destructrices. Elles nuisent essentiellement à ceux dont elles dénoncent l'exclusion. Faire cesser les violences, qui pèsent sur des populations qui aspirent légitimement au calme, est évidemment nécessaire»
Communiqué commun ATTAC, FA, CGT,
GISTI, Les Verts, LO, MJS, PCF, etc., 13 novembre

L'essence de la révolte

Le patronat et l'Etat ne peuvent et ne veulent plus payer. Nantes le 18.11.05

Personne ne pense à l'idée qu'ils peuvent disparaître.
Les enfants des cités, ces palestiniens du spectacle triomphant, savent, eux, qu'ils n'ont rien à perdre ni rien à espérer du monde tel qu'il devient.
Avant-propos à la réédition de 95 à « De la misère en milieu étudiant. »

Qui donc a pris la défense des insurgés dans les banlieues, dans les termes qu'ils méritent ? Nous allons le faire.

La misère qui sévit dans les banlieues avec son chômage, sa répression policière constante, ses conditions de vies plus que précaires, le racisme, ont réuni les conditions d'une confrontation sans précédent avec l'Etat. Les flammes ravageant les ghettos symbolisent l'attaque tous azimuts contre celui-ci, qu'il soit répressif ou à prétention sociale d'encadrement. Les attaques contre les écoles, la police, les services sociaux sont des actes ciblés et non aveugles. Elles sont le révélateur d'une prise de conscience qui n'a que faire de jugements hâtifs sociologisants. Ces « jeunes » sont une partie du prolétariat sans avenir qui ne peut être dupe face à la fausse perspective d'intégration (mais dans quoi?). Car comment croire que les insurgés ont encore la moindre complaisance vis-à-vis de services dits sociaux dont la seule prérogative est de réguler la misère sociale ? On peut certes gloser sur le manque de crédits alloués par l'Etat et dire que ses acteurs sont en sous-effectifs mais il importe avant tout de dire que ses médiateurs, ces assos, ces grands frères sont avant tout des gardiens de la sociale. Ils sont aux jeunes ce qu'est la bureaucratie syndicale aux ouvriers, un mécanisme d'intégration au système d'exploitation. A ceux qui s'offusquent de l'incendie d'une école, faut-il leur rappeler que celle-ci n'est qu'une croyance à l'instar de la religion ou de la politique ? Il est troublant de constater que l'institution scolaire ne soit pas mise dans le même sac que toutes les formes de répressions s'abattant sur les insurgés des banlieues. Que le bobard de l'intégration par l'éducation (nationale) ne fonctionne plus et finisse dans les flammes est une nouvelle réjouissante. Ces « jeunes » révoltés se sont souvenus que leurs bancs d'école étaient en bois et qu'ils feraient un fameux brasier, rien de plus logique, l'égalité des chances tant vantée par notre république étant un leurre. Par ailleurs, on s'étonne que les voitures brûlent, mais on devrait se réjouir de ces gestes salutaires ! Il ont sauvé de la mort des centaines de personnes promises chaque jours au accidents de la route et qui plus est à de longues journées d'ennuis dans des boulots de merde. Quant à ces derniers la réplique des politiques unanimes ne trompe pas : répression par le travail dés quatorze ans, et si ça ne suffit pas enfermement. De ces promesses, une fois n'est pas coutume, une seule sera tenue, la seconde évidemment, vu que de travail, il n'y en a point. Ces « jeunes » révoltés ont voulu illuminer la grisaille qui forme leurs quotidiens, ils en paieront le prix.

A ce constat s'ajoute celui moins enjoué des réactions suscitées dans des milieux qui auraient du être à même de saisir l'essence de cette révolte. En effet, les rodomontades formulées par certaines personnes se mouvant dans les cercles gauchistes ou libertaires sont affligeantes de par leur pauvreté et leur courte vue. Ce qui est « contre-productif », ce n'est pas de cramer son quartier pourri, c'est de n'y voir que des actes manquant de « sens historique », de « conditions objectives »et autres blablas de marxistes de confort, bref de ne considérer ces événements que par le bout de la lorgnette médiatique ou d'une grille d'analyses obsolètes. Il parait complètement dérisoire de s'attarder sur des épiphénomènes tels que l'attaque d'un bus transportant des individu-es, ceux-ci étant bien évidemment montés en épingle par les journalistes matraqueurs. A qui faire croire que la révolution française ou la commune de Paris, toutes proportions gardées, furent exemptes d'actes fâcheux ? A d'autres peut-être...

Et si il doit se développer des organisations ou des stratégies d'actions directes, ça sera avant tout par eux-mêmes. Rangez vos syndicats aussi révolutionnaires soient-ils, vos associations, vos militants et autres samaritains de la cause sociale.

C'est en tant que déclassés et chômeurs que nous exprimons ici haut et fort notre solidarité avec la racaille insurgée.

Vaut mieux une bonne guerre civile qu'une paix pourrie ! ! !

SECTION COSAQUES JABOTS DE BOIS

[Texte qui a circulé sur Nantes
vers mi-novembre 2005]

LES MAUVAIS ÉLÈVES DE LA BIOMÉTRIE

Jeudi 17 novembre, une vingtaine de personnes s'est introduite dans le lycée de la Vallée de Chevreuse (91). Certains ont distribué des tracts, d'autres ont improvisé une saynète qui fut interrompue par le bris de deux machines visant à contrôler l'entrée des lycéens dans le réfectoire.

Depuis septembre 2005, ce lycée avait mis en place les outils biométriques qui reconnaissent les contours de la main des élèves, préalablement enregistrés dans des bases de données informatiques. L'usage de la biométrie dans les cantines scolaires, dont l'efficacité est par ailleurs contestée, a pour objectif d'habituer les enfants à ces technologies carcérales afin qu'ils se soumettent sans résistance aux contrôles dans les aéroports, les bibliothèques et les gares, dont la mise en place est imminente.

Le 17 novembre, les perturbateurs du repas de midi voulaient dénoncer cette « éducation à la biométrie » qui sert à légitimer une présence de plus en plus quotidienne d'outils de contrôle en tous genres, fleurons de l'effort de guerre de la Science à l'encontre de la liberté humaine.

Tout s'est passé dans une ambiance bon enfant jusqu'au moment où les participants à l'action, affublés de masques de clowns, quittaient le réfectoire en marchant. Certains, pris au hasard, ont alors été violemment molestés par un surveillant, puis par des élèves et d'autres membres du personnel, furieux que d'aussi belles machines aient été mises hors d'usage. Le départ des clowns a été entravé à coups de pied et de poing.

Trois d'entre eux ont été finalement remis à la gendarmerie. A l'issue de 24 heures de garde à vue et deux perquisitions, après avoir refusé la comparution immédiate, ils sont sortis libres du Tribunal de Grande Instance d'Evry.

Le procès, initialement prévu le 16 décembre, s'est tenu le 20 janvier 2006. Ils ont été condamnés à trois mois avec sursis, 9 086 euros pour le remboursement des bornes et 500 euros d'amende pour l'intrusion dans le lycée. Tous trois ont fait appel.

Lycéennes, lycéens,

Ne sentons-nous pas autour de nous l'étau qui se resserre, le bocal qui rétrécit ? Ne voyons-nous pas venir ce moment où l'on saura dans tous les détails ce que nous faisons, où nous sommes, ce que nous consommons ?

Il y a quelque chose de ça avec le système de biométrie installé dans la cantine du lycée. Pas un contrôle fort, d'accord. Juste l'un de ces trucs qui nous apprennent à toujours être identifiés, triés, séparés. Qui nous conditionnent, nous habituent à ressembler aux moutons et aux veaux dans nos assiettes, pucés pour que les administrations sachent parfaitement d'où ils viennent, quand ils naissent, quand ils meurent.

Le meilleur moyen de contrôler les humains, c'est pour l'instant de les mettre à l'école et au travail, avec en poche une carte bleue et un téléphone mobile. Imaginez qu'un jour prochain, on nous mette une puce sous la peau, objectif avoué de ceux qui nous invitent à «s'inscrire à la biométrie» : il deviendra alors complètement impossible de nous révolter contre le pouvoir de l'Etat et des entreprises.

Il ne s'agit pas de science-fiction, mais de ce qui arrive petit à petit ici et maintenant sous le voile du high tech branché et du jeu. Du temps de nos grands-parents, la science et la technologie devaient



permettre d'en finir avec la misère et les inégalités. Aujourd'hui, le progrès cher aux anciennes générations sent à plein nez la prison et la mort. Dans ce nouveau millénaire, nous sommes nombreux et nombreuses à savoir que le délire scientifique et technologique est le premier obstacle à la justice sociale et à la liberté humaine.

Il est encore temps : demandons-nous si un monde sans caméra de surveillance, sans ordinateur et sans portable, ne serait pas plus vivable. Demandons-nous ce que la biométrie et ses puces peuvent nous apporter. Et ne laissons pas remettre en marche ces foutues machines à trier entre ceux qui ont les moyens et ceux qu'on envoie manger dehors (... Et n'hésitons pas à en saboter d'autres !).

Des complices

[Tract distribué le 17 novembre 2005 avant la destruction des bornes biométriques]

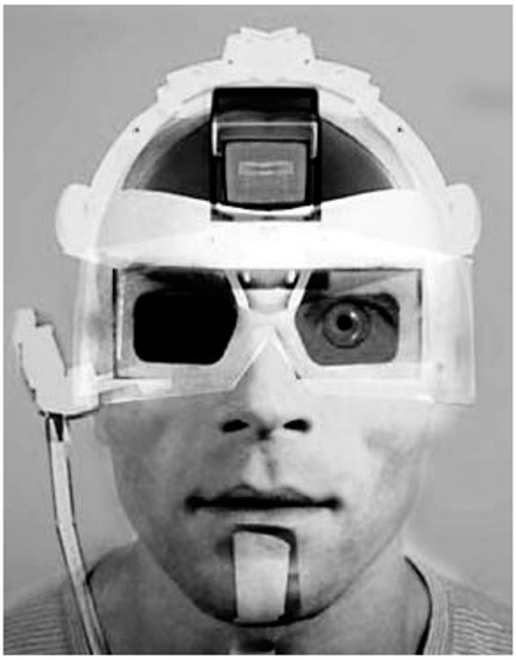
Quelques profiteurs en passant...

• **Actronix**, distribution de systèmes biométriques
29, rue Charles Dupont — 92270 Bois Colombes — 01 47 82 21 95 — www.actronix.fr
• **Biométrie Capital Contrôle**, distribution et installation de matériel de sécurité agrée SAGEM, disposant d'un réseau d'installateur sur l'ensemble de la France, habilité EDF et Secret Défense
12, rue Jules Ferry — Immeuble Henry Spaak — 93651 Rosny sous Bois — 08 26 10 26 20
• **ISTEC-Europe**, intégrateur des solutions du Coréen ISTEC, Nitgen, Sony Bionics.
• **EADS Telecom**, intègre dans ses solutions de sécurité publique des moyens de consultations de base de données biométriques.
• **INDEX Technologie**, développe et commercialise des serrures et des solutions qui permettent de contrôler de manière autonome, portes, gâches électriques par la reconnaissance de l'empreinte digitale.
Zone industrielle — 8, rue de l'industrie — 68360 Soultz — 03 89 74 35 39
• **Sagem**, équipe le FBI, Interpol, le Kosovo, le Liban, les Emirats Arabes Unis, les Philippines, l'Afrique du Sud, la Malaisie, la Namibie, le Nigeria, la Mauritanie, la Côte d'Ivoire, ainsi que les systèmes de gestion des prestations sociales et permis de conduire aux Etats-Unis.
• **Thales Security Systems**, expert en identification biométrique pour entreprises et gouvernements, a fourni à deux pays africains, le Kenya et la Namibie, des systèmes complets pour la gestion de titres. Travaille sur les sites des Aéroports de Paris.
• **TimeCard**, solutions de pointage biométriques.
20, rue du Bel Air — CE1534 Lisses — 91015 Evry cedex — 01 60 86 60 86 — www.timecard.fr
• **Vigivision**, vidéosurveillance, intègre les solutions de Zalix.
81, rue de Paris — 92100 Boulogne — 01 41 10 07 90 — www.vigivision.com
• **Xelios**, un acteur français d'envergure internationale, éditeur développeur de technologies d'empreintes digitales.
• **Zalix Biométrie**, un spécialiste français, développeur et intégrateur aux compétences étendues.
57-61, avenue de la liberté — 94269 Fresnes — 01 46 15 99 99 — www.zalix.fr
• **Zefyr Technologies**, une entreprise française spécialisée dans l'étude, la conception, la fabrication et la commercialisation de solutions biométriques.
70 avenue Bernadotte — Zone Industrielle des Soeurs — 17300 Rochefort/Mer — 05 46 878 454

SANS HÉSITATION AUCUNE

SOLIDARITÉ AVEC LES OPPOSANT-E-S À LA BIOMÉTRIE

EN CE MOMENT MÊME, tout le monde participe à l'installation ici et là d'appareils biométriques, prélude à une généralisation du contrôle d'identité biométrique à tout le monde et dans tous les secteurs de la société. **Les industriels participent** ; attirés par la création d'un nouveau marché, ils exercent leur activité de lobbying (Cf. le « livre bleu » du Gixel, groupement d'entreprises d'électronique). **L'État participe** ; le projet d'une carte d'identité obligatoire, contenant les caractéristiques biométriques du porteur (iris et empreintes digitales), est en place et ouvre la possibilité d'un fichage de toute la population d'ici quatre ans. **Les institutions para-étatiques participent** ; la Cnil avalise les installations, c'est son rôle. La Cité des Sciences monte une exposition hyper-médiatisée destinée à nous habituer à l'idée d'une omniprésence de cette technique de contrôle. **Les proviseurs de lycée participent** ; ils installent des appareils dans les cantines, par dévotion pour la technologie, parce que « ça fait moderne », parce que « c'est efficace ». Les associations comme **Iris ou les intellectuels** qui revendiquent un rôle d'expert auprès du gouvernement ou de la Cnil participent ; ils réclament un débat public prélude à l'adoption de la carte d'identité biométrique.
Les protestations et les actes de sabotage sont resté isolés, ou n'ont pas eu d'écho.



MALGRÉ TOUT, une vingtaine de personnes a décidé, le 17 novembre dernier, de remettre en cause la présence de ces machines dans notre société, en dénonçant directement l'expérimentation de ces appareils à la cantine du Lycée de la Vallée de Chevreuse (Essonne). Dans un texte adressé aux lycéen-ne-s, elles ont clairement expliqué la nature de ce refus. C'est un refus radical. Le tract invite à **s'attaquer au contrôle social** non pas en tant que dispositif imposé par une minorité à une société par essence libre, mais comme **le fonctionnement normal du capitalisme moderne**, au travail, au supermarché, dans les transports, devant son ordinateur. Il désigne clairement la biométrie comme une composante parmi d'autres d'un système **scientifique et technologique qui est « le premier obstacle à la justice sociale et à la liberté »**. Ces vingt personnes ont peut-être ouvert la possibilité d'une opposition réelle à cette nouvelle technologie, en élargissant d'emblée la question à l'ensemble de nos conditions de vie.
Parmi celles-ci, **trois comparaîtront aujourd'hui** seize décembre devant le tribunal d'Evry. Elles devront répondre de l'accusation de destruction de bien d'autrui, les bornes biométriques ayant cessé d'exister ce jour-là.

NOUS NE NOUS FAISONS PAS D'ILLUSIONS : la biométrie est déjà largement utilisée, dans la gestion des flux internationaux des populations, dans les aéroports et les prisons. Elle est l'aboutissement d'une **évolution profonde de notre milieu social** : la création d'un milieu artificiel, c'est-à-dire créé par la rationalité marchande et selon ses règles, un milieu où la parole, l'autonomie individuelle et collective n'ont aucun sens, où seuls prévalent les critères de puissance et d'efficacité. La possibilité même pour les humains de faire consciemment leur histoire est menacée de disparaître une fois pour toutes. Il est donc plus que jamais impératif d'avancer clairement les raisons de notre **refus de la biométrie** ; avant qu'il ne soit trop tard.
Pour toutes ces raisons, les trois prévenu-e-s ont notre soutien inconditionnel. Ce soutien, dès la fin du procès, se traduira en solidarité concrète en les soulageant d'une partie de leurs frais de justice et en relayant les convictions qu'ils ont exprimées le 17 novembre. Nous espérons ainsi contribuer à **la création à brève échéance d'un front d'opposition à la biométrie sur une base radicale**.

HONTE À CEUX ET CELLES QUI S'ALARMENT DU SORT DE QUELQUE FERRAILLE NUMÉRIQUE !
MORT AUX ROBOTS !

Collectif contre la biométrie
contrebiometrie@yahoo.fr



Réunion publique

CICP - 21ter rue Voltaire 75011 Paris - M° Rue des boulets
Mardi 10 janvier 2006 - 19H30

Occupation d'un chantier de prison pour mineurs



«Dans la nuit du dimanche au lundi 20 février, nous avons occupé le chantier de construction du futur Etablissement Pénitentiaire pour Mineurs (EPM) d'Orvault. Cette occupation comportait à la fois un camp de base au sol et plusieurs cabanes dans les arbres. Mardi matin, à l'aube, les occupant-e-s au sol ont été expulsés manu militari par les forces de l'ordre, et le camp brûlé une fois vidé. Les personnes occupantes des arbres sont, elles, toujours en place.»

«Un action d'occupation d'une grue [d'un chantier Bouygues] en soutien aux individuEs dans les arbres luttant contre le projet pour mineurs s'est tenu ce matin, mardi 22 février. A 8h45, l'ensemble des personnes en soutien en bas des grues ont été embarqué très rapidement par les forces de l'ordre avec les violences coutumières. Elles ont été relâchées après vérification de leur identité et une fouille en bonne et due forme. A 10h30, les 5 personnes qui occupaient la grue depuis ce matin ont été emmenées au poste après avoir été descendues par le GIPN. Elles ont été mises en garde-à-vue pour "opposition par voie de fait, à l'exécution de travaux publics"... Pendant ce temps-là, l'occupation des arbres du chantier de l'EPM à Orvault tient toujours.»

Des prisons pour mineurEs aux politiques de «tolérance zéro». Le gouvernement prévoit la construction de 7 Etablissements Pénitentiaires pour MineurEs de 13 à 18 ans d'ici fin 2006. Ils fourniront 420 nouvelles places d'incarcération qui s'ajouteront aux 850 existantes dans les quartiers pour mineurEs des prisons. Les projets actuels d'EPM sont situés dans les périphéries de Valenciennes, Meaux, Lyon, Mantes-la-Jolie, Toulouse et Marseille. Quelques autres mesures illustrent ce renforcement sécuritaire généralisé :

• une augmentation des incarcérations: + 45% entre 1990 et 2002 pour les mineurEs et 1320 nouvelles places pour les majeurEs.

• la création des Centres de Place ment Immédiat (CPI), des Centres Educatifs Renforcés (CES) et ensuite des Centres Educatifs Fermés (CEF). Ces centres montrent une évolution de plus en plus disciplinaire, aux dépens de politiques éducatives (sachant que l'éducatif peut également rimer avec normalisation et mise au pas des individuEs).

• la soumission des services sociaux à une mission de flicage des individuEs, avec par exemple, l'obligation des éducateurs/trices à la délation et la transmission des dossiers à la police.

• des pressions sur l'entourage familial avec les suspensions des allocations et en instaurant la responsabilité pénale des parents de «délinquantEs».

• le développement des nouvelles technologies pour créer des outils de contrôle : vidéosurveillance (notamment dans les établissements scolaires), biométrie, bracelets électroniques, fichage ADN, etc. Le tout pour un «contrôle permanent».

• la création de nouveaux délits, par exemple la pénalisation d'actes du quotidien comme le regroupement dans les halls d'immeubles ou la fraude des transports en commun, jusqu'à la mise en place de couvre-feux.

•une présence policière plus forte et plus agressive avec notamment les Brigades Anti Criminalité (BAC) harnachées de nouvelles armes high-tech, les contrôles aux faciès, les harcèlements constants, les bavures et «accidents» meurtriers couverts et cachés.

Il se pose la question de la déviance et de sa gestion. L'état tient pour responsable les individuEs qu'il considère comme fautifs et les punit. Or, ce sont les conditions sociales, affectives, économiques qui construisent une personne, et ce sont ces conditions qui sont à questionner. Comment peut-on envisager de régler des problèmes en enfermant, brisant et torturant des individuEs? Il s'agit d'une logique circulaire qui ne fait que perpétuer et accroître la violence. La prison instaure la punition en système, elle existe pour faire peur et préserver l'ordre établi. Elle est un supplice qui, malgré tous les discours de rénovation et de réformes, reste essentiellement dégradant et humiliant.

of-fence@no-log.org

[Extrait du tract *Pourquoi occuper le chantier d'une prison ?*]

Du bâton pour les guignols

Samedi 15 Octobre à la Fête de la Science, dans les jardins du Sénat au Luxembourg à Paris, le stand de l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire) a été assailli par un Comité de Lutte Antinucléaire (CLAN) sur le coup de 15h30. Il s'agissait de dénoncer en actes l'infâmie de cette mascarade où l'on prétend expliquer aux enfants, dans la joie et la bonne humeur, que ce qui empoisonne est bon. Un court texte intitulé «du bâton pour les guignols» a accompagné un déluge d'œufs pourris et d'insultes essuyé par les fiers pédagogues ébahis du risque radioactif. Notons aussi qu'à cette occasion, Nucléon, «mascotte virtuelle interactive» censée présenter «le travail de l'Institut», nous a quitté.

« Maintenant on pourrait presque enseigner aux enfants dans les écoles comment la planète va mourir, non pas comme une probabilité mais comme l'histoire du futur. On leur dirait qu'on a découvert des feux, des brasiers, des fusions, que l'homme avait allumé et qu'il était incapable d'arrêter. Que c'était comme ça, qu'il y avait des sortes d'incendie qu'on ne pouvait plus arrêter du tout. Le capitalisme a fait son choix : plutôt ça que de perdre son règne. »

Entretien avec Marguerite Duras, *Le Matin*, 4 juin 1986

Le prix Nobel de la paix a été attribué au président de l'AIEA, association créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour promouvoir et gérer le nucléaire civil et militaire. Elle s'illustre depuis Tchernobyl par son négationnisme zélé et la gestion de la prolifération des arsenaux nucléaires des États. Voilà la paix que nous offrent les gouvernements et institutions internationales, des morts par millions, des déchets pour des milliers d'années. Ainsi, le président de l'AIEA, Hans Blix déclarait en 1986 : « L'industrie atomique peut supporter des catastrophes comme Tchernobyl, tous les ans. » Le parti nucléariste mobilise toutes ses forces dans l'ambition de relancer le programme nucléaire. Avec SAGE[1], le milieu nucléariste étudie ici, pour nous, les conclusions de son étude sur l'adaptation des populations à un environnement dévasté par la catastrophe de Tchernobyl. Cette dévastation fait désormais partie du présent. Le risque que cette organisation sociale nous fait courir à tous est le risque nécessaire pour assurer sa pérennité. Une société reposant sur la production de masse d'énergie est une société mortifère. Avec ITER[2], les nucléaristes veulent poursuivre leur idée autiste et dangereuse de puissance infinie.

Mais le nucléaire ne peut plus être présenté comme une énergie maîtrisée ainsi que le faisait la propagande jusqu'au milieu des années 80. Aujourd'hui, chacun va devoir s'habituer à la perspective de vivre irradié en s'amusant. C'est pourquoi il va falloir faire avec des joujoux et des guignols comme M. Nucléon. Cette nouvelle propagande reprend à fond la bonne vieille méthode du pouvoir de l'infantilisation : pour éviter que puisse exister la réalité des problèmes en jeu, sont mises en place des présentations infantiles du genre : « La fission nucléaire est ton amie ».

En attendant qu'un mouvement social exprime et soutienne la nécessité d'arrêter immédiatement le nucléaire, nous traiterons ces propagandistes scientistes comme ils le méritent. Le discours a changé, mais nous ne nous laisserons pas manipuler ! Nous n'avons pas peur, nous sommes en colère !

Paris le 15 octobre 2005
Comité de Lutte Anti-Nucléaire

1. Stratégie pour une culture de protection radiologique pratique en Europe en cas de contamination radioactive suite à un accident nucléaire. Soulignons que l'aréopage d'experts et contre-experts a été copieusement aspergé de purin et d'œufs pourris lors de sa réunion de conclusion à Paris.
2 . *International Thermonuclear Experimental reactor*. Projet de recherche d'un réacteur à fusion.

Procès contre *Vive les mutins !*

Après plusieurs reports, Gwenola, une camarade que la police accuse d'être l'animatrice du site *Vive les mutins !* et d'être à ce titre responsable de son contenu, devait passer en procès le 31 août 2004, 15 mars puis 6 décembre 2005. La nouvelle date, sans doute la dernière, est le 4 avril 2006 devant la 17e chambre du TGI de Paris. En forme minimale de solidarité, nous reproduisons ci-contre les différents «corps du délit».

Gwenola est accusée d'avoir :

1. « porté des allégations ou imputations de faits portant atteinte à l'honneur et à la considération de l'Administration pénitentiaire, administration publique, en tenant les propos suivants : “ *contre ces tabassages effectués par les Eris (ces équipes de matons cagoulés et instaurés par Perben, en début d'année), contre ces quartiers d'isolement où l'on meurt silencieusement (mais sûrement)* ”, lesquels tendent à imputer aux équipes de l'Administration pénitentiaire de commettre des actes de violences caractérisés et de laisser mourir les détenus » ;

2. « provoqué à la commission de dégradations volontaires dangereuses pour les personnes (…) : “ *si tu aimes le feu, la violence et les émeutes, si tu sais apprécier le bruit et l'odeur d'une prison qui brûle… Alors viens soutenir ton équipe préférée : les clairvaux's hooligans club. Le 9 mars, c'est la rencontre au sommet. Ce jour-là, oublie d'aller travailler et amène toi avec tes potes et ton matos. Vive le chaos !* ”, qui évoquent un appel à commettre des incendies en proposant à des lecteurs de soutenir un club dont le but est d'amener le chaos en incendiant les établissements pénitentiaires ».

3. « commis le délit d'apologie du crime d'atteinte volontaire à la vie (en l'espèce un homicide volontaire) en publiant sur le site susnommé le texte suivant : “ *alors tu t'es retranché dans le mirador et tu en as fait quelque chose d'extraordinaire, dont d'aucuns rêvaient : une place avancée de la subversion, du renversement du strict (et triste) agencement qui met d'un côté les “ bons ” et de l'autre les “ méchants ”. Le mirador est devenu danger pour la prison. Tu as tiré, les coups de feu ont tué une employée de la centrale* ».

4. « commis le délit d'injure publique en présentant les surveillants de prison comme des “ porcs ” et en reproduisant une affiche représentant un cochon en uniforme ».

5. « commis le délit de diffamation publique envers une administration publique… en ce que ces propos (“ *Vous avez créé les Eris pour faire la sale besogne en semant la violence au fond des QI, vous leur avez donné carte blanche pour les lynchages… Leurs méthodes à la limite du viol ont pour but d'exercer une pression psychique de peur sur le reste de la population pénale* ”) tendent à accréditer l'idée que les surveillants de prison, qualifiés de “ matons ” usent de brimades gratuites à l'endroit des détenus, pouvant aller jusqu'au meurtre, ces éléments pouvant d'ailleurs constituer des infractions pénales ».

6. « directement provoqué les lecteurs (cette provocation n'ayant pas été suivie d'effet) à commettre des délits de destructions, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes, en les invitant à commettre des incendies et des dégradations volontaires dans les maisons centrales, afin de parvenir à leur destruction et en proposant aux détenus de se révolter et d'amener le chaos en incendiant ces établissements pénitentiaires (texte GYPA : “ *Si aucune mesure n'est prise pour l'amélioration de nos conditions, consigne est donnée de saboter, brûler, détruire toutes les centrales de sécurité… C'est beau une prison qui brûle, c'est mieux que des détenus à genou en cellule* ”) ».

Ces accusations portent sur la diffusion de textes dont elle n'est pas l'auteur :

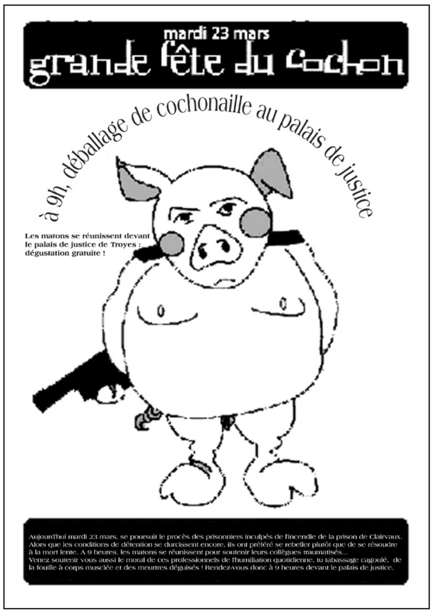
§1 : la diffusion d'une affiche évoquant les “ *tabassages des eris* ” (équipes de surveillants cagoulés, institués par Perben en janvier 2003 pour les opérations de maintien de l'ordre en détention) et critiquant les quartiers d'isolement (“ *où l'on meurt doucement, mais sûrement* ”).

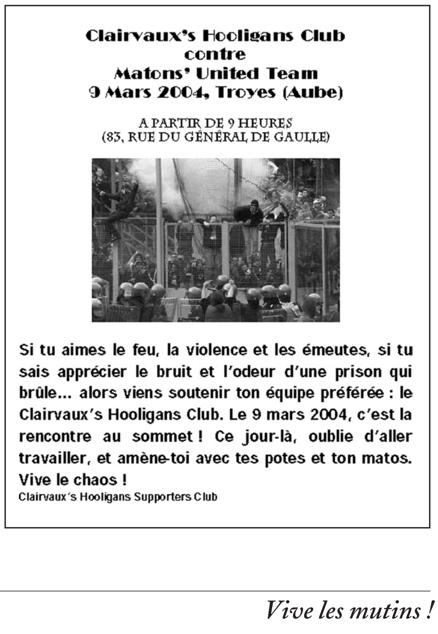
§2 et 4 : la diffusion de deux affiches de soutien avec les inculpés de la mutinerie de Clairvaux du 15 avril 2003 et appelant à un rassemblement de solidarité lors de leur procès, à Troyes (Aube).

§ 3 : la diffusion d'un texte signé “ une admiratrice ”.

§5 et 6 : la diffusion d'un texte écrit, en juin 2003, par un groupe de détenus (Il n'y a pas d'arrangement) du quartier d'isolement de la maison d'arrêt de Bois d'Arcy, suite à plusieurs tabassages dans ce quartier.







Lettre ouverte à Frédéric Bettinecci, ex-maton à la maison centrale de Moulins-Yzeure

Cher Frédéric,

Mercredi dernier, en me réveillant – c'est si agréables les rêves éveillés – j'ai appris que dans ton mirador, tu avais choisi de renoncer à tes folies. La folie d'enfermer d'autres hommes. Parce que c'était comme ça, parce qu'il le fallait, parce que tu n'étais responsable de rien, de toutes façons... La folie de ces longues heures à te languir d'une ombre suspecte, d'une agitation qui – enfin – suggérerait que ton heure de gloire approchait, et de cet homme que tu aurais finalement dans ta lunette avec cet exquis émoi : " je vais l'avoir ". La folie de mater, mater à en être dégoûté de ces corps, de leurs disgrâces et de leurs odeurs… La folie de traquer la violence d'un regard qui " en dit long ", la tendresse de gestes déplacés au parloir, l'ironie d'un sourire tellement au-delà de tes contingences de maton…

Et puis tout le reste… En transformant chaque jour ces hommes en objet, en les voyant sans les regarder, en croyant pouvoir les " détenir ", sous prétexte de ton travail, tu te métamorphosais doucement en monstre. Tu n'avais plus qu'à te débattre dans cette folie collective. Tu as eu raison de mettre fin à cette folie furieuse.
Alors tu t'es retranché dans le mirador, et tu en as fait quelque chose d'extraordinaire, dont d'aucuns rêvaient : une place avancée de la subversion, du renversement du strict (et triste) agencement qui met d'un côté les " bons " et de l'autre les " méchants ". Le mirador est devenu danger pour la prison. Tu as tiré, les coups de feu ont tué une employée de la Centrale.

Toute la journée, j'écoutais les flashs d'infos qui te disaient toujours là-haut, dans ton mirador, en discussion avec la psychologue de la Centrale. Oui, tu avais déjà basculé du côté de ceux qu'il faut s'employer à rappeler " à l'ordre ". J'imaginais ce qu'elle pouvait bien te dégoter comme arguments pour te convaincre d'abdiquer sans violence. Des arguments capables de te convaincre, toi le maton, en poste dans cette centrale, dans ce caveau d'où nous parviennent parfois les cris étouffés des condamnés à de longues peines. Pardonne-moi, mais ça m'a fait marrer de l'imaginer te disant : " *Ne vous inquiétez pas, meurtre avec préméditation, ce n'est plus que perpet'… heureusement pour vous, y a plus la peine de mort… et puis, sur perpet', vous pouvez sortir au bout de 18 ans… et 18 ans, ça se fait sur une jambe, comparé à ceux qui purgent des 30 ans. Et puis les prisons se sont vachement humanisées… Avec vos relations, vous pourrez aller dans une prison avec des parloirs sexuels… Alors, vraiment, faut pas voir votre avenir tout en noir !* "

Alors, maintenant, tu te retrouves de l'autre côté. Du côté de ceux que, même en ne faisant pas plus mal ton boulot qu'un autre, tu surveillais, contrôlais, emmerdais. Du côté de ceux dont tu violais l'intimité. Du côté de ceux que, même en n'étant tout aussi humain qu'un autre, tu méprisais : ils n'auraient jamais épousé ta fille, et si tu leur amenais un truc en douce, c'était toujours intéressé. Tu penses que ta vie a basculé. Moi, je ne pense pas qu'il y ait un bon et un mauvais côté, que les voleurs ou les salauds soient que du côté des matons.
Comme pour tout taulard, je vais te souhaiter de ne pas être déçu par tes proches. J'espère qu'ils te soutiendront sans te juger, qu'ils se souviendront de l'ami, de l'amant, du collègue, du voisin, … sans te ramener perpétuellement à ton acte et à ses victimes. J'espère qu'ils te conserveront leur amitié, leur amour ou leur tendresse. J'espère qu'ils ne marchanderont pas leur malaise, leur conflit entre leurs sympathies et la réprobation sociale, en se fourvoyant dans la pitié.
J'espère pour toi que tu tomberas sur de bons matons. Je ne plaisante pas. Tu es mieux placé que moi pour connaître la dure loi de toutes les corporations qui gèrent l'ordre : malheur à celui qui déchoit ! Mais, tu sais bien, les bons matons n'existent pas, ou alors ils se retrouvent, un jour, dans un mirador à… tu connais la suite !
Tu risques de passer de longues années en prison, qui s'ajouteront à toutes les années de ta vie que tu as gâché en acceptant d'être maton, et où tu t'es donc détourné des mille plaisirs ordinaires, incompatibles avec les " hauts murs ". J'imagine ta rancœur aujourd'hui, lorsque tu penses aux moments passés à regarder des trous du cul et à toutes ces fleurs que tu as oublié de voir.

J'ai peur pour toi que tu ne comprennes pas, au long de ces années, ce qu'est le " sens de la peine ". Parce que tu serais bien le premier à le comprendre… Et pourtant, c'est pendant toutes ces années d'un boulot à la con, ce qui t'a permis de durer : combien de fois tu as accepté de collaborer aux basses œuvres de la pénitentiaire parce que tu te disais, finalement, qu'il fallait bien qu'ils " payent ", ces ordures !

Merci, cher Frédéric, pour cette belle journée. On est un paquet à avoir rêvé d'être à ta place. Merci pour ta liberté. On se sent plus libre lorsque existent ce que tes anciens collègues, les syndicats et l'Administration (persuadés, dans une stupide unanimité, de défendre les " bons travailleurs ") appellent déjà " une brebis galeuse ".

Sincèrement,
Une admiratrice

Du QI de Bois-d'Arcy

Cela va faire environ un an que le Ministère a décidé la fermeture des portes de cellule en centrale. Petite tolérance qui nous était accordé histoire d'avoir un semblant de vie sociale entre détenus, une évidence lorsqu'on sait que pour beaucoup les peines sont tellement fortes qu'il vaut mieux se recréer un peu de liberté dans un univers où l'on en est privé. bref tout ceci a pris fin et suite à cette décision notre vital s'est réduit à 8m² !

Qu'on ne s'étonne pas des conséquences qui en ont découlé ces derniers mois et qui en découleront prochainement dans les centrales.

En effet, nous le GYPA [*Groupe y'a pas d'arrangement*] adressons un avertissement à PERBEN et ses sbires qui règnent d'une poigne de fer sur le ministère de la justice et qui ont décidé de tout miser sur la répression de la population pénale.

Vous avez créé les E.R.I.S. sorte d'unité d'élite de l'A.P. pour faire la sale besogne en semant la violence au fond des Q.I. contre des détenus isolés, vous leur avez donné carte blanche pour les lynchages.

Le port de la cagoule de sinistre mémoire a fait son apparition en tout légalité. Des listes de détenus ont été établies pour cibler leur action et semer la terreur. Leurs méthodes, à la limite du viol (coups, mise à nu, «écartage» de fesse, palpation des parties intimes etc...), ont pour but d'exercer une pression psychique de peur sur le reste de la population pénale.

L'exemple de détenus choisis par le ministère que l'on passe à tabac au su et au vu de tous, sert à dissuader les co-détenus et à rassurer l'opinion publique avide de sécuritaire.

Nous, le GYPA, avons décidé de rentrer en résistance pour répondre à ces violences et à l'agression de nos libertés fondamentales, par des actions visant à rétablir nos dignités d'hommes. Nous sommes prêt à aller jusqu'au bout n'ayant plus rien à perdre. Votre politique de l'oppression ne laisse pas d'autre choix aux longues peines que de se soumettre ou de se révolter !

Les événements et les mouvements qui se sont passés en Centrale ces derniers mois illustrent bien le malaise de ceux qui ont décidé de ne pas se laisser enterrer vivant dans ces tombes que sont devenu vos prisons.

Si aucune mesure n'est prise pour l'amélioration de nos conditions, si les portes de nos avenirs restent closes, consigne est donné de saboter, brûler, détruire, toutes les centrales de sécurité.

Ceci afin qu'une prise de conscience se fasse au niveau national et que l'on dénonce cette politique de l'absurde, de l'anéantissement qu'est celle du tout répressif.

Cette politique stérile est vouée à l'échec et mènera la société toute entière droit dans le mur. Ne l'oubliez pas un jour nous sortirons !!!

C'est beau une prison qui brûle, c'est mieux que des détenus à genoux en cellule...

Le GYPA, juin 2003

NE NOUS LAISSONS PAS CHASSER



Nous sommes un collectif d'une dizaine de personnes qui avons fait le choix de vivre ensemble. Nous occupons un immeuble du seul pâté de maisons encore debout de la ZAC Rive gauche. Autour s'étendent des bureaux où fourmillent des cadres en costard-cravate et d'énormes chantiers qui arrachent chaque jour un bout de ciel en plus.

Dans notre îlot existent encore des relations de voisinage. Nous avons commencé à rencontrer des gens du quartier qui ont vu d'un bon œil que l'on s'installe dans un bâtiment délaissé par son propriétaire légal.

L'immeuble jouxtant le nôtre était occupé par des familles en attente de relogement depuis plus de dix ans. Les gamins jouaient dans la rue et passaient nous voir pour nous emprunter un vélo ou assister aux projections que l'on organisait. Les ados, eux, se réunissaient pour tchatcher au coin de la rue.

Il y avait encore une vie de quartier dans ce coin de Paris voué au culte du travail et des loisirs branchés. Une vie paisible, à part quand les flics faisaient chier les jeunes à coups de contrôles d'identité, d'insultes ou de baffes dans la gueule ; quant à nous, les intimidations des représentants de la mairie (une tentative d'intrusion à coups de masse...) étaient là pour bien nous faire sentir que nous gênions.

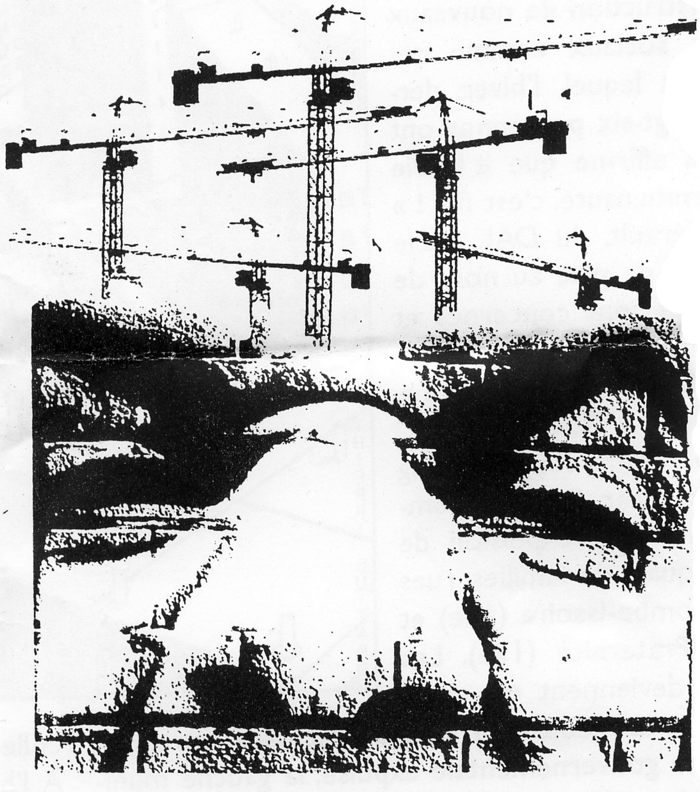
La nuit du 25 août dernier, l'immeuble de nos voisins a brûlé, et la situation de beaucoup de gens a basculé. Dix-sept personnes sont mortes dont quatorze mômes. Nous nous sommes retrouvés avec d'autres voisins dans la rue ce soir-là.

Des gens étaient paniqués parce que leurs enfants étaient encore dans l'immeuble. Les flics, présents avant les pompiers, ont géré la situation par la force. Plus personne ne passe. L'ami, le voisin, le passant sont considérés comme une foule à contenir.

Puis, les habituels charognards sont arrivés.

Sarkozy, le premier sur les lieux, donne le ton et n'hésite pas à dire que s'il y a un coupable dans cette affaire, c'est « tout ce tas de gens, qui n'ont pas de papiers pour certains [et qui] s'entassent à Paris [alors qu'il] n'y a pas de conditions pour les loger ». Cette phrase ignoble, le ministre de l'Intérieur l'a prononcée devant l'immeuble encore fumant.

Le lendemain, les larmes de Delanoë auraient voulu nous faire oublier la politique de la mairie en faveur des bâtisseurs de bureaux ou d'apparts pour riches. Nos voisins ne l'étaient pas, il aura fallu dix-sept morts pour que la mairie accepte de les reloger. Si la mairie de Paris n'a pas d'argent pour les relogements, elle en a pourtant pour payer un énorme dispositif de vigiles pour garder ses immeubles vides et ainsi empêcher des gens qui en ont besoin de les squatter.



Pour ceux qui y parviennent malgré tout, les poursuites judiciaires ne se font pas attendre, même quand il n'y a aucun projet sur le bâtiment occupé, comme dans notre cas.

Vint ensuite le tour d'Emmaüs, encaisseur des loyers de l'immeuble incendié. Sa gestion caritative a eu pour effet de maintenir pendant quatorze ans une situation dangereuse qui était censée n'être que provisoire.

Les organisations politiques sont là elles aussi, les spécialistes du logement précaire comme le DAL se ruent sur les caméras pour parler à la place des gens concernés. Eux aussi, comme Sarkozy, ne parlent que de taudis et d'insalubrité.

Enfin la presse, dépositaire autoproclamée de « l'opinion publique », et plus particulièrement Libération du 27 et 28 août, qui veut nous faire croire que notre rue était un coupe-gorge, que nos voisins étaient des dealers, des putes et des maquereaux qui jouaient du flingue, et que c'est sans doute pour ça qu'ils devaient brûler.

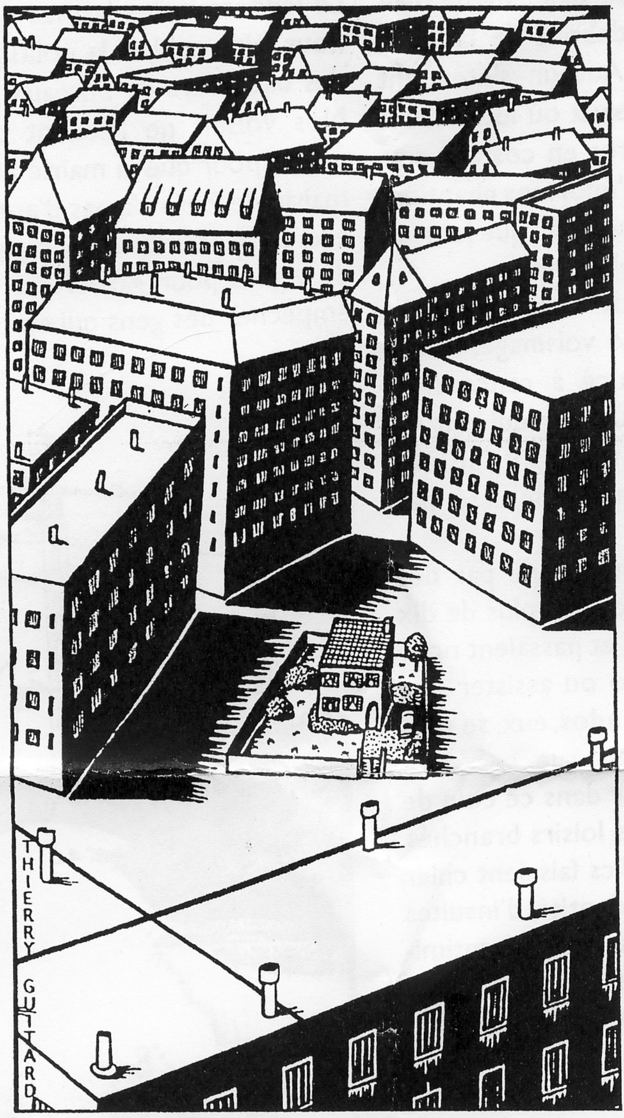
Après ça un autre incendie à emporté sept personnes dans un immeuble squatté du 3e arrondissement de Paris. Sarkozy a aussitôt déclaré que le problème du logement serait résolu par la fermeture de tous les squats de Paris. Le mot d'ordre était lancé: squat = insalubrité, expulsion = prévention.

Borloo veut répondre au problème du logement par la construction de nouveaux hôtels sociaux comme celui dans lequel, l'hiver dernier, vingt-six personnes ont péri. Il affirme que « la vie en communauté, c'est fini ! »

J.-B. Hérault, du DAL, parle une fois de plus au nom de ceux qui sont concernés et prétend que « personne ne veut vivre en communauté ». Qu'en sait-il ?

Les opérations coup de poing promises par Sarkozy commencent par l'expulsion de deux squats de familles, rues de la Tombe-Issoire (14e) et de la Fraternité (19e). Les squats deviennent un enjeu politique et médiatique. Chacun est dans son rôle : la droite gouvernementale expulse, la gauche municipale vient pleurer devant les caméras. Les expulsés sont le jouet des calculs des uns et des autres.

Il y a aussi eu les manifs où systématiquement des Gentils Organisateurs musclés s'improvisent pour essayer de nous obliger à marcher dignement, en parlant toujours au nom des victimes. Pour eux, il faut tout respecter, sauf la colère : la loi, qui ne protégera jamais que les intérêts des riches ; les élus, responsables de la politique du logement ; les flics, qui expulsent et tabassent... Bref, respecter l'ordre des choses : que des pauvres brûlent, c'est mal, mais qu'ils soient pauvres, c'est normal.



À Paris, la question du logement concerne toutes les couches sociales, à l'exception des très riches. Il y a ceux qui dorment dans la rue et n'ont accès à aucun logement. Il y a ceux, par exemple parce qu'ils n'ont pas de papiers, qui payent des sommes exorbitantes pour les piaules des marchands de sommeil. Il y a ceux qui doivent attendre des années pour un logement social, situé parfois très loin du centre, et qui doivent ensuite vivre dans un univers néo-carcéral sillonné par les vigiles des bailleurs. Il y a ceux qui doivent supplier les agences immobilières d'accepter leur dossier pour avoir le droit de payer les prix prohibitifs du parc locatif privé. Et il y a même ceux qui doivent s'endetter des années pour pouvoir devenir le petit propriétaire de leur petit logement.

Pour tous, la conséquence est différente, et pourtant la cause est la même. Seuls ceux qui spéculent ou investissent trouvent leur compte à ce système. C'est cette logique qu'il faut refuser en actes. Le squat, par exemple, est pour certains la seule solution pour habiter dans de meilleures conditions que celles proposées par des propriétaires sans scrupules. Pour nous, à qui le revenu ne permettrait pas de vivre à Paris, c'est la seule manière de s'emparer de l'espace collectif dont nous avons besoin.

À l'heure actuelle, alors que les « évacuations » de la préfecture se poursuivent, l'urgence nous semble être de s'auto-organiser pour y faire face. Dans Paris, des initiatives commencent à voir le jour.

ARRET IMMEDIAT DES EXPULSIONS

email : habitantsdu13@no-log.org

A Paris la gauche s'enflamme : la mairie liquide squat et solidarité à coups de trique

Depuis vendredi 11 février 2005, un collectif d'étudiant-e-s précaires et sans logement s'était installé au 1, cité de Bergue (Paris), dans un bâtiment inoccupé en vue d'y établir une habitation et un regroupement d'activités politiques ouvertes sur le quartier. Cette cité était laissée vide par la Mairie du 12e arrondissement qui souhaite détruire ces logements pour y élargir une allée. Par ailleurs, la mairie risque d'expulser dans les semaines à venir le «Comité des Sans-logis» à qui elle avait octroyé des locaux dans cette même cité. Des représentants de la Mairie de Paris, vigiles et policiers, se sont succédé sur les lieux aujourd'hui et constaté l'occupation. Il aurait dû s'ensuivre une procédure d'expulsion au Tribunal de Grande Instance et d'éventuels délais pour les squatteur-euse-s. Mais il semble bien que les pouvoirs publics aient opté pour une politique de tolérance zéro vis-à-vis des occupations. La seule réponse de la Mairie à la crise du logement et à la spéculation immobilière a été de multiplier les expulsions illégales aux cours des dernier mois, et ce en plein hiver. Malgré les quelques dizaines de personnes rassemblées en soutien sur les lieux, les policiers sont intervenus en nombre vers 19h. Après avoir violemment dispersé le rassemblement, ils ont enfoncé la porte et sorti les occupant-e-s devant de nombreux-euses passant-e-s choqué-e-s dont certain-e-s hurlaient franchement leur colère. Il y a eu diverses bousculades et matraquages de la part des policiers. Le fourgon dans lequel étaient détenu-e-s les squatteur-euse-s a été bloqué lors de son départ, des parpaings qui devaient servir à murer la maison ont été jetés sur la chaussée, des pierres ont été lancées sur la police. Il s'en est suivi une manifestation sauvage, rythmée par des slogans tels que " *Non aux expulsions, Grève des loyers, Insurrection* ". Les rues ont été successivement entravées par des containers renversés et des barrières de chantier. Les opposant-e-s se sont retrouvé-e-s devant le commissariat, où un important déploiement policier les attendait.

Tou-te-s les squatteur-euse-s ont été rapidement libéré-e-s, et ont rejoint le groupe de manifestant-e-s solidaires à l'extérieur.

Malgré les discours hypocrites des pouvoirs publics dispensés dans les médias — qui n'ont pas tenu à se déplacer pour couvrir cette expulsion illégale — il est évident que la répression à l'égard des " bandes de jeunes ", ou autres groupes militants se renforce, et que les violences policières deviennent chaque jour plus banales et plus rudes. Des réactions s'imposent pour renforcer la résistance aux expulsions.

Pour vilipender la mairie : 01 44 68 12 12 (mairie du 12ème), 01 44 68 12 64 (Dominique Larrey, Maire-adjoint, délégué à l'urbanisme et à l'habitat, conseiller d'arrondissement), 06 73 87 74 47 (M. Dronneau, de la Direction du Logement et de l'Habitat) par téléphone. 01 44 68 12 09 (mairie du 12ème) par fax.

Toute action directe de votre choix pourrait également être la bienvenue…

Des ami-e-s
17 février 2005

VILLE DE PARIS

MAIRIE DU 12e ARRONDISSEMENT

L'Adjoint à la Maire

LETTRE OUVERTE AUX HABITANTS DU XIIème
A PROPOS DES ETUDIANTS
SANS-LOGIS EXPULSES DE LA CITE DEBERGUE

Messieurs, mesdames,

L'expulsion des jeunes installés cité Debergue, effectuée dans la soirée de jeudi 17 février, a dû sembler un peu forcenée. Nous craignons qu'elle ne suscite des réflexions post-traumatiques chez les riverains, qu'elle n'amène incidemment les électeurs du XIIème à réfléchir sur la politique du PS.

Certes, nous avons fait intervenir les vigiles de la Mairie (20 agents précaires), la Police Urbaine de Proximité (6 voitures, 30 agents), la Brigade Anti-Criminalité (60 robots) pour expulser 5 étudiants.
Il faut bien dire que ces jeunes individus suspects s'étaient munis de bonnets et d'écharpes.

Certes, nous les avons dégagés à la matraque et au poing, sans ménager les insultes.
A notre décharge, disons que nous n'avions pas compté avec les nombreux témoins. Nous estimons, en outre, que cette bastonnade leur a appris, en quelques heures, beaucoup plus sur la social-démocratie que 5 longues années sur les bancs de la fac.

Certes, il a fallu faire mentir le personnel de la mairie pour déguiser le fait que cette installation datait de plus de 5 jours, dédaigner les preuves légales, les témoignages du voisinage.
Parfois, commettre une injustice est nécessaire afin de rétablir l'ordre.

Certes, elle a été effectuée en pleine trêve d'hiver.
On répète : ils avaient bonnets et écharpes.

Ces incivilités policières seront pleinement légitimées à la lumière des éléments suivants :

Nous considérons que l'édification prévue de 5 platanes cité Debergue justifie la destruction de 3 immeubles en bon état. Nous avons fait prévaloir les bâtiments rasés à des étudiants chevelus. Il va de soi que les jeunes sont débrouillards et s'en sortent toujours (et que les arbres sont sans défense).
Ajoutons que ce genre de réquisition de bâtiments vides risque grandement de mettre en péril, par la mise en place de solutions efficaces et immédiates, la question de la crise du logement. Qui oserait ensuite donner foi à nos projets de « logements sociaux » aux loyers prohibitifs, construits et gérés par la holding du camarade Rothschild (possesseur à 58% de la SGIM) ? Il faut mettre un frein à la récupération matérielle de nos thèmes électoraux.
Nous avons estimé en outre que cette installation constituait une opération peu rentable et difficilement récupérable par les services marketing du PS. Les squats d'étudiants allient à une faible valeur ajoutée une forte nocivité politique.
Enfin, la criminalisation des jeunes militants est légitime et consensuelle. La preuve, tous les partis l'appliquent.

Socialement vôtre,
Les décideurs de la mairie du XIIème.

Pour un humanisme à visage urbain !
MAIRIE DU 12e ARRONDISSEMENT - 130, AVENUE DAUMESNIL - 75012 PARIS
TÉL. : 01 44 68 12 12 - FAX : 01 44 68 12 09 - www.mairie12.paris.fr

La lettre du maire

Ce vendredi 25 février à 15h30, plusieurs individus ont pénétré dans le hall de la Mairie du 12ème arrondissement et y ont déversé des dizaines de kilos de gravats. Je condamne avec la plus grande fermeté cet acte de vandalisme, qui au-delà de son intention violente, aurait pu blesser gravement des Parisiens, particulièrement nombreux à cette heure à la Mairie. Par ailleurs, les vandales ont saccagé une maquette du quartier Reuilly exposée dans le hall et d'une valeur supérieure à 10 000 euros. Dans la confusion qui s'est ensuivie, un élu du 12ème arrondissement a été frappé. Selon le communiqué de presse qu'ils ont abandonné dans le hall, cet acte de vandalisme se voulait «*une action de protestation contre les expulsions de squats*», et plus particulièrement contre celle qui est intervenue le jeudi 17 février dernier au 1, cité Debergue. (…)

Michèle BLUMENTHAL, Maire (PS) du XIIe

Marseille :
Expulsion du squat de la Rose

Nous occupons depuis deux ans la bastide Notre-Dame de la Consolation.
Quand nous sommes arrivés, la maison était vide depuis 10 ans et mise dans un état de délabrement avancé. Nous avons travaillé et travaillons encore pour la rendre habitable...

Vendredi 9 décembre, nous découvrons avec stupeur un permis de construire posé dans l'enceinte de la maison.
Dès le lendemain, des ouvriers déposent des sacs à gravats, soi-disant pour un chantier de démolition censé commencer le lundi suivant, comme s'il s'agissait de raser un bâtiment vide...

Le terrain, un des 30.000 biens immobiliers du patrimoine privé de la ville de Marseille laissés vides pour spéculer, a été promis à la vente pour 800.000 euros à l'association " Entraide Protestante " qui projette d'y construire 27 " logements sociaux " pour " public en difficulté ".

Quant au petit détail qu'il y a des gens qui vivent là, tout le monde feint de l'ignorer. Pas vu, pas pris.

Interrogé, *Entraide protestante* prétend " ne pas être officiellement au courant " de notre existence. Bizarre, puisque c'est bien *Entraide protestante* qui a demandé au cours du conseil municipal du 3 octobre 2005 " *la mise à disposition anticipée après évacuation des squatteurs* ".

Et l'expulsion d'une vingtaine de personnes ? L'association dit que cela ne la concerne pas, laissant ce détail à la charge de la mairie, la pro du délogement. Coté mairie : mépris, silence radio, coups de force. C'est comme si c'était déjà fait, et l'affaire déjà conclue...

La mairie aime bien vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.
Qu'il s'agisse de la RTM, de la SNCM, du racket des horodateurs, des habitants de la classe populaire chassés du centre-ville ou de ceux qui autour de l'étang de Berre refusent de respirer les ordures que leur envoie Gaudin, la mairie n'en a rien a foutre.
Alors des squatteurs...

À quoi, à qui s'intéresse-t-elle alors ???

Au fric et à ceux qui en ont dans une ville où rien ne doit plus être gratuit.
Aux bénéfices de la mafia immobilière avec laquelle elle spécule main dans la main.
À l'urbanisation forcée et la liquidation des espaces qui échappent à son contrôle parce que leurs habitants s'y organisent par eux-mêmes.

Comme d'habitude, ce n'est qu'une fois que la maison est occupée par des gens qui refusent leur système capitaliste que ses propriétaires se souvient de son existence réelle. Et pas seulement sur le papier : ils veulent alors la vendre, la vider.

Comme d'habitude, ils jouent la carte de l'humanitaire en prétendant construire des logements à caractère social, alors qu'ils ne font que gérer la misère engendrée par leur système.

Et comme d'habitude, ils se font un devoir d'expulser — en été comme en hiver — ceux qui se donnent les moyens de s'organiser autrement.

L'autonomie, pas la charité !

[Tract récupéré dans une rue de Marseille]

Lille, Aubry squat killer

• Le 10 juin 2005 sont expulsés d'un coup trois squats ouverts depuis des années dans le quartier de Wazemmes : le Trimar (119 bd Montebello), le 121bis (rue Lafargue) et le Tricart : «Le squat est pour nous, outre l'impératif de se loger, une possibilité de sortir de ce schéma pourri destiné aux prolétaires : un travail pourri et un logement insalubre. Le logement est un bien vital qui ne doit pas se monnayer. Nous prenons ce coup d'éclat policier comme une volonté de porter un coup fatal aux squats. Nouvelle tentative qui malheureusement ne portera pas ses fruits. Spéculateurs, huissiers, flics, on vous emmerde !»

• Le 7 décembre 2005, les deux derniers squats d'activité se font expulser dans la foulée. Cette méthode devient une sale habitude à Lille. Le Labo (65 rue Jenner) n'avait pas d'avis d'expulsion. Quant à White Wood (7 rue de Laventie), occupé depuis le 15 novembre 2004, il avait reçu le 20 octobre 2005 le commandement de quitter les lieux de la «Société Civile Immobilière Satellite».

• Le 30 décembre 2005, la Big Boss - e (82bis rue Jeanne d'Arc) se fait expulser sous la neige. Le proprio et ses molosses n'y réussissant pas seuls, ils ont dû se faire aider de la poulaille : «Depuis de long mois le bâtiment était vide, car vide il rapportait plus que habité à de riches boîtes qui spéculent sur nos habitats, nos vies. Nous étions cinq. Décidés à prendre nos vies en main. Nous squattions ce qui est devenu durant 11 jours la big boss-e.»

• Outre les squats d'habitation qui tiennent toujours ou ont été réouverts, le Maquis, un «foyer d'activités autogéré», a ouvert le 20 janvier 2006 au 6 rue de Colmar, métro Porte des Postes.

Montreuil : la lutte du Gazomètre



Mardi 11 octobre 2005, huit familles ivoiriennes du passage du Gazomètre à Montreuil se font expulser de l'immeuble où elle vivaient depuis cinq ans après avoir réglé pendant deux ans un loyer de la main à la main à un marchand de sommeil. Un jeune ivoirien sans titre de séjour est arrêté. Les familles à la rue occupent alors avec des voisins et amis le Centre social Lounès Matoub. Le cabinet du maire, Brard l'expulseur «communiste» musclé des Roms qui a aussi fait démolir le foyer africain Nouvelle France, propose trois nuits d'hôtel dispersées en Ile de France. Le refus entraîne l'intervention des CRS qui frappent dans le tas (plusieurs blessés) et coursent en ratonnant une manifestation spontanée rue de Paris.

Les habitants du Gazomètre improvisent alors un campement place de la République, qui prend des allure de fête avec des centaines de personnes solidaires qui y passent.

Le 14 octobre, les familles acceptent de lever le camp contre 35 nuits d'hôtel payées.

A présent, les célibataires sont à la rue et les familles dans un hôtel minable que certaines payent en partie. La lutte continue pour un relogement et une régularisation sans cas par cas, avec notamment un concert de solidarité prévu le 5 mars.

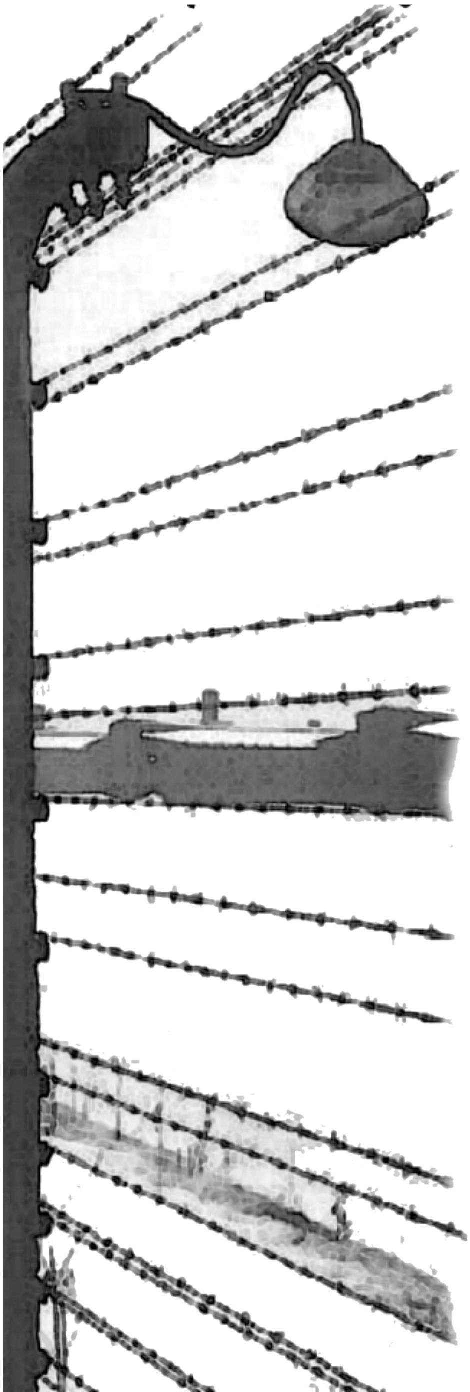
Détecteur infrarouge de mal-logés, on n'arrête pas le progrès...

Des squatters parisiens nous ont récemment signalé l'installation d'une nouvelle forme de porte anti-squat avec une sorte de micro caméra directement sur la porte. Ce nouveau système anti-squat («anti-vandales comme dit Sitex) est décrit par son concepteur : « détecteurs de vibration, d'ouverture, de mouvement infrarouge, déclenchement d'une sirène haute puissance, envoi d'un message vers le PC Télésurveillance, envoi d'un message SMS renseigné vers un téléphone mobile en temps réel» du proprio, «l'alarme Oasis First est autonome (sur un trépied en acier à placer dans le local à protéger) ou incorporée à la porte Sity, autoprotection à l'arrachage, autonomie d'un an pour la batterie (avec signal de remplacement des piles)».

Les proprios ne se refusent décidément rien, on saura bien le leur rendre.

A CEUX QUI NE SONT PAS RESTÉS AU CHAUD PENDANT LA TEMPÊTE

Sur le procès contre les anarchistes de Lecce et la lutte contre les centres de rétention



Le 19 janvier débutera à Lecce le procès contre treize anarchistes accusés —outre une série d'actions contre certaines multinationales qui s'enrichissent sur la guerre et le génocide des populations du Sud— du crime d'avoir mené pendant des années une lutte constante et déterminée contre le lager pour immigrés de San Foca. Deux d'entre eux sont en prison depuis le 12 mai dernier, deux autres sont assignés en résidence surveillée, une quinzaine se trouve en liberté surveillée. La base du procès est encore une fois l'article 270bis sur l' «association subversive à but terroriste», avec lequel ont été incarcérés ces dernières années des dizaines de révolutionnaires, de rebelles ou de simples militants de gauche, sans le moindre début de preuve. Pour être accusé d' «association subversive», il suffit désormais d'un simple tag sur un mur.

Mais ce n'est pas tellement cela que nous tenons à dire. Nous savons que les lois de l'Etat sont des toiles d'araignée pour le riche et des chaînes d'acier pour le pauvre, tout comme nous n'avons jamais cherché le sens de ce qui est juste parmi les articles du code pénal. Ce qui nous intéresse de souligner est ce qui rend ces anarchistes dangereux et ce qu'il y a d'universel dans leur lutte.

Il y a eu de grandes discussions ces derniers mois sur les «Centri di Permanenza Temporanea» (CPT, centres de rétention). Après que certains reportages de journalistes aient rendu compte des conditions inhumaines dans lesquelles survivent les femmes et les hommes internés dans ces structures, les diverses forces politiques se sont disputées à propos des responsabilités d'une telle «gestion». Mais la question n'est pas comment ils sont gérés, mais plutôt leur nature même. Introduits en Italie en 1998 par le gouvernement de centre-gauche avec la loi Turco-Napolitano (votée également par les Verts et Rifondazione Comunista), les CPT sont sous tous leurs aspects des lagers. Exactement comme les camps de concentration fascistes et nazis (et avant eux les camps coloniaux, à Cuba ou en Afrique du Sud), il s'agit de lieux dans lesquels on est enfermé sans n'avoir commis aucun délit et retenu à complète disposition de la police. Qu'à l'intérieur les conditions soient désespérées, la bouffe pourrie et les mauvais traitements constants en est une conséquence terrible, mais pas le centre du problème. Il suffit de peu pour s'en rendre compte.

Ce qui pour un italien n'est qu'un simple «délit administratif» (ne pas avoir de papiers), est devenu pour un étranger un délit passible d'internement. Comme nous l'apprend l'histoire —il suffit de penser aux lois racistes de *tous* les Etats entre la première et la deuxième guerre mondiale—, avant de créer de tels camps de concentration, il faut au préalable imposer l'équation étranger=délinquant. C'est en ce sens qu'on doit lire la législation —de droite comme de gauche— sur l'immigration en Italie (mais nous pourrions dire en Europe et partout). Si les mêmes critères qui président à l'obtention du permis de séjour pour les immigrés étaient appliqués aux soi-disant citoyens, nous serions des millions à être enfermés ou à vivre en clandestins. En effet, combien d'Italiens peuvent démontrer qu'ils ont un travail en règle ? Combien vivent à plus de trois dans un appartement de 60 mètres carrés ? Sachant que les contrats d'intérim ne sont pas valables pour obtenir le permis de séjour, combien d'entre nous seraient des «réguliers» ? Définir tout ceci comme un racisme d'Etat n'est pas de l'emphase rhétorique, mais bien un constat rigoureux.

Aujourd'hui, les CPT (mais plus généralement toutes les formes de rétention administrative : des centres d'identification aux «zones d'attente» dans lesquelles sont gardés les réfugiés ou les demandeurs d'asile) sont la matérialisation de ce racisme. Et c'est justement parce que le fil barbelé est le symbole des lagers et de l'oppression totalitaire depuis soixante ans que la cohérence involontaire du pouvoir a entouré ces nouveaux *camps* de fils barbelés. Tout comme ce n'est pas un hasard si la rétention administrative, depuis toujours un dispositif typique de la domination coloniale, se diffuse aujourd'hui partout dans le monde (des ghettos palestiniens à Guantanamo, des geôles secrètes anglaises où sont

SÉQUESTRÉS EN ATTENTE DE JUGEMENT

Le 12 mai 2005 se déclenche l'opération «Nottetempo» : perquisitions dans toute l'Italie, cinq anarchistes de Lecce incarcérés, 13 autres inculpés et laissés en liberté. Tous sont accusés d' «association subversive à finalité de subversion de l'ordre démocratique» (art. 270bis du code pénal). Les jours suivants se déroulent des initiatives de solidarité spontanées.
Le 21 mai, une manifestation avec beaucoup de monde parcourt les rues du centre-ville en solidarité avec les incarcérés et contre les Cpt. Le lendemain a lieu un rassemblement devant la prison de Lecce où sont détenus trois des incarcérés. Les deux autres sont assignés en résidence surveillée. Alors que les demandes de remise en liberté sont repoussées, deux des trois sont transférés à Melfi et Salerne.
Le 6 août, un des incarcérés obtient l'assignation à résidence, et un mois après une compagne assignée à résidence est libérée avec une obligation de séjour. Durant tout l'été se succèdent des initiatives de solidarité avec les incarcérés et avec les luttes contre les expulsions.
Après deux mois d'isolement dans des conditions particulièrement dures, Salvatore est transféré de Salerne à Sulmona.
Le 8 novembre se déroule une manifestation de solidarité avec les incarcérés pour répéter la nécessité de la lutte directe contre les lagers.
Le 9 novembre se tient l'audience préliminaire du procès, deux inculpés sont acquittés de toutes les accusations, d'autres acquittements concernent des délits spécifiques. La date de début de procès est fixée au 19 janvier.

•

LA PUBLICITÉ QU'ILS MÉRITENT

Pour le procès contre les anarchistes de Lecce, se sont constitués partie civile : les gestionnaire d'une station service ESSO sabotée (à cause de l'énorme responsabilité de la compagnie américaine dans le génocide irakien, des dizaines de pompes ont été mises hors-service dans toute l'Italie), les médecins de Regina Pacis Cazzato et Roberti, ainsi que le directeur don Cesare Lodeserto.

•

enfermés les immigrés «suspectés de terrorisme» aux CPT italiens). En même temps qu'on bombarde et qu'on massacre au nom des «droits de l'homme», des millions d'indésirables sont brutalement privés de tout «droit», détenus dans des camps gardés par la police et confiés aux «soins» de quelque «organisation humanitaire».

Si les CPT sont des lagers —comme le disent désormais beaucoup de gens—, il est tout à fait logique de chercher à les détruire et d'aider les hommes et les femmes qui y sont enfermés à s'évader. Et il est tout à fait logique de frapper les collaborateurs qui les construisent et les gèrent. C'est ce que pensaient les anarchistes de Lecce. Ils ont alors dénoncé publiquement, dans l'indifférence générale, la responsabilité des gérants du CPT de San Foca —c'est-à-dire la curie de Lecce, à travers la Fondation «Regina Pacis»— et les conditions infâmes auxquelles étaient soumis les détenus ; ils ont recueilli des témoignages, des données, et se sont organisés. Ils sont devenus une épine dans le pied de la curie et du pouvoir local. En été 2004 déjà, un des leurs fut arrêté pour avoir essayé de favoriser la fuite de quelques immigrés au cours de la révolte qui a éclaté à l'intérieur du centre «Regina Pacis». Ils se sont rendus dans les fêtes de village, pour donner les noms et prénoms des agents responsables des tabassages dans le CPT, des médecins qui les couvraient, du directeur qui frappait, séquestrait et contraignait certains musulmans à manger de la viande de porc. Tout ce, sans jamais perdre l'objectif de vue : fermer pour toujours ces lagers, et non pas les rendre «plus humains». Pendant que ce déroulait tout cela, quelques actions anonymes touchaient les banques qui finançaient le CPT, mais aussi les propriétés de la curie et du directeur de la fondation «Regina Pacis», don Cesare Lodeserto. Et ces anarchistes étaient prêts à les défendre publiquement. Les autorités de pouvaient plus cacher le problème. Qu'ont-elles fait alors ? Elles ont d'abord incarcéré Lodeserto sous l'accusation de séquestration de personne, détournement de biens publics, violence privée et diffusion de fausses nouvelles tendancieuses (le prélat s'envoyait des messages de menace qu'il attribuait ensuite à la «malavita albanaise»). Puis elles ont fait fermer le CPT de San Foca. Lodeserto placé en résidence surveillée, puis remis en liberté, elles ont donc incarcéré les anarchistes afin de s'en débarasser pour des années. Les gens qui comptent ont défendu le prêtre de façon tonitruante. En défense des anarchistes, il n'y a eu au mieux que d'honnêtes préjugés. Justice est faite...

Mais quelque chose ne tourne pas rond. Le château de carte de l'accusation contre les rebelles est maladroit et branlant, et, surtout, les luttes contre les CPT prennent de la vigueur dans toute l'Italie. En avril, les reclus du lager de via Corelli à Milan montent sur les toits, ils se taillent les veines et hurlent la plus universelle des revendications : la liberté. Suivis par les immigrés enfermés dans le CPT de corso Brunelleschi à Turin, la révolte s'étend à Bologne, Rome, Crotone. Des dizaines d'entre eux réussissent à s'évader, tandis que le soutien pratique à la lutte commence à s'organiser à l'extérieur. En même temps que des manifestations et des initiatives qui dénoncent les responsabilités de ceux qui s'enrichissent sur les déportations des immigrés (d'Alitalia à la Croix Rouge, des compagnies de transport aux entreprises privées impliquées dans la gestion des lagers), les petites actions de sabotage ne manquent pas. Et lors de cette convergence spontanée qui constitue le secret de toutes les luttes, les crimes imputés aux anarchistes de Lecce se diffusent.

C'est ce mouvement —encore faible mais croissant— qui a posé publiquement le problème des CPT, envoyant paître les politiciens de gauche, dans leur tentative pathétique d'attribuer au seul gouvernement de droite la responsabilité des lagers.

Que tout cela foute le bordel est démontré par les déclarations du ministre de l'Intérieur Pisanu sur les anarchistes qui «incitent à la révolte» les immigrés (comme si les conditions inhumaines dans lesquelles ils vivent n'étaient pas en soi une *incitation* permanente) et sur la nécessité des CPT pour affronter le «terrorisme» (il est

LA LUTTE CONTRE LE CENTRE DE RÉTENTION REGINA PACIS

Juin-août 2002. Les premiers rassemblements commencent devant Regina Pacis.
31-08-02, Melendugno. Quelques manifestants interrompent le conseil municipal au son de cornes de brume pour protester contre le maire qui avait interdit une manifestation et une exposition contre Regina Pacis à San Foca.
03-11-02, Monteroni. Manifestation devant l'église où Monseigneur Ruppi (gestionnaire de la fondation Regina Pacis) doit achever sa visite pastorale. Une exposition sur l'immigration est déployée, des banderoles sont sorties et des tracts distribués. L'évêque renonce à se montrer sur la place et fuit par derrière.
12-11-02, Lecce. En soirée, quelques trouble-fête se rassemblent devant la préfecture, et avec des sifflets, des clairons et un mégaphone font savoir leur mépris aux 11 ministres de l'Intérieur qui tiendront le lendemain un sommet sur le contrôle de l'immigration. Les rues sont bloquées par à coups et des tracts distribués.
13-11-02, Lecce. Au cours de la manifestation du Social Forum contre le sommet des ministres, certains manifestants mitraillent avec des fruits pourris et des oeufs les policiers, journalistes et le service d'ordre du Lecce Social Forum (dont le porte-parole avait condamné les manifestations contre Monseigneur Ruppi).
20-11-02, Casarano. Au cours d'une conférence d'Alleanza Nazionale sur la loi «Bossi-Fini», une quinzaine de personnes déploient une banderole contre les expulsions. A la conférence, participaient le sous-secrétaire à l'Intérieur et don Lodeserto.
10-05-03, Lecce. Peu avant le départ de la course cycliste Giro d'Italia, des tags comme «liberté pour les immigrés» et «Ruppi assassin» apparaissent sur les murs et l'asphalte.
11-06-03, Lecce. Des mains inconnues endommagent avec une flambée le portail latéral de la cathédrale, des tags sont laissés sur le mur contre le Cpt et ses gestionnaires.
12-10-03, San Foca. Devant le Cpt, une dizaine de personnes manifestent leur solidarité aux reclus ; de l'intérieur, les immigrés répondent en

lançant des objets et les poubelles contre les carabiniers. A la fin du rassemblement, une pluie d'oeufs de vernis rouge macule des murs du Cpt.

08-11-03, Lecce et Lequile. Deux distributeurs de la Banca Intesa, qui héberge les comptes de la fondation Regina Pacis, sont incendiés.

03-12-03, Calimera. Affiches et tags contre la médecin Catia Cazzato. Suite aux tabassages d'immigrés, elle avait signé de faux certificats médicaux soutenant que les immigrés s'étaient blessés accidentellement.

16-03-04, Lecce. Attaque manquée contre une filiale de la Banca Intesa.

01-04-04, Lecce. Une quinzaine de personnes occupe la chapelle où M. Ruppi célèbre la messe pascale.

11-04-04, Lecce. Le jour de Pâques, sur un balcon à côté de la cathédrale, apparaît une banderole contre les Cpt.

18-04-04, Lecce. La fondation Regina Pacis est dans la rue avec son «Projet Marta», une initiative pour tenter de refaire son image en recueillant de la nourriture pour la redistribuer aux pauvres, aux immigrés et aux sans-abris. Des compagnons viennent contester l'initiative avec un tract. A leur refus de présenter leurs papiers, la police réagit par une bousculade et tente, sans y parvenir, de les embarquer au commissariat.

11-07-04, San Foca. Alors que se déroule un rassemblement à l'extérieur du Cpt, les internés se rebellent en détruisant tout ce qu'ils peuvent. L'un d'eux réussit à escalader le mur, immédiatement repoussé par les carabiniers. Les manifestants s'interposent et les militaires chargent. Une compagne a la jambe cassée, un autre est arrêté et tabassé : il sera assigné en résidence surveillée quelques jours plus tard.

17-08-04, San Foca. Après le succès de dizaines d'internés qui ont réussi à s'évader du Cpt les semaines précédentes, d'autres retentent leur chance. Bloqués par les carabiniers, ils sont tabassés : le directeur don Cesare Lodeserto participe à son tour aux tabassages. La nuit, une fenêtre de sa maison est touchée par une bouteille incendiaire. Un tract de revendication dit : «Contre don Cesare et contre les Cpt».

19-08-04, San Foca. Alors que se déroule un rassemblement devant le Cpt, des reclus font savoir qu'ils sont en grève de la faim.

16-09-04, Lecce. D'autres tags apparaissent en vile contre le Cpt et son directeur. Monseigneur Ruppi fait savoir que la fondation ne renouvellera pas en janvier prochain la convention étatique qui lui confie la gestion du Centre.

16-09-04, Calimera. Au cours d'une fête de village, un tract qui dévoile la responsabilité de la doctoresse Cazzato à l'intérieur du Cpt est distribué. Une plainte pour «diffamation» est déposée contre certains manifestants.

31-10-04, Sannicola. Des distributeurs de la Banca Intesa sont décorés de vernis rouge.

15-12-04, Lecce. Rassemblement et tractage autour du théâtre où Mons. Ruppi fête ses 50 ans de sacerdoce.

30-12-04, Lecce. Des tags sont laissés contre le Cpt. Durant cette période, les journaux font savoir que, d'après les déclarations prononcées lors de l'inauguration de l'année judiciaire, on peut s'attendre à une forte vague répressive contre les anarchistes. En même temps, on apprend l'existence de la proposition d'une personne liée aux gestionnaires du Cpt, d'engager des gens liés au milieu mafieux pour donner une leçon aux anarchistes. Sans suite.

23-01-05, Calimera. De nombreux tags contre la doctoresse Cazzato apparaissent sur les murs.

31-03-05. Passés les trois mois de prolongation concédée par l'Etat à l'échéance de la convention, le Cpt ferme définitivement. La fondation Regina Pacis déplace son activité «caritative» en Roumanie, où elle gère de nombreux «centres d'accueil».

•

en effet connu que ceux qui veulent passer les contrôles de la police pour accomplir un attentat se promènent sans papiers). Pourquoi ?

Les CPT mettent à nu non seulement l'exclusion et la violence comme fondements de la démocratie, mais aussi le lien profond entre la guerre permanente, le racisme et la militarisation de la société. Ce n'est pas un hasard si la Croix Rouge est présente dans les conflits militaires aux côtés des armées et en même temps impliquée dans la gestion de nombreux lagers en Italie. Comme ce n'est pas un hasard si elle participe aux «exercices antiterrorisme» avec lesquels les gouvernements voudraient nous habituer à la guerre et à la catastrophe.

La criminalisation de l'étranger —bouc émissaire du malaise collectif— est depuis toujours le trait distinctif des sociétés moribondes, et en même temps un projet d'exploitation bien précis. S'ils ne vivaient pas dans la terreur d'être enfermés et renvoyés au pays —où les y attendent souvent la guerre, la faim, le désespoir—, les immigrés sans papiers ne travailleraient certainement pas pour deux euros l'heure sur les chantiers de quelque Grand'œuvre, pas plus qu'ils ne mourraient recouverts d'une coulée de ciment lorsqu'ils tombent des échafaudages. Le Progrès a besoin d'eux : c'est pour cela qu'on les clandestinise et qu'on ne les expulse pas tous, on les «accueille» dans des lagers, on les trie, on les sélectionne sur la base d'accords avec les pays d'origine et selon leur docilité face au patron. Le sort qui les attend est le reflet d'une société en guerre (contre les concurrents économiques et politiques, contre les populations, contre ses propres limites naturelles).

Une des premières victimes de cette *mobilisation totale* est le sens des mots. Qu'aient pu entrer dans le vocabulaire courant des expressions comme «guerre humanitaire» —ou qu'on puisse nommer «centre d'accueil» un lager— en dit long sur l'écart entre l'horreur qui nous entoure et les mots qui la nomment. Cet écart est en même temps une anesthésie de la conscience. Ils appellent les CPT des «lagers» puis vont voter pour ceux qui les construisent, ils disent «massacres» mais se contentent de défiler tranquillement contre la guerre [les troupes italiennes sont engagées en Irak], pour *qu'il ne se passe rien*. Pendant que se déroulait à Milan la manifestation océanique du 25 avril [60e anniversaire de la Libération], les révoltés du centre de rétention de via Corelli étaient sur les toits en train de crier que la résistance n'est pas terminée, mais la rhétorique sur la «libération» n'a même pas secoué les manifestants, ils ont continué à faire la fête.

Peut-être quelque chose est-il en train de changer. Alors que la propagande d'Etat met sur le même plan l'ennemi intérieur —le rebelle, le «terroriste»— et l'étranger —le fanatique, le kamikaze—, les résistances s'arment et les «périphéries» à deux pas de nous explosent, là où les pauvres brûlent les dernières illusions d'intégration à cette société. Des jeunes généreux entendent dire lager lorsqu'ils disent lager, et s'organisent en conséquence, en tant qu'étrangers dans un monde étranger. Ils sont prêts à conquérir la liberté avec les autres, même au risque de mettre en jeu la leur. Ils haïssent les barreaux, au point qu'ils ne les souhaitent pas même aux pires charognes (les trop nombreux Lodeserto). Ces formes d'insatisfactions actives dialoguent pour le moment à distance, mais sont déjà l'ébauche de quelque chose de commun. Le fausse parole se mutine, et de nouveaux comportements libèrent de nouvelles paroles dans la réalité de la vie quotidienne.

N'abandonnons pas à la vengeance des juges ceux qui ne sont pas restés au chaud quand d'autres hommes étaient emportés par la tempête. En des temps tristes et serviles, il est un choix qui contient tous les autres : décider de quel côté rester.

•

QUELQUES ÉPISODES DE LA LUTTE CONTRE LES CPT CES DERNIERS MOIS

19 mai, Turin. Les reclus du Cpt se révoltent, brûlent les matelas et détruisent tout ce qu'ils peuvent. Une grève de la faim éclate. Pour éviter son rapatriement forcé imminent, un immigré défonce une fenêtre et engloutit le verre : il passera la matinée à l'hôpital, ratant ainsi l'avion de la déportation. L'après-midi, 150 personnes se rassemblent devant le Cpt : certains grimpent sur l'enceinte pour y accrocher une banderole, d'autres y creusent un trou.

Les CRS chargent mais sont repoussés. Le regroupement se dissout, mais un groupe de manifestants se dirige au dépôt de trams pour expliquer aux conducteurs le rôle de leur entreprise, la Gtt, dans les expulsions. A la fin, un manifestant est arrêté.
19 mai, Gênes. Les serrures du métro sont obstruées «*pour Ibrahima et Mamadou, deux frères sénégalais assassinés par les «forces de l'ordre» de la terreur. Pour tous les enfermés dans les prisons et les CPT qui luttent et se révoltent*».
21 mai, Turin. Toujours en grève de la faim, les détenus se révoltent à nouveau. Beaucoup menacent de se suicider et plusieurs ingèrent du verre et des piles, un d'eux s'entaille l'abdomen si profondément qu'il doit être recousu d'urgence sur place. Au cours du rassemblement de l'après-midi devant le centre, les prisonniers montent sur le toit et parlent beaucoup avec les manifestants : on découvre ainsi que c'est souvent la Croix Rouge qui s'oppose à la libération de ceux qui en auraient le droit.
23 mai, Milan. En soirée, un groupe d'immigrés monte sur les toits de via Corelli en criant «liberté pour tous». Alors que deux d'entre eux ingèrent des lames de rasoir, les autres commencent à détruire la structure du lager à partir du toit, bientôt imités par ceux de l'étage inférieur. Les jours suivants, 21 reclus seront incarcérés avec les accusations de «destruction aggravée» et «incendie volontaire».
25 mai, Turin. Au cours d'une rafle, Eddy, un jeune homme nigérian tombe de la corniche à laquelle il s'était appuyé pour fuir les chiens en uniforme. Deux jeunes filles, uniques témoins de la chute, sont traînées dans le Cpt Cso Brunelleschi. Les nigérians en furie sortent dans les rues du quartier et s'affrontent avec la police.
27 mai, Turin. Rassemblement devant le consulat du Maroc, co-responsable des expulsions, et à San Salvario où, quelques mois avant, une marocaine s'était jetée du toit pour échapper à une rafle de la police municipale. L'après-midi, lors de la commémoration de la mort d'Eddy la tension s'accroît et l'affrontement avec la police est dans l'air.
28 mai, Turin. Une manifestation de plus de mille personnes traverse la ville. La police, bien que présente en force, ne se montre que pour bloquer la rue qui mène à la préfecture : les immigrés sont furieux. Arrivés à la gare de Porta Susa, les voies sont occupées : «dans une ville qui tue, personne ne doit voyager». Quelques dégâts, en particulier contre un distributeur de la banque San Paolo.
7 juin, Caltanissetta. Le matin, deux bidons d'essence sont retrouvés devant l'entrée du siège de la Croix Rouge, suivis d'un tag «No Cpt» et d'un billet «La Croix Rouge Italienne gère le Cpt de Pian del lago : solidarité avec les immigrés».
8 juin, Turin. Un groupe de compagnons interrompt un débat pour renvoyer le maire et ses adjoints à leur responsabilité et rappeler les immigrés assassinés.
11 juin, Milan. Vers 23h, deux immigrés montent sur le toit d'une des baraques du Cpt de via Corelli et, une fois l'enceinte escaladée, profitent d'une brèche dans le mur en restructuration pour s'enfuir.
15 juin, Bologne. Rassemblement à Castelmaggiore devant le siège de Concerta Spa, l'entreprise qui fournit les repas dans les Cpt de Bologne et Modène.
16 juin, Turin. Une centaine de parcmètres de la Gtt, complice des expulsions, sont obstrués.
29 juin, Bologne. 6 personnes réussissent à s'enfuir du Cpt de via Mattei.
2 juillet, Bari. 91 personnes s'évadent du Cpt attenant à l'aéroport de Palese.
5 juillet, Bologne. A l'aube, dix personnes tentent l'évasion : après avoir soulevé une des grilles de sécurité qui entoure la cour, ils escaladent l'enceinte et le mur. Cinq réussissent à s'évanouir dans la nature.
9 juillet, Turin. Profitant d'un rassemblement qui se tient devant l'entrée du centre, sept prisonniers sautent le mur latéral du Cpt. Au même moment débute une nouvelle grève de la faim.
1er août, Ragusa. Une manifestation contre le Cpt de via Napoleone Colajanni se finit par l'occupation de la cour intérieure.
16 septembre, Rovereto. Une agence de la BNL est recouverte de vernis. La même banque avait été touchée le 12 mars lors d'une manifestation contre tous les fascismes.
22 septembre, Milan. Au cours de la dernière audience du procès contre les 21 immigrés accusés d'avoir dévasté le Cpt de via Corelli le 23 mai, certaines personnes dans la salle dénoncent à grand'voix le caractère illégitime du procès, en en demandant l'annulation. Plusieurs autres, qui attendent dehors, protestent bruyamment si bien que le juge ordonne l'évacuation, exécutée au son des matraques des forces de l'ordre.
26 septembre, Bologne. Les reclus de via Mattei entament une grève de la faim pour protester contre «la crasse, le manque de médecins et les coups contre ceux qui se rebellent».
2 octobre, Bologne. A partir de ce jour, rassemblement tous les samedis devant le Cpt.
4 octobre, Turin. Une dizaine de distributeurs de la banque BNL sont sabotés. On retrouve des tracts qui accusent la banque de complicité avec les Cpt et la guerre en Irak.
12 octobre, Caltanissetta. Dans l'autobus sous escorte qui transfère 140 immigrés du Cpt de Pian del Lago à l'aéroport Fontanarossa di Catatonia, éclate une révolte : douze flics blessés et sept personnes qui s'enfuient dans les campagnes aux alentours.
21 octobre, Gorizia. Occupation du siège de la Croix Verte de Gradiscia. Suite de quoi, l'association renonce à concourir pour l'appel d'offre pour la gestion du futur Cpt.
22 octobre, Bari. Le siège de la Croix Rouge est occupé. Un mois plus tard, le directeur enverra une lettre à la préfecture dans laquelle il renonce à la gestion du Cpt de Bari en construction.
26 octobre, Turin. «Torino Cronaca», le quotidien turinois porte-drapeau du racisme le plus imbécile et populiste, se plaint qu'une de ses voitures publicitaires ait été détruite au cours de la nuit.
Fin octobre, Rovereto. Bogu, un anarchiste croate qui réside depuis dix ans dans le coin et marié à une italienne, reçoit une injonction à quitter de territoire, signé par le préfet de Trento. Démarre une mobilisation de solidarité avec lui et contre toutes les expulsions.
Tout le mois de novembre se déroulent des assemblées, projections, rassemblements et une manifestation.
2 novembre, Caltanissetta. 43 évadés du Cpt de Pian del Lago.
12 novembre, Bergame. Les guichets de trois banques dans la ville et la région sont endommagés à coups de molotovs et barres. Parmi eux, un de la Banca Intesa, impliquée dans la gestion du Cpt Regina Pacis.
23 novembre, Gorizia. Un raid lors de l'ouverture du conseil municipal de Gradiscia permet à un groupe de manifestants de demander la suspension du raccordement au réseau d'égouts du Cpt.
2 décembre, Rome. Un groupe d'étudiants occupe le siège où se tiendra le Conseil National delle Misericordie.
3 novembre, Rovereto. Deux camions de Trenitalia partent en flammes. Le message de revendication fait référence aux responsabilités de la société ferroviaire dans la déportation des immigrés.
29 novembre, Rovereto. Un groupe de personnes solidaires interrompt le conseil municipal en distribuant un texte dans lequel est soulignée la responsabilité des forces institutionnelles concernant l'éventuelle expulsion de Bogu. Quelques jours après, le tribunal décide le renouvellement du permis de séjour de l'anarchiste croate.

•

Adresses des anarchistes de Lecce en prison ou en résidence surveillée :

Saverio Pellegrino, C/o Casa Circondariale, via Prati Nuovi 7, 27058 Voghera (PV)
Salvatore Signore, C/o Casa Circondariale, via Lamaccio 1, 67039 Sulmona (AQ)
Marina Ferrari, via XXI Aprile 29, 73042 Casarano (LE)
Cristian Paladini, via Don Carlo Gnocchi 4, 73100 Lecce

Pour contribuer aux frais de procédure :
ccp n. 56391345, au nom de Marina Ferrari
Pour informations, contacts ou demande de copies de ce quatre pages :
Nemici di ogni frontiera, C.P. 260, 73100 Lecce ou bien utopia73@libero.it

Sur la lutte contre les expulsions : http://digilander.libero.it/tempidiguerra/

Brèves du désordre italiennes

2006

4 février, Milan : incendie de bancs liés à un rassemblement de Forza Italia (le parti de Berlusconi).

3 février, Viareggio : incendie d'un distributeur de la *Banca Intesa*. Une lettre de revendication portant un A cerclé précise que cette banque finance le CPT de Lecce.

10 janvier, Cagliari : explosion d'une bombe contre la caserne de carabiniers de Vallermosa, dans la province de Cagliari. L'explosif était placé sur la fenêtre et a endommagé l'édifice.

6 janvier, Castelvetrano (Trapani) : plusieurs voitures, dont une appartenant à un agent de la police pénitentiaire, sont incendiées.

2005

22 décembre, Bergame : les vitrines de la *Banca Popolare*, située via Corridoni et celles d'une agence d'*Unicredit*, dans la même rue, partent en éclats. C'est ensuite au tour des bureaux d'une filiale de la *Banca Intesa*, viaTorre Boldone.

11 décembre, Bergame : les vitres des bureaux de la *Banca San Paolo*, situés via Ruggeri da Stabello, sont endommagées.

15 novembre, Bergame : « *Après la filiale de la* Banca Intensa *à Nembro et celle de la* Banca Popolare *di Bergamo située dans la ville haute la veille, le* Credito Bergamasco *a fini dans la mire des vandales, entrés en action après les affrontements qui se déroulés au cours de la manifestation anarchiste contre la prison, qui ont conduit à 14 incarcérations et 12 plaintes. Les vitrines de la filiale située Longuelo del Creberg, au croisement des rues Mattioli et Bellini, devant l'église nouvelle, ont subi des coups de barre : une vingtaine de coups au total.* »

3 novembre, Bologne : le maire de Bologne, Sergio Cofferati, ex-secrétaire général de la CGIL, reçoit un colis piégé (cassette-vidéo + 50 grammes d'explosif et détonateur à piles), intercepté et désamorcé. Revendiqué par la *Cooperativa artigiana fuoco e affini (occasionalmente spettacolare)* en solidarité avec les anarchistes emprisonnés en Espagne, Allemagne, Grèce, Italie et contre les centres de rétention.

3 novembre, Rovereto : deux camions de *Trenitalia* [SNCF] brûlent. Un message de revendication fait référence à la

Tirer sur la Croix Rouge ?

Chacun connaît le dicton. «Tirer sur la Croix Rouge» signifie s'en prendre aux personnes les mieux intentionnées et les plus vulnérables de ce monde. Mais en est-il vraiment ainsi ?

En fait, la Croix Rouge n'est pas une organisation humanitaire. Institution paramilitaire, elle est depuis plus d'un siècle aux côtés de l'Etat dans toutes les guerres. Sans jamais en dénoncer les causes et les raisons, la Croix Rouge s'occupe d' «adoucir» les immenses souffrances provoquées par les opérations en kaki. C'est l'autre face du militarisme, celle qui donne une crédibilité à une grande partie des mensonges racontés pour justifier les bombardements et les massacres.

Au cours d'une guerre, le rôle de la Croix Rouge est de décourager toute rébellion contre les troupes d'occupation. C'est de gérer la question des survivants, des évacués et des réfugiés... sous contrôle de l'armée et de la police. Les fils barbelés qui entourent les camps de la Croix Rouge illustrent plutôt bien ce que signifie la «guerre humanitaire».

Ici en Italie, la Croix Rouge gère différents «centri di permanenza temporanea e di assistenza» (CPT, centres de rétention) : il s'agit de lagers dans lesquels sont enfermés les immigrés dont l'unique faute est de ne pas avoir de papiers en règle. Ce ne sont ni de simples prisons ni des structures militaires de réclusion, mais bien des camps de concentration dans lesquels sont internés les étrangers en attente d'expulsion. Et chaque fois que leurs protestations brisent la passivité de l'enfermement, cette institution de bienfaisance les confie à la police, à ses tabassages et à ses abus. L'hypocrisie de l'humanitaire se dévoile et apparaît la brutalité de la répression.

Insouciante au sort qui attend les immigrés renvoyés dans leur pays d'origine, la Croix Rouge continue son travail de collabo au nom «de l'humanité, de la neutralité, de l'impartialité, de l'indépendance, du volontariat, de l'unité et de l'universalité» (comme le déclament ses principes constitutifs).

Après tout, si une guerre est une «opération humanitaire» et un lager un «centre d'accueil», pourquoi la Croix Rouge ne serait-elle pas une «organisation charitable» ?

Mais de la résistance irakienne à la lutte contre les CPT, ce voile d'hypocrisie est en train de se déchirer.

Sous la blouse blanche, l'uniforme des assassins devient de plus en plus visible.

Quelques ennemis de toutes les frontières

[texte de affiche qui circule en Italie depuis juin 2005]



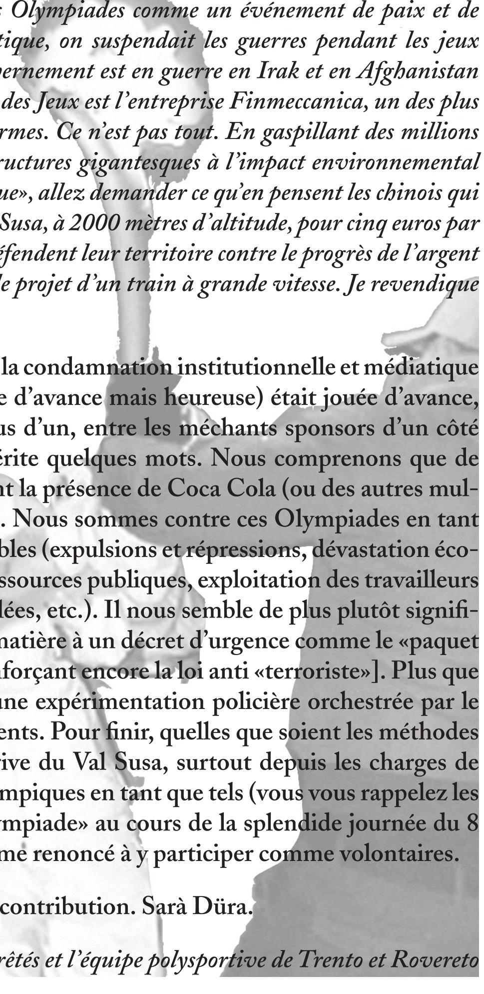
A propos du vol à l'arraché de la flamme olympique

Mercredi 25 janvier 2006 s'est déroulé à Trento, en procédure accélérée puis selon la procédure classique, le procès contre quatre anarchistes arrêtés puis incarcérés lundi 23 pour le vol à l'arrach' de la flamme olympique.

Les accusations étaient «violence privée», «résistance à personne assermentée» et «blessures» (le procureur avait laissé tomber l'accusation, décidément intenable, de «vol aggravé»). A la lumière des vidéos, et malgré les dépositions construites de façon concertée par les flics, il n'est resté que l'accusation de «violence privée» contre Mike et Juan, condamnés respectivement à 4 et 3 mois de prison (substitués par environ 5 000 et 3 500 euros d'amende). Les deux autres compagnons ont été acquittés. Après que Massimo ait exposé les faits et revendiqué les raisons du geste, Mike et Daniela ont précisé certains épisodes falsifiés par l'accusation. Juan n'a pas fait de déclarations.

Faisons remarquer en souriant que, contrairement à ce qu'on reporté les journaux et télévisions, le compagnon blagueur et athlétique a réussi à courir lundi avec la flamme sur une soixantaine de mètres avant d'être terrassé par les flics-porte flambeaux...

Voici la déclaration de Massimo :
«Lundi soir, nous nous sommes immiscés entre les patrouilles, les agents et les flambeaux dans le but de bloquer la flamme olympique et d'en dévoiler la vraie nature, sur laquelle je reviendrai. Nous avions un mégaphone, des tracts, une banderole et des drapeaux No Tav. Comme c'était prévisible, les agents ont répondu en nous poussant et nous bousculant. Dans ce moment de confusion, un compagnon a eu le geste spontané, athlétique et railleur de s'emparer de la flamme et de courir. Il n'y a pas eu de violence. Quant à moi, qui jusqu'à ce moment-là parlais au mégaphone, je suis intervenu lorsque j'ai vu que les agents malmenaient trois compagnons. C'est là que j'ai été arrêté.
Le geste a été qualifié d' «indigne» et défini comme «inqualifiable». Ce qui est inqualifiable pour moi, c'est l'hypocrisie de ceux qui définissent ces Olympiades comme un événement de paix et de fraternité entre les peuples. Dans la Grèce antique, on suspendait les guerres pendant les jeux olympiques. Aujourd'hui, non seulement le gouvernement est en guerre en Irak et en Afghanistan au nom du peuple italien, mais l'un des sponsors des Jeux est l'entreprise Finmeccanica, un des plus grands magnats mondiaux de la production d'armes. Ce n'est pas tout. En gaspillant des millions d'euros, on a construit pour les Jeux des infrastructures gigantesques à l'impact environnemental dévastateur. Quant au prétendu «esprit olympique», allez demander ce qu'en pensent les chinois qui travaillent sur les chantiers de la haute vallée de Susa, à 2000 mètres d'altitude, pour cinq euros par jour. Ou bien demandez-le aux valsusains qui défendent leur territoire contre le progrès de l'argent et du profit qui voudrait détruire la vallée avec le projet d'un train à grande vitesse. Je revendique l'action de lundi la tête haute».



Ajoutons seulement un petit commentaire. Si la condamnation institutionnelle et médiatique du vol de la flamme (une action non préparée d'avance mais heureuse) était jouée d'avance, nous pensons que la distinction, faite par plus d'un, entre les méchants sponsors d'un côté et le noble «esprit olympique» de l'autre, mérite quelques mots. Nous comprenons que de nombreuses personnes contestent uniquement la présence de Coca Cola (ou des autres multinationales), mais ce n'est pas notre position. Nous sommes contre ces Olympiades en tant que telles, à cause de tout de qui les rend possibles (expulsions et répressions, dévastation écologique, gaspillage à tout va des prétendues ressources publiques, exploitation des travailleurs clandestins, militarisation de Turin et des vallées, etc.). Il nous semble de plus plutôt significatif que les jeux olympiques soient devenus matière à un décret d'urgence comme le «paquet Pisanu» [ensemble de mesures législatives renforçant encore la loi anti «terroriste»]. Plus que d'un Spectacle, il s'agit de toute évidence d'une expérimentation policière orchestrée par le Ministère de la Peur avec plus de dix mille agents. Pour finir, quelles que soient les méthodes que chacun choisit, faisons remarquer qu'arrive du Val Susa, surtout depuis les charges de Venaus, une invitation à boycotter les jeux olympiques en tant que tels (vous vous rappelez les nombreux pancartes qui disaient «Adieu Olympiade» au cours de la splendide journée du 8 décembre ?). Les étudiants valsusains ont même renoncé à y participer comme volontaires.

Nous avons simplement apporté notre petite contribution. Sarà Düra.

Les compagnons arrêtés et l'équipe polysportive de Trento et Rovereto

responsabilité du transporteur dans les expulsions.

24 octobre, Parme : les carabiniers du RIS [police scientifique] sont touchés par un engin explosif, partie inférieure de cafetière remplie de dynamite et récipient en fer rempli de boulons et dynamite. Revendiqué par la Cooperativa artigiana fuoco e affini (occasionalmente spettacolare) contre les centres de rétention et les expulsions.

21 octobre, Toscane : en solidarité avec F. Gioia qui passait en procès à Barcelone, cinq distributeurs de billets sont sabotés et deux *Benetton* fermés avec des cadenas à Pise, quatre distributeurs de billets sont sabotés et le consulat espagnol reçoit des œufs de peinture à Florence, quatre distributeurs de billets sont sabotés et des œufs de peinture sont lancés sur le tribunal à Livourne.

12 octobre, Rovereto : les vitrines de trois agences immobilières (agences *Deborah* et *Rosmini*, via Pagannini, et agence *Affiti In*, corso Bettini) mangent des pierres qui leur font de beaux trous.

4 octobre, Turin : huit distributeurs de billets de la *Banca Nazionale del Lavoro* sont sabotés avec du silicone. Un tract laissé sur place précisait : « *La Bnl finance la guerre et les lagers pour immigrés. Troupes hors d'Irak, détruisez les centres de rétention* ».

22 septembre, Molina di Quosa (Pise) : un pylône de l'ENEL [EDF] saute à la dynamite. « *Les chacals de ce système de mort, représentés en Italie par l'ENEL, investissent dans de nouvelles centrales nucléaires en France et en Europe de l'Est, comptant sur un retour du nucléaire aussi en Italie. (...) Les projets de mort de ces criminels de l'atome ne passeront pas silencieusement* ».

8 septembre, Rome : la porte d'entrée du local de la section des *Democratici di Sinistra* (Démocrates de gauche, principal parti à gauche), situé via Pietro Giannone, est en flammes. Une voiture garée devant est également touchée.

22 août, Gênes : les vitrines et le distributeur automatique de billets de la *Banca popolare italiana*, située via degli Orefici, sont éclatés à coups de masse. On peut lire sur le mur adjacent : «*Azione diretta contro i padroni e gli sbirri* » (action directe contre les patrons et les flics) et un A cerclé.

9 août, Spino d'Adda (Crema) : le bar, la cantine et certains moyens de l'organisation de la *Festa azzurra* [fête nationaliste de la droite] ont été détruits par des inconnus. Les responsables de la fête évaluent les dégâts à 5000 euros et dénoncent les «antagonistes» qui déjà la semaine passée lors d'une manifestation avaient détruit les vitres du local de

Forza Italia, parti de Berlusconi.

6 août, Marina di Pietrasanta : un engin incendiaire (cocotte-minute + bonbonne de gaz) est retrouvé contre une cabine électrique de l'Enel [EDF]. Action revendiquée trois jours plus tard par « *alcuni/e pirati determinati ad essere sabbia e non olio nel motore di questa societa' criminale e assassina* » [quelques pirates déterminéEs à être le sable et non pas l'huile dans le moteur de cette société criminelle et assassine].

août, Pise : un gros pétard (bomba carta) explose et détruit la vitrine d'*Adecco*. On retrouve sur place des tags en mémoire de Carlo Giuliani.

25 juin, Milan : plusieurs molotovs atterissent dans la *Skinhouse*, via Cannero.

16 juin, Turin : une centaine de parkmètres de la GTT, entreprise de transport complice des explusions sont obstrués.

7 juin, Caltanissetta (Rome) : deux engins (bidon de 5 litres d'essence, mèche reliée à un réveil) placés devant le siège de la Croix-Rouge, rue Leonardo da Vinci (quartier San Luca) n'explosent pas. Sur le mur se trouve un A cerclé et l'inscription « *Non aux CPT* ». Un billet sur place précisait : « *La croix-rouge gère le CPT de Pian del lago : solidarité avec les immigrés* ».

24 mai, Turin et Modène : une lettre piégée arrive au siège de la police municipale de Turin du quartier de San Salvario (les keufs y ont tué deux sénégalais quelques jours avant), provoquant du début d'incendie et blessé légèrement une keuffette. A Modène, la lettre était adressée à Daniele Giovanardi, président de la Misericordia (institution catho qui gère des centres de rétention), et a été désamorcée par les artificiers. Un tract à l'intérieur de la lettre, signé *Fédération Anarchiste Informelle*, la revendiquait en solidarité avec les immigrés assassinés par la police.

19 mai, Gênes : bloquage des serrures d'entrée des stations du métro « *pour Ibrahim et Mamadou, deux frères sénégalais tués par les 'forces de l'ordre' de la terreur. Pour tous les enfermés qui se révoltent et luttent dans les prisons et les centres de rétention* ».

27 avril, Arezzo : quatre cabines du complexe de relais de télévision (groupe Mediaset, la 7 et les télés locales) situé a San Zio brûle. Revendiquée le 29 dans une lettre envoyée au *Corriere di Arezzo* contre « *le développement assassin de la tv mange-cervelle* », l'action aurait fait des centaines de milliers d'euros de dégâts et a provoqué un black out de la plupart des canaux de TV et de deux de téléphones portables.

Procès en cours...

Le premier épilogue judiciaire des séries de perquisitions et arrestations qui se sont déroulées peu avant et jusqu'à l'été 2004 en Italie est en cours. On se souvient que pas moins de 19 incarcérations et une cinquantaine de perquisitions (région de Pise pour l'enquête sur les COR, de Lecce autour de la lutte contre le centre de rétention et de Rome/Viterbo pour diverses attaques explosives à partir de celle contre l'institut Cervantes) avaient frappés les anarchistes de ce pays.

Le 22 février 2006, le procureur a prononcé son réquisitoire dans l'opération Cervantes, 16 ans et demi pour l'un, 12 ans pour l'autre et de 5 à 10 ans pour les sept derniers. Il reste quelques audiences avant le verdict. Les audiences de l'enquête sur les COR contre 11 compagnons sont en cours et celles de Lecce contre 16 compagnons commencent début mars. Nombre d'entre eux sont encore incarcérés en préventive dans ces différentes affaires (prison stricte ou résidence surveillée).

D'autres opérations policières contre les anarchistes ont encore eu lieu après cette vague sans précédent depuis l'affaire Marini en 1996 :

— 19 mai 2005, 56 perquisitions (principalement en Sardaigne, mais aussi Viterbo, Rome, Gênes, Foggia), 26 mises sous enquête et 7 camarades arrêtés puis placés en résidence surveillée. L'association subversive se base sur la fréquentation du cercle anarchiste Fraria. L'enquête part notamment du colis piégé reçu par la caserne de carabiniers de Stampace et de l'incendie du siège électoral de Forza Italia à Quartu Sant'Elena le 12 juin 2004.

— 24 mai 2005, 10 perquisitions à Turin (dont le centre de documentation «Pordfido») contre des camarades actifs dans la solidarité avec les immigrés en lutte.

— 26 mai 2005, 84 perquisitions dans toute l'Italie (Bologne, Modène, Macerata, Florence, Pistoia, Teramo, Chieti, Turin, Como), 21 personnes mises sous enquête pour «association subversive» et 7 incarcérations sur mandat du parquet de Bologne. L'association serait la «Cooperativa artigiana fuoco e affini», fédérée dans la Fédération Anarchiste Informelle, et auteur de plusieurs attaques au colis piégé depuis 2001. Les proches de la Croce Nera Anarchica sont accusés de «propagande subversive». Le 11 juin 2005, les 7 compagnons de Bologne sont libérés, les arrestations seront aussi invalidées en appel puis cassation.

— 9 novembre 2005, 13 perquisitions dans différentes villes (Florence, Pistoia, Livourne, Bologne, Milan, Trieste) sur mandat du parquet de Florence, en prenant prétexte du colis piégé envoyé au maire de cette ville en mars 2004.

• Enquête sur les COR

Le 7 juin 2004, une dizaine de perquisitions sont effectuées dans la région de Pise sur demande du parquet de Rome. L'enquête concerne les COR (Cellules d'Offensive Révolutionnaire) marxistes-léninistes qui depuis début 2003 ont revendiqué plusieurs attaques contre des syndicats, partis, élus fascistes, agences d'interim. Alessio Perondi est arrêté, ainsi que quatre compagnons supplémentaires, parce qu'une lettre de revendication reçue à leur journal *Il Silvestre* est retrouvée chez eux : Alice, Leonardo Laudi, Betta Galante et Gioacchino Somma.

9 juin, Alice est libérée, parce qu'extérieure à l'enquête.

11juin, Leo, Betta et Gioacchino obtiennent l'assignation à résidence sous la forme stricte (interdiction de tout contact et par tous moyens avec toute personne autre que la famille restreinte).

14 juin : Costantino Ragusa est arrêté à son tour.

18 juin, Costantino est assigné à résidence dans les mêmes conditions que les autres.

30 juillet, Giuseppe Bonamici et William Frediani à Pise ainsi que Francesco Gioia à Rosignano Solvay sont arrêtés, toujours sous l'accusation d'être membres des COR. Ils sont assignés en résidence surveillée.

7 août, Francesco Gioia s'évade de la mise en résidence surveillée. La veille, Willy venait d'être transféré de la résideence surveillée à la prison de Pise.

22 octobre, Leo, Betta et Gioacchino sortent de mise en résidence surveillée, après 4 mois et demi de cette forme de prison. Ils reçoivent une interdiction de séjour de Pise et sa province.

30 octobre, Beppe et Costantino sortent de mise en résidence surveillée, après 4 mois et demi d'incarcération. Ils reçoivent une obligation de pointage trois fois par semaine.

11 mai 2005, Francesco est arrêté à Barcelone et incarcéré, après neuf mois de clandestinité.

23/24 et 27 mai 2005, audiences préliminaires devant la cour de Florence. Tous les 11 compagnons sont renvoyés en jugement, Alessio passe à la mise en résidence surveillée après 11 mois de prison stricte.

28 juillet 2005, Willy obtient la mise en résidence surveillée, après un an de prison stricte.

21 octobre, audience préliminaire de Francesco, toujours incarcéré en Espagne.

23 décembre, l'Espagne accepte la demande italienne d'extradition de Francesco. Ce sera fait le 20 janvier 2006, après huit mois dans les geôles espagnoles.

5 décembre 2005, première audience du procès contre les 10 compagnons de Pise (le cas de Francesco a été séparé).

16 février 2006, seconde audience.

Leur écrire :
Francesco Gioia
via Maiano 10
06049 Spoleto

• Opération «Cervantes»

Le 27 juillet 2004, une vague de perquisitions dans toute l'Italie se traduit par 34 mises sous enquête et quatre incarcérations : Marco Ferruzzi «Tombolino», David Santini «Tittarello», Sergio Maria Stefani, Simone Del Moro. Ils sont accusés de différentes attaques explosives : les colis piégés du 4 novembre 2003 contre une caserne de carabiniers de Rome où un keuf y laissera deux phalanges de la main droite et la préfecture de police de Viterbo, l'explosion le 19 janvier 2004 contre le tribunal de Viterbo. Le tout formant une association subversive selon l'article 270bis.

26 mai 2005, 26 nouvelles perquisitions dans plusieurs régions (Turin, Latina, Naples, Trieste, Caserta, Florence, Vérone) sur demande du parquet de Rome, qui se soldent par 5 incarcérations supplémentaires : Stefano del Moro et Massimo Leonardi de Viterbo, Danilo Cremonese, Claudia Cospito et Valentina Speziale de Pescara. Ils sont désormais neuf accusés dans l'Opération « Cervantes». Les faits visés s'enrichissent de la tentative d'explosion du 23 octobre 2003 contre le Centre des services sociaux pour adultes et le saccage d'un McDo le 13 février 1999 suite à une manifestation à Viterbo.

1er décembre 2005, première audience contre les 9 compagnons renvoyés en procès pour «association subversive, port et détention de matériel explosif» et «massacre». devant la première cour d'assise de Rome David, Simone, Marco, (après 16 mois d'incarcération) Claudia et Stefano (après 6 mois d'incarcération) sortent enfin de prison pour être placés en résidence surveillée (avec la restriction de n'y avoir aucun autre contact qu'avec les parents proches). Sergio passe d'un pointage quotidien à deux fois par semaine.

5 décembre, seconde audience.

14 décembre, à la fin de la troisième audience, Danilo et Valentina, les deux compagnons de la Croce Nera Anarchica, obtiennent la mise en résidence surveillée après 6 mois et demi d'incarcération.

22 décembre 2005, à la fin de la dernière audience de l'année, Massimo Leonardi obtient la mise en résidence surveillée, après 7 mois d'incarcération.



22 février 2006, le procureur formule son réquisitoire :
-16 ans et 6 mois pour Marco (270bis,280bis)
-12 ans pour Massimo (270bis, 280bis)
-10 ans pour David et Simone (270bis, 280bis)
-7 ans et 1000 euros d'amende chacun pour Danilo et Valentina (280bis)
-5 ans pour Sergio, Stefano et Claudia (270bis)
-380 000 euros de dommages&intérêts à se partager pour ceux qui ont «association subversive» (270bis)

Prochaine audience le 27 février 2006.

• Opération «Nottetempo»

Le 12 mai 2005 se déclenche l'opération «Nottetempo» : 16 perquisitions dans toute l'Italie (Lecce, Aoste, Turin, Trente, Trieste, Chieti, Cagliari, Taranto, Catania), cinq anarchistes de Lecce arrêtés, 13 autres inculpés et laissés en liberté. Tous sont accusés d' «association subversive à finalité de subversion de l'ordre démocratique» (art. 270bis du code pénal). Les faits spécifiques concernent la lutte contre le centre de rétention du coin (tags, incendie du portail de la cathédrale, molotov contre la maison du curé gestionnaire du CPT, incendies de distributeurs de la Banca Intesa qui gère les comptes de cette institution, peinture contre un Benetton, sabotage de pompes Esso). Sur les cinq arrêtés, Saverio Pellegrino, Salvatore Signore et Cristian Paladini sont incarcérés.

22 mai, Marina Ferrari et Annalisa Capone obtiennent la mise en résidence surveillée.

6 août, Cristian obtient la mise en résidence surveillée, après 3 mois d'incarcération.

septembre, Annalisa est libérée de la mise en résidence contre une interdiction de quitter la ville.

9 novembre 2005, audience préliminaire contre les 18 compagnons de Lecce. Après neuf heures d'audience, deux d'entre eux sont acquittés de toute charge, tous les autres sont renvoyés en jugement avec quelques modifications : quelques uns sont acquittés de certains chefs d'accusation comme des dégâts et coups de téléphone «intimidatoires», d'autres sortent blanchis d'avoir participé à l'attaque au molotov contre le domicile de Lodeserto, l'ex-directeur du centre de rétention Regina Pacis, et de celle contre le domicile d'un médecin du même centre (mais pas du reste).

19 janvier 2006, seconde audience préliminaire.

21 janvier 2006, un groupe d'anarchistes interrompt une convention rassemblant la gauche locale et nationale sur le thème de l'aménagement du territoire qui rappeler bruyament que quatre compagnons sont encore incarcérés (prison ou résidence surveillée) parce coupables d'opposition aux centres de rétention, centres définis comme des lagers par la gauche elle-même, oubliant sa propre responsabilité dans leur création.

Prochaines audiences le 2 mars, puis 7 avril et premier et troisièmes vendredis de chaque mois.

Lettres traduites et chronologies sur ces différentes affaires :

• Un été italien. Textes sur la répression anti-anarchiste, par *Quelques complices sans patrie*, janvier 2005, 32 p.
• http://toutmondehors.free.fr

27 avril, Albaredo (Rovereto) : tentative d'incendie d'un relai de télévision (Rai et Italia Telecom) dans la montagne à l'aide de butagaz.

20 avril, Cremona : le portail du siège d'*Alleanza Nazionale* situé viale Po est incendié, tandis que celui de la Lega Nord voit ses banderoles arrachées et des écrits sur le mur affirmer : « *Fuori i razzisti* » et « *Ora e sempre resistenza* » avec une étoile à cinq branches.

15 avril, Rovereto : un relais de téléphones portables TIM installé depuis peu est incendié.

28 mars, Sassari : les militaires de la carserne La Marmora, siège de la Brigata Sassari, retrouvent sur une fenêtre du rez-de-chaussée un engin (tube d'acier rempli de poudre noire) qui est aussitôt désamorcé. Le ministre de l'Intérieur doit justement se rendre en Sardaigne dans quelques temps. Le 31 mars, l'action est revendiquée dans une lettre envoyée à l'*Unione Sarda* par «Quattro mori sardi», groupe qui avait déjà revendiqué l'incendie d'une éolienne par le passé.

23 mars, Milan : trois engins explosent (de gros pétards : bomba carta). Un premier contre le *Mc Donald's* de via Marco d'Agrate (vitrine légèrement touchée). Le second contre un distributeur automatique de la *Banca Intesa* corso Sempione 50 (endommagé à l'extérieur). Le troisième contre un *Blockbuster*, viale Piceno (trous dans la vitrine).

23 mars, Bologne : un engin explose devant le siège d'*Alternativa Sociale*, le parti d'Alessandra Mussolini.

7 mars, Ostia Lido (Rome) : une bombe artisanale (Cocotte-Minute pleine de désherbant, réveil) fume sans exploser devant le tribunal de Rome. Revendiquée par la *Fai/Nucleo rivoluzionario «Horst Fantazzini»*.

3 mars, Rovereto : incendie du relais de téléphone portables Tim, via Palestrina.

3 mars, Milan : l'agence d'intérim *Giuliano Srl* située via Piatti est incendiée après avoir été dévastée. Dans la même ville, explosion devant le bureau électoral de Piergianni Prosperini, conseiller régional d'AN.

1er mars, Gênes et Milan : deux bombes explosent devant les casernes de carabiniers de Prà (deux engins situés dans les containers à ordures) et de Voltri (Cocotte-Minute pleine de chlorate) à Gênes. A Milan, une troisième bombe explose devant la caserne de carabiniers " Montebello " via Monti à Milan (tube métallique rempli de dynamite). Revendiquées par la Fai/Cooperativa artigiana fuoco e affini (occasionalmente spettacolare) et Fai/Brigata 20 luglio, et notamment dédicacées à Marcello Lonzi,

un jeune tabassé à mort par les matons dans la prison de Rome en juillet 2003.

26 février, Rovereto : incendie au siège de l'entreprise *Trentino Servizi*, via Manzoni, revendiqué par e-mail en solidarité avec le mapuche chilien Juan Carlos Huenulao.

21 février, Rome : attaques incendiaires contre cinq agences immobilières (quatre contre *Pirelli-Re* à Rome et une cinquième contre une agence *Tecnocasa* à Ostia).

19 février, Turin : une table de presse tenue en présence du député européen de la Ligue du Nord, Mario Borghezio, est attaquée. Ce dernier se prend des coups.

18 février, Nuoro : incendie à la base d'un relais de téléphone à Teti. Ce même relais avait déjà fait l'objet d'une tentative d'incendie le 14 janvier dernier.

7 février, Syracuse : explosion à la dynamite d'un relais de la télévision, revendiqué par le *Nucleo Combattenti Comunisti*.

1er février, Viterbo : Francesco Ruello, directeur-adjoint de la prison Mammagialla de Viterbo, reçoit un colis piégé (250 grammes de poudre pyrique dans une pochette pour DVD). Il est désamorcé suite au doute des matons qui s'occupent du courrier.

24 janvier, Cagliari : une voiture piégée (une Y10) explose vers 4h devant la prison de Buoncammino. Volée à une dizaine de kilomètres, remplie d'explosifs, elle était garée sous le mur d'enceinte de la prison. La même nuit, cette fois dans le quartier Quartu Sant'Elena, une bombe explose devant la maison d'un vice-brigadier des carabiniers sous enquête pour les faits de juillet 2001 à Gênes.

22 janvier, Milan : toutes les vitrines de trois banque étoilées la même nuit, la banque *Unipol* (corso Porta Romana), la *Banca Popolare di Bergamo* (Corso Italia) et la banque *Unicredit* (piazza Medaglie d'Oro).

22 janvier, Busto Arsizio (Varese) : un tube rempli de poudre explosive a réduit en morceaux la vitrine de l'agence d'interim *Openjob* située via Montebello.

16 janvier, Milan : un magasin lié à l'extrême-droite, spécialisé dans les uniformes militaires et situé Ripa di Porta Ticinese, est pris à partie par une dizaine de personnes à coups de pétards, fumigènes et pierres.

Les brèves italiennes se trouvent sur http://www.anarcotico.net

Bas les pattes

Cela fait plus de 10 ans que la population du Val Susa, dans le Piémont, se mobilise contre le projet d'une œuvre monstrueuse : la ligne à grande vitesse Turin-Lyon.

Le train à grande vitesse (TGV et Tav en italien) se veut à la pointe de l'innovation ferroviaire, et est défini comme une étape inévitable du progrès et de la technologie (aucun politicien, aucun journaliste apparu à la télé ces derniers jours n'a imaginé remettre en discussion le projet). Mais vu que les miracles sont rares, il faut en payer le prix : lignes entièrement nouvelles avec des quais modifiés géométriquement, une alimentation électrique différente et des coûts de manutention très élevés.
Ceci signifierait pour les valsusains la destruction de leur terre. Des tonnes de béton envahiraient la vallée pour construire une ligne ferroviaire qui traverserait les villages, trouant par de longs tunnels les proches montagnes où se trouvent de fortes concentrations d'amiante, d'uranium et de radon.
Le tout pour faire circuler plus rapidement des marchandises et des hommes d'affaire.

Ce qui s'est créé au cours des années comme opposition au Tav a été un large mouvement qui comprend des gens «ordinaires», des groupes écologistes, certaines institutions locales et des comités de lutte. Ces derniers sont nés dans l'intention d'informer tous les valsusains du « problème Tav » et de créer ensemble des moments de lutte contre le projet.

Après une manifestation océanique en juin où plus de trente mille personnes ont marché dans la vallée en levant les drapeaux « No Tav », les comités populaires ont donné vie à trois rassemblements permanents sur les terrains où devraient commencer les sondages dans les montagnes (premier pas vers la réalisation des tunnels).
Nés pour veiller constamment sur la zone, ce sont vite devenus des lieux de rencontre, de socialisation, de confrontation réciproque et de passage des informations. Là, jeunes, familles et anciens se retrouvent chaque jour, faisant vivre une expérience d'autogestion qui va au-delà d'un projet dévastateur. Les rassemblements ont grandi grâce à la contribution de chacun, dans la mesure et la forme de ses possibilités : l'un fournissant les sièges, l'autre un poêle à chauffer, l'un cuisinant et l'autre portant un peu de bon vin. Dans ces moments, les gens se donnent la possibilité de créer un mode de vivre non programmé par la routine quotidienne, la mettant et se mettant en discussion. Des personnes qui peut-être peu de temps auparavant ne se seraient pas saluées se parlent à présent, réfléchissent, se disputent et programment ce qui est leur propre défense et la survie de la vallée.

Le vif esprit d'autogestion, d'assemblées et de rassemblements s'est trouvé fort à faire avec le rôle de médiation des maires et des institutions locales, ou avec la poigne de fer de la région Piémont et du gouvernement. Se trouvant pris entre deux feux, d'une part une population qui s'oppose au Tav *sans si et sans mais* et de l'autre le sommet de leur parti qui insiste à plusieurs reprises pour commencer les travaux, les maires et les conseils locaux ont cherché à ralentir le temps à tout prix.

Ce cheminement, développant une intelligence collective, a poussé les personnes à résister avec détermination a ce qui a été la première épreuve de force. Le 31 octobre, plus de mille uniformes (entre policiers et carabiniers) ont envahi la vallée dans le but de permettre aux techniciens d'effectuer les sondages sur la montagne de Rocciamelone, qui ouvriraient la



du Val Susa

En 1990, le Conseil de la Communauté européenne approuve un plan directeur de construction d'un réseau européen de 30 000 km de lignes de train à grande vitesse, afin de relier toujours plus vite les grands pôles économiques d'Europe et de faire circuler la marchandise et les riches en des temps dignes d'une société ultramoderne. L'axe prioritaire n°6 confirmé le 16 novembre 2005, part de Lyon et passe par Turin, Milan, Venise, Trieste et Budapest pour finir vers Kiev. La liaison Lyon-Turin, à travers le Val Susa, inclut la réalisation d'un tunnel de 53 km.

La France et l'Italie, après avoir été retardées par des questions de gros sous depuis 1996, concluent en janvier 2001 l'accord devant mener ce projet à bien. Fin 2003, l'Union Européenne accepte de verser 20 % des 13 milliards prévus, puis 50 % en été 2004. Les premiers travaux, après récupération des terrains expropriés, devaient donc commencer en Italie en juin 2005 sous forme de sondages à Borgone, Bruzolo, Chianoco, Bussoleno, Mompantero, Giaglone et de galerie de reconnaissance à Venaus, sortie du futur tunnel.

Mais c'était sans compter l'opposition résolue des habitants du Val Susa qui, après avoir une première fois repoussé les sondeurs le 30 octobre (voir récit ci-contre), reprennent de force le terrain de Venaus le 8 décembre, saccageant le chantier. De blocages de routes et de voies de chemin de fer en barricades et grève sauvage, c'est toute une vallée qui commence à se réapproprier sa vie contre les choix imposés de l'économie et du progrès.

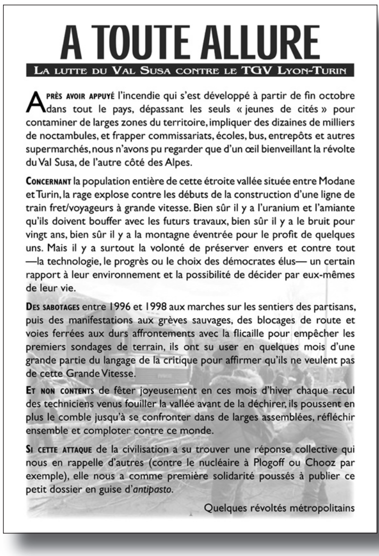
voie aux débuts des travaux.
Depuis les premières lueurs de l'aube, des groupes toujours plus nombreux de gens ont formé des blocages pour empêcher le passage aux forces de police. A partir du village dans la vallée, où la police les avait repoussé durement au cours d'un sit-in puis encerclé, les gens ont réussi à grimper les sentiers pour atteindre les terrains à défendre contre le sondage. Personne n'était prêt à faire un pas en arrière.
Ces sentiers et ces bois qui furent les routes et le refuge des partisans, étaient à présent animés par des personnes qui, comme 60 ans avant, sont motivées par la volonté de créer soi-même son futur en défendant contre la destruction le territoire et les gens qui y vivent.
La police a tenté plusieurs fois de forcer les barrages sans épargner les coups de matraque et les menaces. Puis, justement alors que la force était moindre et que la fatigue prenait le dessus, parvenaient des nouvelles qui réchauffaient les cœurs. Hurlements et applaudissements pour les ouvriers des usines du Val Susa qui entraient en grève en solidarité avec les barrages. Hurlements et applaudissements pour les autres qui avaient occupé dans la vallée de nombreux bouts de voies en arrêtant les trains et les TGV français.
Lorsque les parents avec leurs enfants à côté d'eux se pressent contre les boucliers pour empêcher la progression de la police, lorsque les vieux restent debout en agitant pendant des heures les drapeaux No Tav sur les casques des carabiniers, c'est dans ces moments qu'on comprend à quel point les personnes sont en train de mettre en jeu leur propre vie et ce qu'elles ont de plus cher, conscientes que chaque décision prise sur leur tête est une défaite pour la collectivité toute entière.

Au coucher du soleil, la police semblait être tenue en échec et a assuré aux maires qu'elle n'interviendrait plus sur les terrains à sonder. Se fiant à ces garanties, les maires ont convaincu les manifestants de démonter les barrages et de lâcher les rassemblements. Ayant la voie libre, la police a ainsi embobiné de façon sournoise les gens, parvenant [la nuit] aux terrains avant de les clôturer.

Bien que se finissant sur une note d'amertume, ce fut une extraordinaire journée de résistance qui a montré avant tout le niveau de combativité de ceux qui ne veulent pas du Tav et a délimité deux camps : tenter un dialogue avec ceux qui biaisent les cartes pour réaliser le Tav est non seulement inutile mais aussi dangereux.
La réponse des gens ne s'est pas fait attendre : de Borgone à Avigliana, les gares se sont remplies de manifestants, la circulation sur les routes nationales de Monginevro et Moncenisio a été coupée sec. Il est ressorti de l'assemblée du lendemain que les jeunes du Val Susa boycotteront les jeux olympiques d'hiver, revenant sur leur participation comme volontaires.

Les espoirs du Val Susa sont nombreux, et en premier lieu le sentiment d'unité et de cohésion qui naît et se renforce entre les personnes lorsqu'elles affrontent elles-mêmes les problèmes qui les regardent, sans déléguer la lutte à d'autres.

[Extrait d'*El Salvanèl* n°3, novembre 2005]


A TOUTE ALLURE

LA LUTTE DU VAL SUSA CONTRE LE TGV LYON-TURIN

APRÈS AVOIR APPUYÉ l'incendie qui s'est développé à partir de fin octobre dans tout le pays, dépassant les seuls « jeunes de cités » pour contaminer de larges zones du territoire, impliquer des dizaines de milliers de noctambules, et frapper commissariats, écoles, bus, entrepôts et autres supermarchés, nous n'avons pu regarder que d'un œil bienveillant la révolte du Val Susa, de l'autre côté des Alpes.

CONCERNANT la population entière de cette étroite vallée située entre Modane et Turin, la rage explose contre les débuts de la construction d'une ligne de train fret/voyageurs à grande vitesse. Bien sûr il y a l'uranium et l'amiante qu'ils doivent bouffer avec les futurs travaux, bien sûr il y a le bruit pour vingt ans, bien sûr il y a la montagne éventrée pour le profit de quelques uns. Mais il y a surtout la volonté de préserver envers et contre tout —la technologie, le progrès ou le choix des démocrates élus— un certain rapport à leur environnement et la possibilité de décider par eux-mêmes de leur vie.

DES SABOTAGES entre 1996 et 1998 aux marches sur les sentiers des partisans, puis des manifestations aux grèves sauvages, des blocages de route et voies ferrées aux durs affrontements avec la flicaille pour empêcher les premiers sondages de terrain, ils ont su user en quelques mois d'une grande partie du langage de la critique pour affirmer qu'ils ne veulent pas de cette Grande Vitesse.

ET NON CONTENTS de fêter joyeusement en ces mois d'hiver chaque recul des techniciens venus fouiller la vallée avant de la déchirer, ils poussent en plus le comble jusqu'à se confronter dans de larges assemblées, réfléchir ensemble et comploter contre ce monde.

SI CETTE ATTAQUE de la civilisation a su trouver une réponse collective qui nous en rappelle d'autres (contre le nucléaire à Plogoff ou Chooz par exemple), elle nous a comme première solidarité poussés à publier ce petit dossier en guise d'*antipasto*.

Quelques révoltés métropolitains

APRÈS AVOIR APPUYÉ l'incendie qui s'est développé à partir de fin octobre dans tout le pays, dépassant les seuls « jeunes de cités » pour contaminer de larges zones du territoire, impliquer des dizaines de milliers de noctambules, et frapper commissariats, écoles, bus, entrepôts et autres supermarchés, nous n'avons pu regarder que d'un œil bienveillant la révolte du Val Susa, de l'autre côté des Alpes.

CONCERNANT la population entière de cette étroite vallée située entre Modane et Turin, la rage explose contre les débuts de la construction d'une ligne de train fret/voyageurs à grande vitesse. Bien sûr il y a l'uranium et l'amiante qu'ils doivent bouffer avec les futurs travaux, bien sûr il y a le bruit pour vingt ans, bien sûr il y a la montagne éventrée pour le profit de quelques uns. Mais il y a surtout la volonté de préserver envers et contre tout —la technologie, le progrès ou le choix des démocrates élus— un certain rapport à leur environnement et la possibilité de décider par eux-mêmes de leur vie.

DES SABOTAGES entre 1996 et 1998 aux marches sur les sentiers des partisans, puis des manifestations aux grèves sauvages, des blocages de route et voies ferrées aux durs affrontements avec la flicaille pour empêcher les premiers sondages de terrain, ils ont su user en quelques mois d'une grande partie du langage de la critique pour affirmer qu'ils ne veulent pas de cette Grande Vitesse.

ET NON CONTENTS de fêter joyeusement en ces mois d'hiver chaque recul des techniciens venus fouiller la vallée avant de la déchirer, ils poussent en plus le comble jusqu'à se confronter dans de larges assemblées, réfléchir ensemble et comploter contre ce monde.

SI CETTE ATTAQUE de la civilisation a su trouver une réponse collective qui nous en rappelle d'autres (contre le nucléaire à Plogoff ou Chooz par exemple), elle nous a comme première solidarité poussés à publier ce petit dossier en guise d'*antipasto*.

Quelques révoltés métropolitains

[Ce 8 pages sorti début novembre 2005, et réactualisé pour la manifestation franco-italienne de 5000 personnes à Chambéry du 7 janvier 2006, est disponible sur notre site internet]

« **Sabotage de la ligne TGV sud-est**

Le 23 décembre [2005] au soir, la ligne TGV Paris-Lyon-Turin a été sabotée : incendie d'un dispositif électrique à hauteur de Montereau-Fault-Yonne, perturbant le trafic pendant plusieurs heures. Solidarité avec le Val Susa en lutte contre la construction de la ligne de TGV Lyon-Turin. Si nous sommes pressés de vivre, nous crachons aussi sur la vitesse rentable. »

Le 16 septembre 2003, six compagnons anarchistes de Barcelone sont arrêtés, quatre maisons et une voiture perquisitionnées. Ils sont accusés d'appartenir à une "organisation terroriste anarchiste" ayant commis "divers sabotages urbains" dans cette ville depuis mars et envoyé le colis piégé reçu par le consulat grec de Madrid le 8 septembre, en solidarité avec les prisonniers de Thessalonique, ce qui donne "tentative terroriste de meurtre". Enfin, ils sont aussi accusés d'avoir planifié deux assassinats (contre le conseiller catalan Jordi Alvinya et le journaliste Luis Del Olmo), de détention illégale d'armes et explosifs.

Le 20 septembre 2003, Teodoro est relâché et placé sous contrôle judiciaire, tandis que les cinq autres sont incarcérés en régime FIES 3 et qu'un mandat d'arrêt international est lancé contre Iñigo, disparu dans la nature.

Le xxx, Roger est placé sous contrôle judiciaire.

Le 31 janvier 2006, le procureur a requis une condamnation de 5 à 10 ans et une amende de 9 millions de pesetas contre Teodoro, plus de 50 ans de prison et une amende significative contre Roger. Enfin, contre les quatre compagnons encore incarcérés, Rafa, Carol, Igor et Joaquin, 113 années ont été plaidées et des amendes du même accabit.

Une journée à Madrid

Le **17 septembre 2004**, un an et un jour après notre capture à Barcelone, l'odieux juge Marlaska nous a convoqué tous les cinq à l'Audiencia Nazional de Madrid pour décider du procès. Il a également cité à comparaître le compagnon qui se trouve «en liberté» provisoire et qui est en fuite. Ce compagnon a eu le bon goût de ne pas se présenter à cette célébration si nocive. Et ce pour de nombreuses années.

Nous avons été réunis à partir des différentes prisons où ils nous tiennent dispersés, en application du régime FIES-3 tant détesté. Pouvoir nous embrasser et parler entre nous fut l'unique aspect appréciable de cette journée ennuyeuse. En présence de nos avocats, Marlaska nous a informés que nous sommes membres du «Mouvement Anarchiste et Libertaire de l'Extrême Gauche», en accolant les deux termes comme des synonymes. Même la police politique éprouverait de la honte à écrire une telle perle. Cette organisation inédite disposerait même de sa propre hiérarchie.

Ce type nous a retiré l'accusation d'avoir hypothétiquement conspiré en vue d'assassiner des journalistes, des politiciens, des flics et des banquiers. Il reconnaît également qu'il n'y a pas d'éléments pour nous imputer la tentative d'éradication de cathédrales, sièges de syndicats, repaires de nazis et autres stupidités du même genre, contrairement aux suppositions de la guardia "civil".

Mais Marlaska a réitéré les 6 accusations pour «*appartenance à groupe armé*», les 6 pour «*tentative d'assassinat terroriste*», les 6 pour «*possession d'armes terroristes*», les 6 pour «*possession de substances ou appareils explosifs, inflammables ou incendiaires*» ainsi que 16 autres chefs d'accusation qui vont de «*massacre terroriste*» à «*dégâts terroristes*».

Au niveau pratique, hors de la logorrhée typique du jargon juridique, Marlaska nous accuse d'avoir brûlé et fait rôtir quelques banques, gares, relais téléphoniques, usines, couvents ; d'avoir effrayé le personnel de l'ambassade grecque de Madrid, d'avoir décoré des vitrines d'agences d'intérim et le siège des légionnaires de Barcelone. En vérité, il nous accuse d'avoir attaqué des lieux de l'exploitation, des infrastructures de la manipulation, les intérêts des gens qui combattent ceux qui critiquent ce nouvel «ordre social» qui prend l'aspect féodal et fascistoïde de la pensée unique, et les intérêts des résidus du clergé et des casernes qui polluent les quartiers et les villes dans lesquelles nous vivons.

Les faits sont ceux-là, et mon but n'est pas de parler d'«innocence» ou de criminalisation, il existe déjà bien assez de spécialistes qui nous expliquent combien la justice est perfide. Ils sont libres de le faire, tant qu'ils ne mettent pas nos personnes à l'intérieur d'idées ou de comportements que nous refusons parce qu'ils sont répugnants. Il ne semble plus étrange à personne que la justice (de façon cohérente) mente, déforme, exagère et ait recours à toutes ses ressources pour nous combattre, nous qui haïssons l'Etat, ses patrons et ses

Brèves du désordre espagnoles

• «**Aujourd'hui, vendredi 24 février 2006**, vers 2h30, nous avons attaqué avec des pierres les vitrines de l'agence immobilière "Tecnocasa" située rue Atocha. Les vitrines d'une agence de la banque BBVA située rue Sta Maria de la Cabeza a subi le même sort. Ces actions ont été réalisées en solidarité avec les rebelles arrêtés le 9 février à Barcelone. Les actions de solidarité avec les détenus anarchistes continueront, et un coup de pied au cul à ceux qui disent que Madrid "est morte et que personne ne fait rien, afin que les choses ne changent pas". Avec beaucoup d'affection».

• «**Toutes les agressions,** les séquestrations et les assassinats ne restent pas impunis... Nous savons que vous y êtes habitués, que vous vous sentez les patrons du monde, du haut de votre sommet du pouvoir et de la misère. Vous maintenez la non-vie, vous êtes des terroristes qui semez la peur et la destruction sur toute la surface de la terre, trafiquant sur l'existence des individus pour maintenir en place ce monstrueux système de domination brutale et de spectacle pathétique. Vous êtes les ennemis du monde qui attaquez les personnes et leurs rêves. Pourtant, comme riposte, nous attaquerons vos propriétés, nous vous dépouillerons du bénéfice que vous faites sur les choses, en le détruisant, en empêchant que vous puissiez continuer à spéculer dessus.
A l'aube du dimanche 19 février 2006, attaque de deux entités du capital : une banque Sabadell et La Caixa, situées rue Progreso, à Lugo (Galice), avec des molotovs. Nous avons choisi ces objectifs pour répondre aux récentes arrestations de deux anarchistes à Barcelone et comme un moyen de pression afin que La Caixa retire sa plainte contre Sergio L.D.
Tant que vous maintiendrez cette situation de conflit social, la guerre sociale continuera partout.
CAFE, Comité de Acción Frente al Estado-capital».

• (La presse). **La nuit du 8 février 2006**, la zone dédiée aux enfants du McDonald's de Huesca a été ravagée par un incendie volontaire. Un tag laissé sur place précisait : «*Ronald est mort et a emporté les hamburgers avec lui*». Selon les enquêteurs, une vitrine aurait été brisée puis du liquide inflammable répandu, avant que la combustion ne laisse sur pied que la structure métallique. Il avait été inauguré dans le centre commercial de Coso Real en juin 2003.

• « **Deux distributeurs automatiques** de billets ont été sabotés le 4 janvier 2006 à Barcelone, en solidarité avec tous ceux qui subissent la répression de l'Empire européen (Italie, Espagne, Grèce, France...). L'action directe a eu pour conséquence le blocage de la circulation rues villardell et bordeta pendant une heure, en attendant que l'incendie soit maîtrisé par les pompiers.
Frappons sans trembler. Se rebeller est juste. »

• « **La nuit du 31 décembre 2005**, un engin explosif a été placé contre un concessionnaire FIAT de Grenade, en solidarité avec les anarchistes touchés par la vague répressive qui frappe le pays transalpin, en particulier les compagnons inculpés dans l'Operazione Cervantes, dont le procès a justement débuté le mois dernier.
Les dimensions des dégâts ne sont pas connues ; bien que ce soit un facteur important, nous pensons que l'acte de solidarité avec les rebelles est plus important encore.
Solidarité avec les anarchistes détenus en Italie, Espagne, Allemagne, Grèce... et partout dans le monde. »

• « **Nous communiquons** que la matinée du 14 décembre 2005, a été incendiée partiellement la réception du siège du Centre d'Iniciatives per la Reinserció (C.I.R.E., organisme qui donne du travail aux prisonniers).
Pour cette action, huit litres de matériel inflammable ont été utilisés, qui ont brûlé l'entrée,

ET QUELQUES CONSIDÉRATIONS INTEMPESTIVES

esclaves. Pourtant, je ne ferais appel à aucun de ces concepts qui, outre au fait qu'ils nous sont étrangers en tant qu'anarchistes, présentent une valeur idéologique, morale et juridique qui signifie en pratique admettre plus ou moins ingénument la possibilité que des instruments de la domination puissent fonctionner d'une manière différente de ce qui constitue leur nature. Il n'en sera jamais ainsi, et c'est une des raisons pour lesquelles nous voulons en finir avec eux. Autrement dit, nous sommes dans une guerre sociale contre les puissants, quelque chose de réel et de concret qui se manifeste dans toute sa cruauté lorsque se dissipe le voile du spectacle, c'est-à-dire lorsqu'on affronte le système dans sa réalité.

Il ne paraît pas étrange que la domination provoque des dégâts qu'elle utilise ensuite pour faire réfléchir les gens qui demandent justice ou ceux qui nous bassinent avec les a priori non violents, consensuels et intégrés, qui ne sont qu'une autre forme de violence systématique contre les insurgés. Ou de la récupération évidente dans le «meilleur» des cas.

Ils pourront nous juger, nous acquitter ou nous condamner avec leurs législations d'exception permanente partiales et sans vergogne, comme ils le feraient avec n'importe quel anarchiste. Tout cela obéit à des intérêts particuliers et des critères avec lesquels nous n'avons rien à voir. Ils ne sont qu'un instrument pour en finir avec la lutte de classe. Il n'existe ni excuses ni dialogue possibles, ils ne peuvent pas attendre cela de nous, qui ne demandons pas de permis pour être libres. Etre séquestrés ou «libérés» ne change rien, nos paroles ne peuvent servir qu'à dire que s'étende la révolte, qu'elle soit reproductible, sans centre ni périphérie, fruit de notre désir commun de liberté luddiste et transgressive.

Compagnons, c'est eux qui doivent plier !
L'anarchie est inévitable.

Un salut à tous ceux qui luttent,

De l'engrenage de la Machine,
octobre 2004
Joaquín

Pour écrire aux compagnons de Barcelone

Rafael Tomás Gaspar
C.P. de Topas
Ctra. n-630, km. 314
37799 Topas (Salamanca)

Carolina Forné Roig
C.P. Brieva.
Ctra. Vicolozano-Brieva s/n
05194 Ávila

Joaquín Garcés Villacampa
C.P. Navalcarnero
Ctra. Nacional V, km 27,7
28600 Navalcarnero (Madrid)

Igor Quevedo Aragay
C.P. Madrid VI (Aranjuez)
Ctra Nacional 400 -Km 28-
Apartado 2000
28300 Aranjuez
Madrid

Compte de solidarité :
BBVA 0182-7028-21-0201530482.
IBAN (International Bank Account Order) :
ES58 0182 7028 2102 0153 0482BIC
(Bank International Code) : BBVAESMMXXX

privant l'établissement de lumière et causant différents dégâts.
Cette action est pour protester contre l'exploitation par le travail que subissent les prisonnierEs de la part de l'administration pénitentiaire.
PS : (Vos feux dissuasifs n'ont pas fonctionné ! Alors, vous faites quoi maintenant ?) Solidarité avec touTEs les prisonnierEs en lutte, avec tous ceux qui passent en procès dans le cas Cervantes à Rome (Italie), tous ceux/celles de l'Etat espagnol...

Salut, anarchie et que crève le système. »

• « **Samedi 12 novembre 2005** vers 2h du matin, une borne électrique provisoire du commissariat des Mossos d´esquadra [police autonome catalane] qui se construit au bout de la rue Marina à Barcelone a été incendiée.
Nous souhaitons la bienvenue aux anti-émeute à Barcelone.
Vous connaîtrez d'autres nuits semblables, parce qu'il semble que dans la rue, de jour et publiquement, vous nous laissez peu de marge.
Salut, anarchie, et que crève le système. »

• **Mercredi 26 octobre 2005**, un groupe d'anarchistes est entré dans la salle n°4 de la faculté de droit de l'Université Complutense de Madrid, où se trouve le local du Syndicat des Etudiants (SEU).
La porte a été défoncée et tous les objets du lieu ont été détruits, dont une télé, un drapeau de la Phalange, des tables, tracts, etc. Puis des œufs de vernis ont été lancés sur les murs, les publications, les armoires...
Selon le communiqué qui est parvenu à *La Haine*-Madrid, les auteurs affirment « *notre désir de vengeance a augmenté, parce que l'agression contre Ramon [un jeune poignardé la semaine passée à Sanse par des néonazis] suscite cela et bien d'autres choses encore. Nous espérons que les gens seront poussés à répondre par d'autres actions encore. L'imagination au pouvoir. Pas une agression contre un/e compagnon/ne sans riposte* ».
Enfin, le communiqué précise « *tout notre soutien à Ramon, auquel nous souhaitons bon rétablissement, et à tous les compagnons et compagonnes agressées. Toute notre haine aux fascistes.* »



• « **Le premier octobre 2005**, vers 2h30 du matin nous avons incendié l'entrepôt du Centre d'Initiatives pour la Réinsertion (CIRE), où les prisonnierEs sont exploitéEs, frôlant l'esclavage sous prétexte de la réinsertion sociale et par le travail.
Cet organisme, le CIRE dépendant du Département de la Justice de la Generalitat de Catalogne, se trouve sur la route entre les villages de Raimat et Suscs dans la province de Lleida. L'entrepôt, de grandes dimensions, contenait de grandes quantités de bois pour l'élaboration de produits. L'incendie a été provoqué au moyen d'engins incendiaires avec retardateurs. Nous ne connaissons pas l'ampleur des dégâts en toute logique (mais nous pensons qu'ils sont considérables étant donné la quantité de liquide inflammable).
Le CIRE n'a aucun scrupules au moment d'utiliser les prisonnierEs comme main d'œuvre bon marché et nous n'avons aucun scrupules pour vous attaquer. Nous essaierons par tous les moyens que vos plans n'aboutissent pas, et ça ne vous sera pas facile, nous vous surveillerons toujours pour vous saboter et empêcher que votre activité se déroule en paix.
Vous êtes des hypocrites et des criminels, votre fonction n'est pas et de loin, la réinsertion de quiconque. Vous faites partie de la société

GUANTANAMO EST AU COIN DE LA RUE

¡Salut à tous!

Lorsqu'on vit à l'intérieur du monde carcéral, dénoncer la prison et lutter contre elle signifie aller au-delà de la protestation superficielle d'une quelconque ONG qui, étant liée au pouvoir, rend possible l'existence instrumentale d'une répression de classe qui étend la prison jusqu'au cœur du tissu social. Il est absurde de demander des réformes carcérales, des améliorations des conditions de vie, ou la révision et l'application des lois : on ne peut que désirer l'élimination de la prison.

Nous savons tous que les puissants et les grands magnats du monde utilisent depuis toujours le système répressif et les prisons pour maintenir leurs conditions de privilégiés. Mais à un moment comme celui-là, où la domination a étendu son contrôle dans tous les espaces sociaux, la prison cache ses murs pour nous tenir, même si personne ne se fait tromper ingénument. La société-carcérale nous a tous pris au piège et personne n'est libre. Nous ne connaissons que l'apparence spectaculaire de la liberté qui nous est vendue comme une marchandise à un prix très élevé, c'est-à-dire celui du renoncement volontaire à la liberté elle-même.

Nous payons tous ce prix à voix basse, lorsque nous tolérons les forces répressives qui sont les responsables directs de ce qu'on nomme par euphémisme l'«insécurité». Qui peut donc se sentir en sécurité lorsque des vigiles nous braquent dans les couloirs du métro ? Les pauvres, les marginaux, les immigrés et les exclus en général ne se sentent certainement PAS en sécurité. Le prix se paye lorsqu'on ferme sa gueule face aux abus constants des tribunaux et face à la pauvreté, en laissant les exclus et les rebelles pourrir en prison et être traités comme des bêtes dans d'authentiques camps d'extermination, mais aussi en ne bougeant pas le petit doigt contre ces criminels et leurs mandants qui sont responsables du pire des délits : celui de lèse Humanité. On peut prendre l'exemple du procès-farce contre le fameux banquier sangsue Emilio Botìn, ou bien la connivence du juge avec les fascistes qui ont assassiné Roger lors de la fête du quartier de Gracia à Barcelone en 2004.

Ce prix se paye également lorsqu'on permet avec résignation que des milliers de caméras de surveillance enregistrent nos mouvements, que les mercenaires de la sécurité privée nous suivent de façon oppressante dans tous les lieux dans lesquels on se rend, que nos coups de téléphone soient interceptés et que les communications passent à travers le système d'espionnage Echelon, ou que le c-41 nous photographie à volonté. Tout ceci est accepté au nom du mythe de la sécurité !

La question devrait venir spontanément : de quelle sécurité s'agit-il là ? Parce que lorsque ce produit abstrait nous est vendu, celui que l'appareil marketing de la domination voudrait transformer en une nécessité, le pouvoir place en réalité dans nos cerveaux une chaîne capable de nous jeter dans un état d'exploitation plus sauvage que l'esclavage. Ne permettons pas qu'ils nous carottent avec ce tour de passe-passe, le bon capitalisme n'existe pas, ça aussi c'est un mythe, les formes et les modes peuvent en être modifiés par opportunisme, mais la cruauté intrinsèque du système ne change pas. C'est de cette façon que les privilèges outrageants peuvent être maintenus, même lorsque les conditions de production et du marché néo-libéral exigent une exploitation des gens encore plus brutale et la destruction même de la planète. Leur sécurité permet de continuer à nous exploiter.

Alors que tout ceci arrive dans la réalité quotidienne, certains se précipitent dans un état de confusion mentale et d'idiotie —contribuant de manière passive ou active à l'existence de l'esclavage—, jusqu'à penser qu'ils sont vraiment libres lorsque les mass media de*** (les mass-merda) nous vendent l'idée que nous aurions la chance de vivre dans un pays où les prisonniers ne sont pas tortu-

carcérale qui prétend anéantir les prisonnierEs, le travail ne rend libre personne, au contraire ; il est servitude, aliénation et destruction. Nous haïssons le système et sa société carcérale, et pour tout cela nous essaierons de vous infliger le maximum de dégâts possibles.
Les prisonnierEs n'ont pas besoin de travail mais de liberté et pour y arriver nous devons en finir avec tout ce qui nous la nie : le capitalisme et toutes ses formes d'expression que se soit celles des gauches réformistes, la droite... »

• (La presse). **Un engin artisanal** (autocuiseur) a explosé vendredi 15 juillet 2005 devant un concessionnaire d'automobiles italiennes dans la banlieue de Barcelone (nord-est) sans faire de blessé, a-t-on appris auprès de la police.
Cette action pourrait être liée à l'attentat perpétré mardi devant le centre culturel italien à Barcelone et pour lequel la piste d'un groupuscule anarchiste italien était privilégiée, selon la préfecture de Catalogne.
L'explosion qui s'est produite vers 04h30 (02H30 GMT) à Prat de Llobregat, devant une concession Fiat, n'a causé que des dégâts matériels limités, essentiellement des bris de glace, selon la police.
L'engin était composé d'un autocuiseur, de trois cartouches de gaz et d'une mèche pyrotechnique et avait été posé sur le sol devant l'entrée de l'établissement, selon les constatations policières.



• (La presse). **Une bombe artisanale** a explosé devant le centre culturel italien de Barcelone le 12 juillet 2005, blessant un policier et tuant un chien des services de déminage.
La charge explosive était cachée dans une cafetière placée devant la porte du bâtiment culturel, où elle a été vue par un employé du centre. Ce dernier a prévenu la police, s'apercevant que des câbles sortaient de la cafetière, a expliqué le préfet de Catalogne, Joan Rangel.
Le policier blessé, qui a reçu des éclats dans un bras et sur le côté gauche de l'abdomen, se trouvait à distance de sécurité de l'engin explosif. Il devrait pouvoir quitter rapidement l'hôpital où il a été admis, selon des sources médicales.
Le chien, un labrador nommé Pretto, a quant à lui été projeté à cinq mètres lors de l'explosion. Selon des sources policières, il a évité au policier des blessures plus graves.

• « **Le 29 avril 2005 vers 2h30**, un engin explosif d'environ 200 gr. a été placé sous une voiture particulière d'un policier du commissariat de la police nationale de la Plaça España. L'explosion a sérieusement endommagé le véhicule garé devant le commissariat, les obligeant à le retirer et couper momentanément la circulation.
Le 30 avril vers 2h du matin une autre bombe fut déposée devant une agence immobilière de la rue Manson dans le quartier de l'Eixample de Barcelone. Cette bombe était moins importante, néanmoins les dégâts causés furent importants pour la vitrine et un ordinateur qui se trouvait à proximité.
La police nationale, comme tous les corps de «sécurité» de l'état continuent de poursuivre, séquestrer et torturer celleux qui leur semblent un problème ou une menace sociale. Mais illes veulent seulement atteindre la liberté, et eux l'appellent danger ! Vous le méritez et vous méritez beaucoup plus !
Et pour les agences immobilières, on pourrait en parler longtemps. Elles sont la preuve manifeste de la misère de nos vie et de la dégradation dont souffrent les quartiers dans lesquels on vit.
Enfin, juste pour dire que nous continuerons de vous attaquer jusqu'à ce que nous soyons touTEs libres et pour cela il n'y a qu'un seul chemin : l'action directe. »

• « **24 janvier 2005, Burgos**
Les actions suivantes ont été réalisées dans la ville de Burgos en solidarité avec nos

rés et tués comme à Guantanamo ou en Irak. Mensonges ! Guantanamo existe aussi ici. Il se trouve au coin de la rue et pas seulement entre les quatre murs de prisons construites en des lieux à part et loin des villes pour que les gens ne voient pas les souffrances des prisonniers. Guantanamo est présent jusque dans les choses quotidiennes de la vie et dans les esprits, on nous rappelle en permanence qu'une cellule et un tabassage sont prêts pour toute personne qui oserait remettre en question le fait d'être exploitée et pressée jusqu'à l'ultime goutte de sa sueur. Cette situation peut être cachée, certains préfèrent effectivement ne pas la voir, mais elle est décidément réelle. Lorsque le sens de nos existences est l'exploitation et l'oppression, et que la prison se fait l'instrument des exploiteurs pour rendre cela possible, la dignité ne peut demander qu'une chose :

LA DESTRUCTION DE TOUTES LES PRISONS, L'ABOLITION DE TOUTES LES LOIS, LA DISSOLUTION DE TOUS LES TRIBUNAUX ET DES CORPS RÉPRESSIFS, POUR LA VIE, JUSQU'À LA FIN DE L'OPPRESSION, JUSQU'À LA FIN DE L'EXPLOITATION, JUSQU'À QUE NOUS SOYONS TOUS LIBRES !! Soit L'ANARCHIE !!

Navalcarnero (Navalkatraz),
19 février 2005
Joaquín Garcés

Nouvelles de Barcelone

• **Le matin du 9 février 2006**, trois jeunes anarchistes ont été arrêtés dans les quartiers barcelonais de Horta et Ciutat Vella par la police autonome catalane, les «mossos d'esquadra». Ignasi s'est fait arrêter dans la matinée en sortant du boulot à Horta et a été transféré à son domicile, où a suivi une perquisition. Au cours de celle-ci, un compagnon italien (Max) présent dans la maison est interpellé. Enfin, Ruben est arrêté à Ciutat Vella. Dans l'après-midi, Max est remis en liberté après plusieurs heures d'interrogatoire. Pendant ce temps, les deux camarades emprisonnés restent «incommunicados» (à l'isolement total) dans le quartier général des Mossos d'Esquadra, situé rue Ulldecona dans le quartier de Zone Franco. Ils ne comparaîtront devant le juge que trois jours après.
Rubén et Ignasi sont accusés de deux actions de sabotage : l'une commise le 14 décembre 2005 contre le CIRE, entreprise publique qui contrôle le travail en prison, et la seconde aux dépends de la banque Sabadell, une des entreprises partie civile contre Sergio L.D., l'unique personne encore inculpée suite aux émeutes lors du sommet de l'Union européenne de 2002 à Barcelone.
Le jour même se tient sur la Plaza del Ángel un rassemblement en solidarité, qui finit en manif sauvage dans le centre de Barcelone. Un second se déroule devant le tribunal le 10 puis le 12 février. Avant de monter dans les fourgons cellulaires les amenant en prison, Rubén et Ignasi ont été accueillis par une cinquantaine de compagnons, vite chargés par des flics anti-émeutes qui ont dû se donner de la peine pour les dégager.

• **Solidarités**. Le 15 février, un bureau du consulat d'Espagne à Marseille a été occupé par «*les fiancés de ta fille*» et des fax envoyés.

Un magasin Zara a été endommagé à Lisbonne.

Des manifestations ont eu lieu à Barcelone, Bilbao et dans les Asturies, des tracts ont été distribués à Madrid.

Le 20 février, la circulation a été bloquée par deux fois aux heures de pointe à Barcelone aux carrefours Olzinelles et Pau Claris/Diputacio, et des tracts distribués.

Le 23 février s'est déroulée une nouvelle manifestation à Bilbao.

Le 24 février, à Cornellá et Palma de Mallorca ont eu lieu des rassemblements. Dans le quartier Gracia (Barcelone), des tracts ont été diffés à proximité du CIRE et à Barajas (près de Madrid) ont été faits des tags, diffés des tracts et suspendues des banderoles sur les autoroutes M11 et M30. Enfin, à Alcobendas, les portes de trois agences bancaires ont été scellées et leurs vitrines redécorées.

Pour écrire aux compagnons :

Ruben Masmano Bernel — Modulo 1 de C.P. Brians — CP Can Brians — Apdo 1000 — 08760 Martorell — Barcelona

Ignasi Antolino Ibañez — Modulo 4 de CP Quatre Camins — Apdo 335 — 08430 La Roca del Vallés — Granollers — Barcelona

Compte de solidarité :
IBAN ES33 0182-4209-47-0201518073
BIC BBVAESMM

compagnon/nes prisonnierEs dans les centres d'extermination de la démocratie (plus connus sous le nom de prisons). Et comme la meilleure façon de se solidariser avec elleux est de continuer la lutte pour l'anarchie et de propager la guerre sociale, nous apportons ici notre grain de sable.

Septembre 2004
Début.- Le vice-consulat italien de Burgos a été caillassé en solidarité avec nos compagnons détenus dans ce pays. Quelques jours après, le vice-consulat est à nouveau attaqué, cette fois-ci avec des bombes de peinture. Solidarité avec les compagnons italiens incarcérés dans le dénommée «Opération Cervantes». Solidarité avec les prisonniers anarchistes et les anti-autoritaires italiens.
15.- Devant l'escalade du développementalisme et de la spéculation à Burgos, quelques molotovs sont lancés sur un tractopelle qui réalisait des travaux de destruction de l'écosystème naturel dans le quartier populaire "El Castillo". Suite à cet acte, la machine a été calcinée et le tribunal suprême de Castille y Leon a décidé de suspendre par précaution les travaux pour éviter d'autres accidents de ce type. Par l'action directe, on a gagné ce qui ne l'avait pas été avec les collectes de signatures et les processions. La civilisation a reçu une leçon. Comprend qui veut. A bon entendeur.

Octobre 2004
12.- Deux banques du coin sont caillassées en solidarité avec les compagnons incarcérés à L'Hospitalet et Cornellá (Barcelone) la semaine précédente.

Novembre 2004
25.- Toutes les banques d'une rue bourgeoise du centre sont caillassées en solidarité avec les anarchistes emprisonnés en Espagne, Italie, Grèce et Allemagne.

Décembre 2004
16.- Trois banques d'un quartier populaire sont couvertes de peinture en solidarité avec les anarchistes emprisonnés et les prisonniers d'Action Directe.
31.- Trois autres banques connaissent le même sort dans le centre-ville. En plus de nous solidariser avec nos compagnonNES emprisonnéEs, nous nous divertissons en propageant la guerre sociale.

Janvier 2005
1.- Plus de 150 entreprises et institutions de l'Etat-Capital, de la civilisation et de l'exploitation animale, humaine et de la terre sont scellées.
2.- Une banque est fracassée dans un quartier de la banlieue en solidarité avec nos compagnons incarcérés.
11.- En solidarité avec nos compagnons incarcérés, et surtout, comme vengeance de l'assassinat de notre compagnon Xosé Tarrío, deux cocktails molotov sont lancés contre le *Juzgado de Vigilancia Penitenciaria* [bureau d'application des peines] de Burgos, le réduisant en cendres. Ce n'est que notre petite contribution pour répondre à cet assassinat légal commis par l'Etat et les institutions médicales, pour venger Xosé, mais ce ne sera pas la dernière. Il ne s'agit que de la pointe de l'iceberg.

Xosé, nous espérons que là-bas dans l'enfer, en faisant une accolade à mère-terre, tu as enfin pu retrouver la liberté. Nous savons que c'est ainsi et savons que sans trop tarder nous serons réunis pour être libres. Mais tant que nous luttons pour venger ta mort et pour donner sa juste mesure à la domination, nous utiliserons tous les moyens pour porter l'enfer sur terre. Avec tout notre amour, cet acte —même insignifiant—, est pour toi et tous les autres compagnons qui ont connu ton sort. On ne pleure pas un/e compagno/ne qui tombe, on le venge.
C'est tout pour aujourd'hui, ami, mais vous savez qu'il y aura plus, car notre passion pour la liberté est plus forte que les cellules et que ce monde puant. Hier, aujourd'hui et toujours, debout ceux qui luttent ! Liquidation sociale, vive l'anarchie !»

Les brèves espagnoles se trouvent sur :
www.lahaine.org
www.alasbarricadas.org
www.klinamen.org

La coordination anti

En septembre 2005 est apparue la coordination anti-carcérale du Rio de la Plata, du nom du fleuve situé entre l'Argentine et l'Uruguay. Nous avons traduit le texte de présentation de cette initiative, née de la volonté de dépasser à la fois les frontières étatiques et les limites d'expériences comme celle de la CNA (Cruz Negra Anarquista : Anarchist Black Cross) tout en continuant d'aller de l'avant vers une praxis antagoniste.

Présentation

Le projet de coordination anti-carcérale du Rio de la Plata est né de différentes expériences et de la nécessité qu'ont ressentie diverses individualités qui commençaient à questionner les formes d'intervention utilisées historiquement par les compagnons.

Nous avons l'intention de propager une dynamique vivante, capable de s'étendre et de se recréer sans avoir recours à la formalisation d'instances ou de structures, qui finiraient probablement par générer un degré de bureaucratisation suffisant pour institutionnaliser l'insurrection que nous désirons ardemment.

Cette coordination se veut un point de regroupement, de rencontre et de reconnaissance, pour échanger expériences et espoirs, pour penser un engagement selon les rythmes et les capacités personnelles. Du simple au complexe, facilement reproductible, contagieux, solidaire et révolutionnaire ; une coordination dans laquelle puissent se reconnaître tous les compagnons qui mettent les paroles en actes, qui permette le flux vivant d'informations et d'actions pour les compagnons immergés dans la guerre sociale.

Pour la liberté de toutes et tous !

Coordination anti-carcérale
du Rio de la Plata



Quelques points à éclaircir

1. Prisonniers-Prisonnières, ni politiques, ni sociaux

Pour commencer, nous sommes toutes et tous prisonniers de cette société, de ses codes, de ses lois et de ses collaborateurs. Pour être plus clairs, c'est à l'intérieur de cette gigantesque prison sociale, qu'existent les prisons.

Ajoutons ensuite que des milliers de personnes à l'intérieur de ce qu'on appelle les prisons se trouvent pour avoir attenté à l'ordre établi de différentes manières, par leur activité sociale ou pour quelque autre raison. Que nous soyons d'accord avec ou pas, elles sont bien là. Nous ne faisons pas de différence entre des attitudes politiques ou sociales. Nous pensons qu'il n'y a qu'une liberté, qu'elle est totale et que chaque norme établie par le système est un maillon de plus de la chaîne nous attache.

Nous refusons donc une hiérarchisation de la misère. Nos conceptions anarchistes nous amènent à considérer que le problème réside dans l'existence même de la prison et dans la société qui la produit et en a besoin. C'est à dire que dans une perspective révolutionnaire, nous ne demandons ni de meilleures prisons, ni des lois plus humaines. L'objectif que nous poursuivons est leur abolition ainsi que celle de la société qui les maintient en place.

Nous ne pouvons omettre les hôpitaux psychiatriques ou asiles de fous. Il est aberrant que l'état enferme des personnes pour le seul fait d'être différentes de la majorité, tuant ainsi en chaque individu toute possibilité de se développer. Les psychologues et psychiatres, sous couvert des règles sociales édictées par l'Etat, anéantissent la liberté et la vie sans aucune considération pour l'individu, pour sa manière de se relationner et d'être. Ils tentent - sans y parvenir- de faire passer pour de simples mesures de contention cet enfermement et ce contrôle des personnes qui ne s'ajustent pas à la réalité imposée.

2. Prisonniers-Prisonnières pour des attitudes fascistes

Par les temps qui courent, où le système capitaliste s'est développé à des niveaux qui dépassent toute logique, la majorité de la population carcérale, tout au moins en Amérique du Sud, est enfermée pour des attaques à la propriété privée. Même si ce n'est pas la seule raison d'être des prisons, nous pensons important de le préciser, avant d'aborder le thème de ceux qui sont emprisonnés pour des comportements fascistes. Ces comportements peuvent être par exemple le fait de policiers ou de violeurs.

Il est important de dire aussi que cette société est malade, quasiment en phase terminale, de toutes ces valeurs consuméristes, sexistes tant au niveau social qu'économique. Quand nous vivons et bouffons ces valeurs depuis l'enfance, nous souffrons indiscutablement de cette maladie, qui sans doute nous limitera et nous influencera. Sans en faire une excuse, il est important d'en être conscient pour savoir d'où viennent certains comportements.

Nous voyons, à chaque fois que nous abordons la question des prisons, surgir l'éternelle discussion sur ce qu'il faudrait faire de ces personnes. Nous tenons à ce propos à nous débarrasser de l'idée de déléguer nos problèmes à la justice étatique, bourgeoise, ou à quelque pouvoir imposé. Car l'Etat et sa justice s'octroient le droit de « résoudre » nos problèmes les plus intimes. Bien sûr, il faudrait développer bien davantage ce sujet mais nous ne voulons pas donner une solution, même si nous n'affirmons pas non plus que chacunE d'entre nous doit et peut résoudre chaque situation de ses propres mains, ne serait-ce que parce que des questions de force physique pourraient être une entrave de taille. Pour l'instant, il nous intéresse surtout d'approfondir la possibilité de nous défaire de la justice et du rôle qu'elle s'octroie de juger des situations qu'elle ignore, de s'immiscer dans les problèmes personnels d'individus qu'elle ne connaît pas et sur lesquels elle ne devrait pas avoir de pouvoir.

3. Réformisme

Nous pensons opportun pour commencer de dire qu'il n'y a pas, dans notre perspective, de possibilité d'améliorer les prisons ou de les rendre plus humaines. Nous croyons au contraire que la seule solution est de les abolir, comme la totalité des institutions.

Nous ne partageons pas les positions qui, comme nous le disions auparavant, visent exclusivement à l'humanisation des prisons. Que ce soit par des réformes adoptées par la justice étatique, ou à défaut, par des ONG, Eglises ou autres associations et groupes qui servent le système, en se contentant de « tirer les marrons du feu » pour le gouvernement. Bien sûr, nous savons qu'il y a des personnes en prison et qu'avant la révolution à laquelle nous aspirons, chaque possibilité d'améliorer les conditions de vie à l'intérieur est toujours bonne à prendre - à condition de ne pas en

carcérale du Rio de la Plata

rester à cette seule revendication et de lui donner une autre finalité.

4. Justice et mentalité policière (peur et contrôle)

Le Système (Etat-Capital) entretient et diffuse par ses institutions les valeurs dont il a besoin pour maintenir «son» ordre. Cet ordre, loin de tout principe humain et solidaire, vise à faire participer l'ensemble des citoyens aux mécanismes policiers.

Il tente ainsi d'établir une mentalité policière de justicier et prétend transformer toute personne en flic et faire de tous les collaborateurs de la société carcérale qu'il impose.

5. Finalité : de la lutte anti-carcérale à la révolution et à l'anarchie

La lutte révolutionnaire est loin de se limiter à une conquête partielle, comme pourrait l'être en ce cas par exemple l'abolition des prisons. II s'agit d'en finir avec toutes les oppressions imposées par le Système et reproduites par l'ensemble de la société. Mais il nous semble indispensable de ne pas laisser passer une réalité qui, étant données les conditions sociales dans lesquelles nous vivons, peut tous nous affecter à n'importe quel moment, d'autant plus lorsque nous sommes partie prenante dans la guerre sociale.

Par conséquent, il est pour nous nécessaire de préciser que si nous menons bien une lutte anti-carcérale, nous n'en restons pas à cela, mais élargissons la revendication à la destruction de l'ordre établi, dans les faits et les mentalités.

Que ce soit de la part de ceux qui posent la prison comme nécessité minimale dans «certains cas», ou de ceux qui ont doté la justice de prisons, ce qui ressort, c'est une réalité répressive qui traverse les murs de la prison pour englober la totalité de ce qui existe. Ce que nous vivons, c'est la société carcérale. La généralisation d'une mentalité policière récompensée par le pouvoir commence à faire des ravages, y compris parmi les «révolutionnaires ».

Coordination Anti-carcérale du Rio de la Plata

http://www.anticarcelaria.info



Buenos Aires : A l'aube du mardi 10 janvier, un engin incendiaire a été découvert devant un local du Blockbuster du quartier de Recoleta, rue Vincente Lopez. Une revendication trouvée dans le coin précisait «*Liberté pour Chacho Berrozpe (1). Liberté pour tous les prisonniers de Haedo (2). Vivent les émeutes violentes et généralisées contre le pouvoir de l'argent, les gouvernements et leurs forces répressives. Vive l'agitation révolutionnaire et l'action directe*».

(1) Dirigeant du MTR (mouvement des chômeurs) Teresa Rodriguez, incarcéré pour avoir participé aux désordres du 4 novembre 2005 à Mar del Plata contre le sommet des Amériques.
(2) Le 1er novembre 2005, de nombreux passagers se révoltent contre l'habituelle merde des transports dans la gare de Haedo, province de Buenos Aires. Des trains sont incendiés et suite aux affrontements avec la police 22 personnes sont incarcérées.

Quelques exemplaires des brochures de traductions de textes argentins sont encore disponibles :

Recueil de textes argentins (2001-2003), Mutines Séditions, novembre 2003, 48 p.
Ecrire au journal.

Recueil de textes argentins (2003-2005), novembre 2005, 44 p.
Ecrire à curieurecueil@no-log.org

Par ailleurs, un article de *Meeting* n°2, septembre 2005, revient sur la lutte en argentine : *Argentine, une lutte de classe contre l'autonomie*, pp.7-21
http://meeting.senonevero.net

Le 19 janvier 2006, une bombe a explosé à Santiago devant les bureaux de l'Agencia Nacional de Inteligencia (ANI), les services secrets chiliens, 115 rue Tenderini.

« Hier la CNI, aujourd'hui l'ANI

Le nom change, pas la substance. Tout comme la dictature militaire, qui s'est reconvertie en une dictature policiaro-capitaliste. L'Etat se perpétue. Il nous fait violence avec son terrorisme quotidien. Ils cherchent à nous convertir en amnésiques et en consommateurs soumis d'ordures marchandes et idéologiques de contrôle social et d'inactivités individuelles. Par cette attaque, nous faisons valoir que l' «intelligence» de l'Etat est aussi fragile et destructible que ses vitres brisées. Les murs qu'ils construisent et les yeux électroniques qu'ils installent pour nous surveiller et arrêter les personnes qui ne suivent pas les normes de comportement d'un esclave salarié, n'ont pas réussi et ne réussiront jamais à empêcher l'agression de la transgression contre ce système bourgeois criminel, basé sur l'exploitation, la mort et la destruction de l'environnement.
Les élections sont un cirque d'ignorance, elles ne font que perpétuer le système des riches. Nous refusons donc de nous inscrire et de voter. Avec cette action, nous saluons la présidente pseudo-socialiste et son repaire de criminels à gage.
Contre eux. Nous les affrontons. Nous les détruisons.
Notre attaque sera incessante. Et toujours plus violente.

Fuerzas Autonómicas y Destructivas León Czolgosz» (1)

(1) Anarchiste d'origine polonaise qui a abattu le président américain William McKinley en 1901.

Revendication publiée par *La Nacion* du 20 janvier. Par ailleurs, la police relie cette attaque à celle contre la maison de campagne du maire socialiste Johnny Carrasco à Punta Tralca le 13 janvier 2006 et une autre contre la banque Santander à Santiago le 6 juillet 2005.

Brèves du désordre grecques



Explosion contre une banque à Maroussi

Athènes, 25 février 2006
(Agr) - Un engin de fabrication artisanale a explosé aux premières heures de la matinée contre une sucursale de la banque BNP Paribas à Maroussi, dans la banlieue d'Athènes. La déflagration a causé des dégâts à la façade du bâtiment et à deux voitures garées devant. Action non revendiquée, qui a été précédée de coups de fil à des journaux grecs.

Deux leaders syndicaux tabassés en plein Athènes

Athènes, 1er février 2006
(Infogrece) - Un groupe d'une vingtaine de jeunes a attaqué mardi vers 20h le président de la Confédération générale des Travailleurs de Grèce (GSEE) et député du PASOK, Christos Polyzogopoulos, et le directeur scientifique de l'Institut du Travail, le professeur Savvas Robolis, alors qu'ils se trouvaient en voiture arrêtés à un feu rouge dans le centre d'Athènes. La classe politique, le patronat et les centrales syndicales ont à l'unanimité condamné l'attaque contre MM. Polyzogopoulos et Robolis.
M. Polyzogopoulos a été violemment sorti de son siège et brutalisé, M. Robolis étant légèrement blessé en essayant d'intervenir pour sauver le président de la GSEE. Les agresseurs se sont enfuis rapidement en emportant deux serviettes contenant des documents, ainsi que le portable de M. Polyzogopoulos.

Molotovs contre une banque à Athènes

Athènes, 30 janvier 2006
(SDA-ATS)- Quelques molotovs ont été lancés contre une filiale de la Banque nationale grecque (Bng) dans le centre d'Athènes. Les explosions ont provoqué un violent incendie qui a dévasté les locaux de la filiale et dégagé une intense fumée.

Explosion devant le siège du parti au pouvoir à Athènes

Athènes, 23 janvier 2006
(Agr)- Une explosion s'est produite devant le siège du parti conservateur, «Nouvelle Démocratie», du premier ministre Costas Karamanlis, provoquant des dégâts matériels. L'agence Ana précise que l'attentat a été revendiqué par une organisation subversive anarchiste par un coup de téléphone.

Athènes : attaque contre la caisse de l'ambassadeur de Finlande et le parti au pouvoir

Athènes, 03 janvier 2006
(AFP) - Plusieurs voitures, dont celle d'une diplomate finlandaise, ont été endommagées par l'explosion, mardi matin, de deux ou trois (selon les sources) bombes artisanales dans un parking d'Athènes. Sept voitures y ont été brûlées, ainsi que l'entrée d'un local du parti au pouvoir, Nouvelle démocratie.
L'ambassadeur de Finlande en Grèce, Ole Norrback, a indiqué dans un communiqué que l'explosion ne visait pas le véhicule de son ambassade précisément mais qu'il s'agissait “ plutôt d'une coïncidence ”. Un groupe jusque-là inconnu, *Justice anti-Etat*, a revendiqué cette action auprès d'une chaîne de télévision locale, précisant que cette série d'attaques avait été conduite par solidarité avec des anarchistes actuellement poursuivis pour des violences.

Série d'attaques au cocktail molotov à Athènes et Salonique

Athènes, 16 décembre 2005
(AFP) - Une série d'attaques au cocktail Molotov, attribuées par la police à la mouvance anarchiste, ont endommagé 15 voitures et deux succursales d'une banque à Athènes et Salonique (nord) dans la nuit de jeudi à vendredi, a annoncé une source policière.

À Athènes, dans quatre quartiers distincts, des inconnus ont lancé des cocktails Molotov sur trois locaux de concessionnaires d'automobiles italiennes, un véhicule privé et une voiture appartenant à un membre du haut-clergé orthodoxe, a précisé la même source.

À Salonique, les attaques ont visé deux succursales de la banque grecque Eurobank, qui ont subi des dégâts mineurs.

Jeudi soir, une vingtaine de jeunes avaient aussi attaqué avec des pierres et des barres de fer dans le centre d'Athènes deux policiers en civil qui étaient sur une moto, volant l'arme de service de l'un d'eux, et le portefeuille de l'autre, a ajouté la même source.

Les incidents, imputés par la police à la mouvance anarchiste, se sont multipliés ces derniers mois en Grèce, sur fond de forte grogne sociale.

Mercredi, un groupe de jeunes masqués avait également brûlé une voiture de police et agressé à coup de barres de fer une équipe télé, en marge d'une grande manifestation syndicale contre la politique d'austérité.

Molotovs contre des banques à Athènes

Athènes, 19 novembre 2005
(Agr)- Les actes de vandales qui se déroulent depuis plusieurs nuits à Athènes seraient liés, par émulation, aux violences dans les banlieues françaises.

La nuit dernière, un groupe d'un quarantaine de personnes a lancé des molotovs contre trois filiales de banques de la capitale grecque, provoquant de légers dégâts : celle de la Banque générale de grèce (Gbc), de l'Attiki Bank et l'Hellenic Bank, chypriote. Les auteurs ont réussi à s'enfuir, les incendies n'ont pas été revendiqués pour le moment.

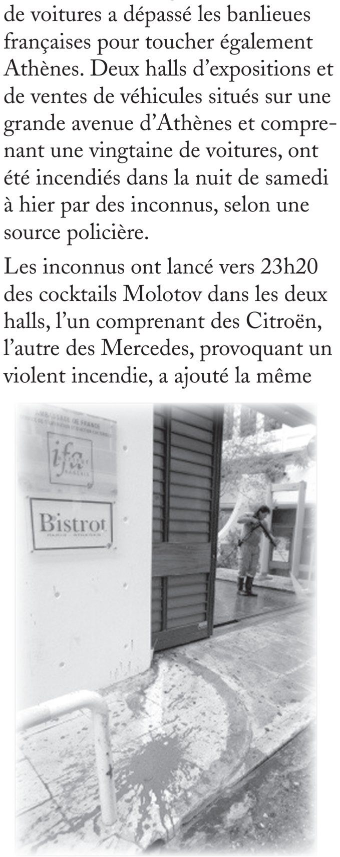
Attaque incendiaire contre le transgénique

Salonique, 13 novembre 2005
(presse grecque) - Dimanche 13 novembre vers 3h15 du matin, un camion de l'entreprise “Pioneer Hi-Bred Hellas” a été brûlé. Il était garé devant les bureaux de l'entreprise, situés sur la route Thessaloniki-Moudania, près du Collège de l'Agriculture.
Ce camion était utilisé comme laboratoire mobile où sont testés les produits agricoles et équipé d'instruments d'analyse à cet effet. Les dégâts sont estimés à 80 000 euros. Un coup de téléphone passé deux jours après à un journal de Salonique a revendiqué l'action au nom du *Front de Libération de la Terre* et indiqué où récupérer le communiqué. Ce dernier précisait que “Pioneer Hi-Bred Hellas”, filiale de la multinationale Dupont, est responsable de l'infection massive d'OGM à partir des 1.071.000 m^2 de culture de maïs transgénique à Drama et dans les autres régions de Thrace et de Macédoine.

Athènes : nouvelle action de solidarité avec les émeutiers français

Athènes, 13 novembre 2005 (greceinfo) - La contagion des incendies de voitures a dépassé les banlieues françaises pour toucher également Athènes. Deux halls d'expositions et de ventes de véhicules situés sur une grande avenue d'Athènes et comprenant une vingtaine de voitures, ont été incendiés dans la nuit de samedi à hier par des inconnus, selon une source policière.

Les inconnus ont lancé vers 23h20 des cocktails Molotov dans les deux halls, l'un comprenant des Citroën, l'autre des Mercedes, provoquant un violent incendie, a ajouté la même



source. Une vingtaine de pompiers assistés de six véhicules se sont rendus sur les lieux de l'attentat pour maîtriser l'incendie, intervenu quelques heures après une manifestation d'une centaine de jeunes qui ont manifesté devant l'ambassade de France à Athènes pour marquer leur solidarité avec ceux des banlieues françaises.

L'Institut français d'Athènes vandalisé par de jeunes anarchistes

Athènes, 11 novembre 2005

(AFP) - Une quarantaine de jeunes gens, qualifiés d'anarchistes par la police, ont brièvement attaqué vendredi matin l'Institut français d'Athènes, situé dans le centre-ville, une action liée aux troubles actuels dans les banlieues françaises.

Les assaillants, encagoulés et casqués, ont fait irruption dans la cour de l'Institut, brandissant des drapeaux rouge et noir, et ont brisé une trentaine de vitres par des jets de boulons et de pierres, a dit le directeur de l'établissement, Alain Fohr. Ils ont aussi maculé les murs de peinture rouge et noire et d'inscriptions proclamant «*qui sème des armées récolte la guerre civile, à Paris, Athènes, et partout*», jonchant la cour de tracts avec le même slogan, a-t-il précisé.

«*L'attaque, sans violences contre les personnes, a été très brève et était bien organisée*», a souligné le directeur. Les jeunes s'en sont aussi pris à l'Ecole Française d'Archéologie, à proximité, où ils ont brisé quelques vitres, a ajouté M. Fohr.

L'Institut français de Thessalonique attaqué en soutien aux révoltés des banlieues

Thessalonique, 10 novembre 2005 (infogrece) - Les casseurs des banlieues françaises ont trouvé un soutien inattendu auprès des «milieux anarchistes» de Thessalonique d'où proviendraient selon les premières estimations la quarantaine d'individus qui ont attaqué jeudi les bureaux de l'Institut français de Thessalonique, léoforos Stratou (avenue de l'armée).

Selon la police, 30 à 40 jeunes gens se sont rassemblés soudainement devant l'Institut français de Thessalonique et jeté des pierres brisant deux vitres du bâtiment. Les agresseurs portaient un panneau sur lequel était inscrit «*Le droit est du côté des révoltés*», allusion faites aux émeutes des banlieues en France ces derniers jours.



Athènes : Champ de bataille contre les fascistes

Athènes, 18 septembre 2005

(Infogrece) - La rencontre paneuropéenne de l'extrême droite à Athènes a débouché sur une bataille rangée avec les groupes de l'extrême gauche dans le centre-ville de la capitale grecque. Les MAT (CRS / police spéciale) ont dû recourir à un massif usage de lacrymogènes pour éviter aux deux groupes de se rencontrer physiquement. Des cocktails Molotov ont visé les bureaux des partis politiques et les commissariats de police.

Les groupes néo-fascistes et néonazi de la Grèce, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne et de la Roumanie, invités de l'organisation grecque Hrysi Avgi (l'Aurore) s'étaient donné rendez-vous pour ces premières rencontres baptisées pompeusement paneuropéennes, alors que la centaine des participants était surtout symbolique, ce qui ne les empêchait pas d'être turbulents.

Il était certain que la rencontre des nostalgiques de Hitler, Mussolini et autres Franco, allait provoquer une contre-manifestation, d'autant que la manifestation était organisée dans le quartier d'Exarheia, où Hrysi Avgi a son siège, mais qui est en même temps le QG de l'extrême gauche et des anarchistes de la capitale.

Bien que les deux manifestations se déroulent à quelques mètres de distance dans la rue Solomou, l'interposition des forces de l'ordre n'a pas permis la rencontre physique. Résultat : des bris de vitrines, des feux dans les poubelles, des molotovs contre les bureaux du parti socialiste (PASOK) rue Harilaou Trikoupi, et contre le commissariat de la rue Kalidromiou.

Un groupe anarchiste s'est réfugié à l'intérieur de l'Ecole Polytechnique pour bénéficier de l'asile des lieux d'où il a brûlé les drapeaux grecs et envoyé quelques molotovs en direction de la police. Tard dans la soirée, la situation est redevenue normale.

Plus calme, l'autre manifestation de protestation contre la tenue de l'extrême droite, organisée par le Forum social à la même heure place Omonoia, s'est dispersée sans problèmes majeurs.

Des anarchistes attaquent le quartier général de la police anti-émeute à Athènes

Communiqué :

« **Le 18 septembre 2005**, tôt le dimanche matin, des compagnons anarchistes ont attaqué le quartier général de la police anti-émeute grecque et des forces spéciales de la police (MAT-EKAM), dans la zone Goudi de la ville d'Athènes, prenant la police complètement par surprise. Une douzaine de molotovs ont été jetés à l'intérieur du camp, endommageant de nombreux camions et voitures anti-émeutes. À la suite de cette action, illes ont attaqué le poste de police de Zografou, causant à nouveau des dégâts aux véhicules de police.

Liberté pour G. Kalantzidis, P. Karasarinis et P. Aspiotis.

LA LUTTE CONTINUE

PS : la vidéo est publiée en réponse à la dissimulation complète de la vérité sur les faits par l'État et les mass-médias. »

Vous pouvez la télécharger là :

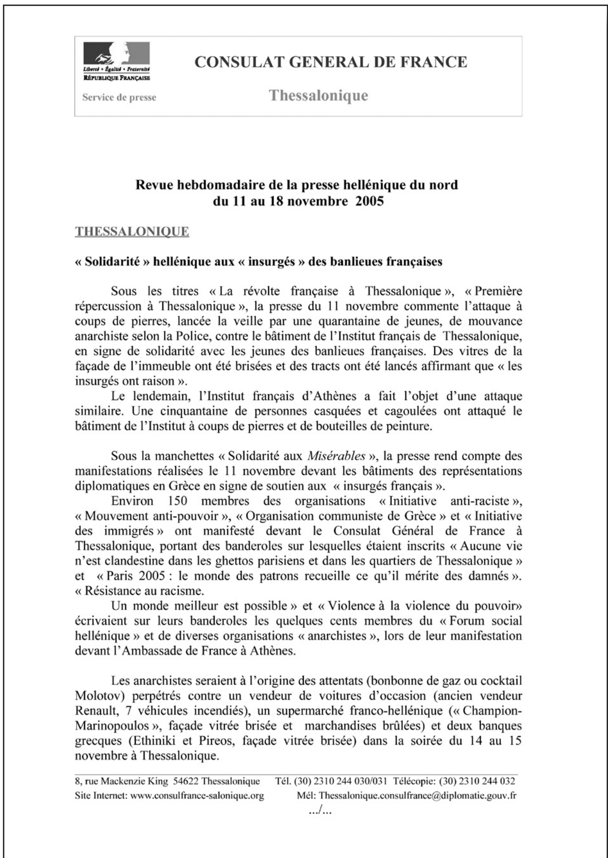
*Non compressée (66 MB)
http://www.megaupload.com/?d=8MMSFBLE
* Compressée (19 MB)
http://www.megaupload.com/?d=7M3PH9MA

Athènes, Thessalonique : fin de manif offensive

10 septembre 2005

(Indymedia) - Un bloc anarchiste fort d'environ 1000 personnes a pris part à une manifestation contre le gouvernement avec différents syndicats et partis de gauche. La manif s'est déroulée à Thessalonique, près du bâtiment où se tenait l'Exposition Economique Internationale Annuelle (Annual International Economic Exhibition) lors de laquelle le premier ministre grec a parlé dans son discours des nouvelles politiques de son gouvernement concernant l'emploi et ses plans anti-terroristes. Les anarchistes ont attendu la fin de la manif pour ne pas interférer avec les manifestant-e-s pacifiques et ont dès lors décidé de passer à des actions plus directes.

En conséquence de quoi (au même moment, dans les villes de Thessalonique et Athènes), illes se sont attaqué-e-s à de nombreuses banques et aux sièges du parti politique en place au gouvernement. La police a immédiatement riposté en tirant des gaz lacrymogènes et en chargeant les manifestant-e-s, menant à un féroce clash entre flics et anarchistes



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Service de presse

CONSULAT GENERAL DE FRANCE

Thessalonique

**Revue hebdomadaire de la presse hellénique du nord
du 11 au 18 novembre 2005**

THESSALONIQUE

« Solidarité » hellénique aux « insurgés » des banlieues françaises

Sous les titres « La révolte française à Thessalonique », « Première répercussion à Thessalonique », la presse du 11 novembre commente l'attaque à coups de pierres, lancée la veille par une quarantaine de jeunes, de mouvance anarchiste selon la Police, contre le bâtiment de l'Institut français de Thessalonique, en signe de solidarité avec les jeunes des banlieues françaises. Des vitres de la façade de l'immeuble ont été brisées et des tracts ont été lancés affirmant que « les insurgés ont raison ».

Le lendemain, l'Institut français d'Athènes a fait l'objet d'une attaque similaire. Une cinquantaine de personnes casquées et cagoulées ont attaqué le bâtiment de l'Institut à coups de pierres et de bouteilles de peinture.

Sous la manchettes « Solidarité aux *Misérables* », la presse rend compte des manifestations réalisées le 11 novembre devant les bâtiments des représentations diplomatiques en Grèce en signe de soutien aux « insurgés français ».

Environ 150 membres des organisations « Initiative anti-raciste », « Mouvement anti-pouvoir », « Organisation communiste de Grèce » et « Initiative des immigrés » ont manifesté devant le Consulat Général de France à Thessalonique, portant des banderoles sur lesquelles étaient inscrits « Aucune vie n'est clandestine dans les ghettos parisiens et dans les quartiers de Thessalonique » et « Paris 2005 : le monde des patrons recueille ce qu'il mérite des damnés ». « Résistance au racisme.

Un monde meilleur est possible » et « Violence à la violence du pouvoir» écrivaient sur leurs banderoles les quelques cents membres du « Forum social hellénique » et de diverses organisations « anarchistes », lors de leur manifestation devant l'Ambassade de France à Athènes.

Les anarchistes seraient à l'origine des attentats (bonbonne de gaz ou cocktail Molotov) perpétrés contre un vendeur de voitures d'occasion (ancien vendeur Renault, 7 véhicules incendiés), un supermarché franco-hellénique (« Champion-Marinopoulos », façade vitrée brisée et marchandises brûlées) et deux banques grecques (Ethiniki et Pireos, façade vitrée brisée) dans la soirée du 14 au 15 novembre à Thessalonique.

8, rue Mackenzie King 54622 Thessalonique Tél. (30) 2310 244 030/031 Télécopie: (30) 2310 244 032
Site Internet: www.consulfrance-salonique.org Mél: Thessalonique.consulfrance@diplomatie.gouv.fr
.../...

(rejoint-e-s par d'autres manifestant-e-s) qui a duré presque toute la nuit.

Athènes, occupation de l'Institut Cervantes

Communiqué :

« **Athènes, 12 juillet 2005**

La criminalisation de toute activité anarchiste au nom de l' «anti»-terrorisme a envoyé en mai dernier des dizaines de compagnons dans les cellules de la «Démocratie» italienne.

Un mois après, la répression a frappé ceux qui ont exprimé leur solidarité avec les gens qui résistent. Le 25 juin à Barcelone, la manifestation en solidarité avec les anarchistes italiens s'est terminée avant même de commencer avec un grand nombre de blessés, 7 arrêtés et la détention du compagnon italien Alberto.

Nous occupons actuellement l'institut «Cervantes» à Athènes comme une démonstration minimale de solidarité avec tous les arrêtés du 25 juin à Barcelone et les anarchistes emprisonnés et perquisitionnés en Italie, et en même temps pour réclamer la libération immédiate du compagnon italien Alberto Maria Bettini, en prison préventive, et de Francesco Gioia, en prison dans l'Etat espagnol depuis plus longtemps...

Nous dénonçons la détention préventive et les mesures de contrôle et de restriction contre les personnes qui se solidarisent avec les compagnons incarcérés en Italie, en Espagne et dans n'importe quelle partie du monde.

Tant qu'il n'y aura ne serait-ce qu'un seul prisonnier, personne ne sera libre !!!

Des anarchistes
de l'Institut «Cervantes» occupé »

Athènes, attaque contre un FIAT

Athènes, 26 juin 2005

(journal grec Eleytheortipia) - Vers les deux heures du matin dimanche (26 juin), des inconnus ont placé des engins explosifs à gaz sous une voiture FIAT exposée rue Messogin, provoquant de légers dégâts. Un inconnu a revendiqué cette action et l'attaque incendiaire contre le magasin «Benetton» qui a eu lieu lundi vers 3h30, par un coup de téléphone au journal "Eleytherotopia".

Sans se revendiquer d'aucune organisation, l'inconnu a déclaré : « *Les attaques contre la FIAT rue Messogin et Benetton à Nea Smirni doivent être comprises comme une démonstration concrète de solidarité avec les anarchistes italiens persécutés par l'Etat italien. On se rappellera.* »

Liberté pour Giorgos Kalaitzidis, Petros Karasarinis, Panagiotis Aspiotis

«*Je suis fier d'être anarchiste. Tous ces derniers jours de notre aventure, j'ai senti de mille manières la grandeur de la solidarité des compagnons. [...] Cette solidarité, les porcs du pouvoir (flics, juges, journalistes) ne la sentiront jamais [...] !*»

Giorgos Kalaitzidis
Cellule 62, Bâtiment A,
prison de Koridallos

Six mois sont désormais passés depuis que les prétoriens de l'Etat grec ont arrêté et incarcéré trois compagnons anarchistes (Giorgos Kalaitzidis, Petros Karasarinis, Panagiotis Aspiotis). Tous trois sont accusés —sur la base de la loi "anti" terroriste 187— d'appartenance à une «association subversive» et, entre autres, sont tenus responsables par l'accusation de plus de 200 attaques au cocktail molotov lancées ces dix dernières années à Athènes !

Le 7 juillet 2005, alors que Giorgos, accompagné par Petros, allait jeter dans les poubelles des sachets contenant des morceaux de boucliers de CRS, ils ont été tous deux arrêtés. Le matériel des porcs en uniforme (boucliers, masques à gaz, casque) avaient été expropriés lors d'attaques dans le centre d'Athènes. A leur domicile, les flics ont retrouvé du «matériel intéressant» et les chacals des médias ont hurlé leur joie pour «l'arrestation de terroristes». Quelques jours après, Panagiotis (anarchiste ami des deux premiers) est arrêté à son tour parce propriétaire d'un compte bancaire qui serait utilisé pour l'«association subversive».

Tous trois ont été emprisonnés et dispersés dans trois lagers différents de la mère patrie de la démocratie occidentale (Giorgos à Athènes dans la prison de Koridallos, Petros à Nafplio et Panagiotis dans la ville d'Amfissa).

Petros et Panagiotis nient toutes les accusations, tandis que Giorgos a déclaré que son acte a été accompli comme solidarité avec les compagnons qui ont accompli les attaques contre les escadrons de CRS. L'acharnement des flics et du procureur contre lui est dû à son ferme refus de collaborer et de devenir une balance.

La solidarité avec eux s'est manifestée en différents endroits et de manières diverses par des manifestations, des rassemblements, des distributions de tracts et collages d'affiches, ainsi que des actions directes contre les structures et symboles de l'Etat et du capital.

Le 27 décembre 2005, la commission des serviteurs de la démocratie "anti" terroriste a refusé leur libération, prolongeant pour six autres mois leur incarcération préventive. Depuis le 28 décembre, Panagiotis refuse de manger et de boire, dénonçant les horribles conditions qui règnent dans la prison d'Amfissa et demandant par cet acte extrême son transfert dans la prison de Koridallos afin de pouvoir communiquer avec ses proches et ses avocats. Le lendemain, il a été transféré d'urgence, d'abord à l'hôpital pénitentiaire de Koridallos puis à l'hôpital (civil) de Nicaia à Athènes. Depuis quelques jours, il continue uniquement la grève de la faim tandis que sa santé est en danger.

La solidarité est notre arme !
Liberté pour Giorgos, Petros et Panagiotis !
Liberté pour tous !
Feu aux prisons !

Individualités anarchistes
Athènes centre, Grèce
janvier 2006

• Depuis hier, 10 janvier 2006, Panagiotis Aspiotis a interrompu sa grève de la faim. La commission du ministère de la Justice a en fait entendu ses demandes en autorisant son transfert dans la prison athénienne de Koridallos.

Liberté pour les trois compagnons anarchistes !
Liberté pour tous !

Individualités anarchistes
Athènes centre, Grèce
11 janvier 2006



La loi «anti-terroriste» n°187 dans toutes ses conséquences

Suite à notre arrestation le mercredi 7 juillet, certains gros médias ont entamé une campagne de désinformation, faisant usage de plusieurs tactiques tels que des ébauches de «scénarios» et des étalages de prétendues «informations fiables», dont le menu principal se composait de planques, d'armes à feu, de braquages, de «nouvelle génération de terroristes» etc. De célèbres porte-paroles du Quartier Général de la Police d'Athènes, de sales "flics journalistes" et des rédacteurs en chef ont tenté de cette manière de créer un climat explosif dirigé contre nous. Ceci, bien sûr, n'est pas une première. Nous avons observé ce schéma lors de dizaine d'arrestations de compagnons anarchistes. Tout comme ne sont pas nouvelles ni nos gardes à vue dans les commissariats comprenant les "pressions" si prévisibles et une durée de détention dépassant la limite légale (une semaine cette fois-ci), ni l' "enquête" dans ma maison à partir de laquelle la "preuve" policière fut découverte d'une façon complètement arbitraire, des "preuves" falsifiées qui atteignent les limites de la science-fiction.

Ce qui fut vraiment nouveau a été la transformation et l' "amélioration" des actes d'accusation par les autorités judiciaires : les infractions dont nous étions accusés par la police sont devenues des délits capitaux aux yeux du procureur. Puis ces délits capitaux ont été "grossis" à l'aide de la loi "antiterroriste" n°187 par la cour. Nous nous sommes ainsi retrouvés avec la moitié du Code Pénal sur le dos et éparpillés suite à des procédures expéditives dans trois différentes prisons en attendant notre procès.

Mon choix d'aider à la prise d'équipement policier, né des actions des compagnons anarchistes, est une chose qui a provoqué la rage des autorités. Aussi les grands médias, les juges et la police tentent en totale symbiose d'attaquer une nouvelle fois l'espace anarchiste-antiautoritaire, avec pour objectif clair de le criminaliser.

Ils essaient de lancer une nouvelle chasse aux sorcières en utilisant leur "arsenal législatif" (la fameuse loi anti-terroriste) élargi. En Italie et en Espagne, des individus et des espaces politiques sont déjà poursuivis et criminalisés selon des tactiques similaires. En renforçant la nouvelle loi anti-terroriste, ils tentent d'exterminer toute voix résistante, particulièrement si elle vient de la fraction anarchiste-antiautoritaire qui est maintenant depuis des années sur la ligne de front contre les préceptes de l'Autorité. C'est pourquoi ils ont commencé immédiatement après notre arrestation une surveillance "discrète" de plus de camarades, des suspects théoriques pour les cerveaux malades des cadres policiers et judiciaires.

D'ailleurs, d'autres événements s'étaient déjà déroulés avant notre arrestation : les coups de feux des policiers qui ont sérieusement blessé un camarade à la jambe à l'Ecole Polytechnique d'Athènes (1), le pogrom et les arrestations massives dans le quartier d'Exarhia —même à l'intérieur des cafétérias— les attaques des brutes fascistes contre les espaces politiques et les camarades poignardés (2), la présence policière généralisée au centre-ville d'Athènes.

Maintenant arrivent les attaques contre les espaces et les pratiques politiques, jusqu'à la criminalisation des relations amicales ou politiques, avec pour fer de lance la loi antiterroriste. Nous en sommes les premières victimes, mais ne resterons certainement pas les seules si cette tornade répressive continue sans recevoir de réponses.

L'espace anarchiste a démontré dans le passé qu'il a la capacité, lorsqu'il est brutalement et systématiquement attaqué, de s'unir et de résister dans la dignité contre toute sorte de projet de l'Etat. Mais en plus de cela, si la solidarité parvient à opposer une réponse adéquate aux agressions des mécanismes autoritaires cette fois-ci, je dois faire la déclaration suivante :

Je suis fier d'être un anarchiste.

Pendant tous ces jours de lutte j'ai ressenti la grandeur de la solidarité et de la camaraderie de mille et unes manières différentes.

Les regards et les voix des camarades anarchistes sont imprimés en moi, et ils m'ont permis de mépriser à la fois notre présence dans l'enfer du Quartier Général de la Police d'Athènes et son immixtion dans la loi-antiterroriste, comprenant des accusations lourdes et notre emprisonnement.

Un telle solidarité ne sera jamais ressentie par les porcs autoritaires (flics, juges, journalistes).

Aucune loi anti-terroriste, aucune arrestation, aucune incarcération, aucune extermination n'arrêtera jamais notre lutte partout et par tous les moyens.

La lutte continue, dans les rues, les amphithéâtres, sur les barricades, dans les prisons.

La lutte s'adapte aux circonstances et évolue partout et à toutes les époques.

Solidarité avec les compagnons espagnols et italiens.

Là-bas, la même chose a eu lieu, les gros médias, la police et les juges ont parlé.

Maintenant, c'est au tour du mouvement de solidarité de parler.

Salutations déterminées à tous les camarades.

Giorgos Kalaitzidis
Cellule 62, division A, prison de Koridallos,
13 août 2005

NdT :
(1) Le 1er mai 2005, un livre est présenté par deux ex-ministres PS à l'Ecole Polytechnique d'Athènes devant un parterre de journaleux et intellos. Au moment où les flics en civil, interdits des lieux en raison de l'asile universitaire, s'aperçoivent de la présence des anarchistes, ils tentent de quitter les lieux. L'un d'eux, attaqué par des compagnons, sort son flingue et tire, blessant au pied un anarchiste. Il est chassé de Polytechnique tandis que les anti-émeutes (MAT) encerclent la fac. A leurs tirs de lacrymogènes répondent des pierres et des feux de poubelles. Tout le beau monde est séquestré et l'université occupée, tant que les MAT ne dégagent pas, que le nom du flic et un communiqué dénonçant son attaque armée ne sont pas publiés. Tout ceci fait après plusieurs heures, les anarchistes sortent sans arrestation en manifestation sauvage jusque dans le quartier d'Exarchia.
(2) Le 19 avril 2005, le squat de Lelas Karayianni à Athènes fait face à l'attaque d'un groupe de fascistes lors d'une projection organisée pour les 17 ans du lieu. Les fafs sont repoussés et, au cours des bagarres qui suivent à l'extérieur du squat, deux compagnons sont blessés.

Voir une la brève chronologie d'actions anarchistes à Athènes d'avril/mai 2005 dans *Vidange* n°1, sept. 2005, p.55

Quelques actions de solidarité

***Milan (Italie)**
Distribution de tracts devant le consulat général allemand le 2 mai.

***Nijmegen (Pays-Bas)**
Dans la nuit du 3 au 4 mai, le *Comité contre toutes les frontières* a peint différents slogans contre les murs des bureaux de la Police des Frontière, contre la répression d'Etat et les politiques néo-libérales. L'action a été dédicacée aux 4 de Aachen.

***Amsterdam (Pays-Bas)**
Pour protester contre les conditions inhumaines dont souffrent les 4 de Aachen, un groupe d'anarchistes de plusieurs pays ont manifesté devant le consulat allemand.

***Gand (Belgique)**
« *Haine, haine, haine contre la justice et l'Etat, Solidarité avec les 4 de Aachen!, Longue vie à l'anarchie!*
Depuis le milieu de cette nuit (3/4 mai), ces slogans décorent la barrière du chantier du nouveau palais de justice de Gand. Quelques vitres flambant neuves ont aussi reçu leur part. Nous avons fait ceci pour exprimer notre rage contre le symbole de la machine répressive, l'Etat. Et parce nous sommes solidaires avec nos camarades emprisonnés qui sont obligé de participer au spectacle appelé justice. Tant qu'ils ne seront pas libérés, nous continuerons à combattre ! Vive l'anarchie !?
Des créatures de la nuit, 4 mai 2005».

A Gand également, la Deutsche Bank est recouverte de slogans en solidarité avec les 4 de Aachen et les compagnons de Magdeburg.

***Bruxelles (Belgique)**
Des anarchistes manifestent devant l'ambassade, rejoints par trois membres du Secours Rouge.

***Anvers (Belgique)**
«A bas le capital, a bas l'Etat !
Le 4 mai, nous avons saboté plusieurs distributeurs automatiques de billets dans la ville d'Anvers. Nous l'avons fait parce que nous refusons de tolérer plus avant la domination du commerce et du capital contre nos vies. Comme l'économie continue de nous voler notre temps et espace, nous devons agir pour arrêter la destruction et la soumission de nos rêves et désirs à la froide logique du profit, des statistiques et des horaires. On ne peut humaniser l'économie, on ne peut la rendre «sociale», on ne peut attendre des riches qu'ils pensent aux conséquences qu'ils entraînent dans la vie de chacun. Comprendre cela ne veut pas dire qu'il faille être un expert : on peut voir et sentir la misère provoquée par le capitalisme tous les jours. Ainsi, nous n'avons d'autre choix que d'attaquer l'économie - partout où nous le pouvons, chaque fois que nous le pouvons.
Groupe de solidarité du 4 Mai»

*** Berlin (Allemagne)**
Aujourd'hui après-midi 1er mai, nous avons été devant la prison berlinoise «Moabit» en solidarité avec les prisonniers. Nous y avons lu une lettre de

Sur le procès des «4 de Aachen»

C'est le 23 mars 2005 que s'est ouvert le procès de José, Gabriel, Begoña et Bart, à Aix-la-Chapelle (Aachen), en Allemagne. Rappelons que de lourds chefs d'inculpation pèsent sur ces quatre compagnons, relatifs à une course poursuite et fusillade avec la police, survenues le 28 juin 2004, ainsi qu'à divers braquages et tentatives de braquages de banques commis sur le territoire allemand.

L'empreinte du sécuritaire a fortement caractérisé cette ouverture de procès, les sympathisants étant méticuleusement inspectés, photographiés, filmés, leurs papiers d'identité photocopiés par des civils venus en masse prêter main-forte à leurs collègues en complet vert. Une cinquantaine de personnes s'est néanmoins déplacée pour contrecarrer ce déploiement sécuritaire et affirmer sa solidarité avec les inculpés.

D'après les sympathisant-e-s qui se sont rendu-e-s au procès, une ambiance pesante règne au tribunal. Non que le déploiement policier ne se comporte de façon spécialement musclée — un petit rassemblement avec banderole a eu lieu devant le tribunal dès la première audience, tout le monde a pu entrer, pas de provocations gratuites, etc. —, mais le nombre démesuré de civils et de caméras, l'absence de réaction de la cour lorsque les sympathisant-e-s applaudissent les accusés et se rassoient à l'arrivée de celle-ci, ou lorsque ces mêmes sympathisants crient des slogans hostiles à l'isolement et à la torture, font que ces mêmes juges et flics en prennent bonne note et que le verdict n'en sera pas moins terrible.

A PROPOS DE VILAINES RÉFLEXIONS ENTENDUES ÇA ET LÀ...

Il est à noter que, d'après les compagnons allemands, ce procès n'a aucun retentissement dans les milieux antagonistes outre-Rhin. Le soutien envers des compagnons ayant tenté *coûte que coûte* d'échapper, au moins pour deux d'entre eux, à un retour vers les cages espagnoles de sinistre renommée, brisant par là même les limites de la contestation habituelle ou de la confrontation classique avec la police, semble beaucoup moins évident lorsque l'on s'éloigne des luttes antifascistes plus populaires et plus faciles à défendre publiquement.

Ce n'est pas la première fois que des condamnations dépassent dans leur unanimité les cercles médiatiques ou autres bien-pensants. Et c'est jusque dans les milieux libertaires, par un silence assourdissant ou des prises de distance lapidaires, que l'on balaye le problème de la solidarité avec des camarades dès lors que celle-ci semble problématique. Dès lors, se réfugier derrière des considérations éthiques, peu importe si elles sont calquées sur celles de nos ennemis les plus clairement identifie ne pose plus guère de problèmes.

Sur le fait d'être armé et de tenter d'échapper à un contrôle de police, on peut simplement rappeler que le risque d'être capturé, de passer de longues années dans les geôles aseptisées allemandes et/ou de subir la torture nettement moins blanche dans les taules espagnoles, ne laisse pas énormément de choix. D'autant moins quand on vit en clandestinité. José et Gabriel ont fugué des prisons transpyrénéennes, où ils ont enduré des décennies de tortures et d'isolement. Les Etats-Unis d'Europe deviennent chaque jour une machine à extradition mieux rodée ; de là, le choix entre fuite ou la reddition, c'est à dire entre la survie ou la mort, est vite fait. Personne n'osera critiquer le fait de ne pas rentrer de permission. Cette démarche a néanmoins un corollaire : devenir clandestin et devoir se préparer à un accrochage tôt ou tard avec les dispositifs de contrôle.

Sur le fait de braquer des banques, on peut dire qu'une bonne dose de convictions ne nous épargne pas davantage de vivre dans un monde où, à moins de vivre en autarcie au milieu de nulle part et donc de renoncer à lutter, on ne peut faire abstraction de l'argent. Ceux et celles qui en douteraient n'ont qu'à lire ce qu'en dit un des concernés (1). On peut également dire qu'il n'est pas moins justifié de piller les coffres d'institutions se nourrissant de la misère humaine aujourd'hui, qu'il y a cent ans. Mais ce serait tomber bien bas que d'argumenter sur ce terrain-là. La mythification des illégalistes d'hier n'aurait-elle, pour certains, pas d'autre rôle que de mieux nier la nécessité de l'illégalisme aujourd'hui ?

Sur la prise d'otage au cours de l'altercation, argument maître des thuriféraires de la contestation bien quadrillée, nous voulons signaler :
— Que la chute dans les mailles du filet sécuritaire ordinaire impose d'agir vite, et que l'on n'est pas plus maître de ses choix dans ce cas particulier que l'on est plus généralement libre de ne jamais se faire contrôler
— Que nul ne peut affirmer qu'il/elle sacrifierait sa liberté plutôt que de faire courir un risque à soi ou à d'autres.
— Que c'est une situation déterminée par l'ensemble de l'appareil répressif (police-justice-prison), qui est lui un authentique preneur d'otage, qui impose de vivre en clandestinité, de risquer quotidiennement la perpète, et donc de se faire la malle à tout prix en cas de rencontre avec la police. Et de faire dans le feu de l'action des choix qui ne sont ni souhaitables ni souhaités (c'est ce qu'en disent eux-mêmes les accusés...).

Il en va aussi bien pour un clandestin que pour quelqu'un qui l'accompagne, la solidarité étant un délit pénalement de plus en plus grave.
— Que la lutte contre les millions de prises d'otages réalisées par les Etats fait l'objet de moins de prises de position rigoureuses dans les doux fauteuils des salons que de calomnies qui sont prononcées à l'encontre des compagnons.
— Que nous sommes fatigués de répéter incessamment ce genre de chose à des anarchistes qui, esclaves du travail salarié, condamnent avant les tribunaux les compagnons au nom de principes vite oubliés quand il est question de leur propre participation à la puissance de l'Etat. Qu'au final, c'est bien plus le risque de les renvoyer à leurs misérables existences qui conditionne les positions de certaines franges du mouvement, que celui encouru par des passant-e-s ou des otages dans la situation qui nous intéresse.

Bref, des anarchistes qui auraient de bonnes raisons de se faire les détracteurs de ces quatre compagnons doivent commencer par tenir un discours différent de celui lu dans les quotidiens. Et alors nous en discuterons. En attendant, seule la baffe saurait matérialiser une réponse honnête et cohérente.
Enfin, nous signalerons qu'il est déjà en soi douteux de se référer à des chefs d'inculpation formulés par le bras judiciaire de l'Etat pour se forger une opinion flétrissant les "quatre de Aachen". Si nous ne soutenions pas Bart, Gabriel et José (2) parce qu'ils auraient réalisé une «prise d'otage», autant ne pas soutenir les dizaines de compagnons italiens accusés d'avoir commis des «attentats qui auraient pu occasionner des victimes», autant condamner les agissements des grévistes accusés de... séquestrations ! Au final, autant ne soutenir que les innocents...



Tirer à balle réelle n'interdit pas plus de lutter pour un monde sans arme que séquestrer n'empêche de se battre pour une société sans enfermement. Nous n'avons jamais choisi de vivre dans une société qui impose à beaucoup de se cacher et/ou de s'armer pour survivre, indépendamment du goût que nous pouvons avoir pour la clandestinité ou les armes. Se contenter de manifester le long des parcours balisés, par contre, ne peut que contribuer à perpétuer un monde régi par l'utilisation de la force et de la réclusion.

A PROPOS DU PROCÈS

Au 6 juillet, déjà 15 journées d'audience s'étaient tenues. Comme signalé plus haut, plusieurs dizaines de sympathisant-e-s se sont déplacé-e-s pour les premières journées, ce qui a naturellement plu aux inculpé-e-s. Ils/elles ont été accueilli-e-s par un «*A las barricadas*» entonné en cœur, qui a plongé la salle d'audience dans une ambiance surréelle. José et Gabriel comparaissent entravés aux pieds. De plus, lors de leurs déplacements de la prison au tribunal, on leur bande les yeux, on leur bouche les oreilles en plus de les attacher intégralement. L'avocat de Gabriel a dès le début protesté contre ce traitement mais, bien entendu, ce n'est pas du ressort du juge. Ces exigences ont été reformulées à plusieurs reprises par les avocats, et appuyées par les sympathisants de diverses manières. Le 1er avril, par exemple, cinquième jour d'audience, des banderoles affichant «*la torture est une réalité*» et «*Stop Tortura!*» (en référence au régime FIES) ont été déployées dans la salle d'audience. Le 20 avril, huitième jour de procès, sept personnes se sont déshabillées à l'arrivée des bouffons en toge, au cri de «*l'isolement c'est la mort*». Sur leurs corps était inscrit «*Votre justice se nourrit de chair humaine*». Cette «action bien organisée», comme l'a déclaré le procureur Geimer qui n'a jamais vécu une telle expérience en 20 ans de bons et loyaux services, a valu quelques jours de détention à l'un de ses protagonistes.

Le public n'a pas été le seul à protester contre le traitement infligé aux deux Espagnols. Ceux-ci ont exprimé tout seul leur dégoût, en criant également des slogans hostiles à l'isolement et à la torture démocratiquement correcte, en insultant le juge ou, pour Gabriel, en comparaissant à partir du quatrième jour uniquement vêtu d'un caleçon, afin de protester contre les fouilles intégrales systématiques.

L'accusation tente à tout prix d'imputer à José et Begoña un braquage de banque survenu dix jours avant l'arrestation à Karlsruhe. La politique de victimisation n'a pas autant le vent en poupe qu'en France. Outre-Rhin également, on tente de transformer des expériences peu plaisantes en véritables traumatismes, à grand renfort de cellules d'aide psychologique. Malheureusement, seuls les flics ayant participé à la fusillade ont eu besoin de ce genre de soutien, ce qui prête à sourire. La plupart des victimes désignées,

Gabriel et un texte de nous.
abc berlin

*** Brighton (Angleterre)**
«Nous avons trashé le bureau de probation de Brighton (Brighton Probation Service) et la banque Barclays mercredi nuit, le 4 mai 2005. Ajoutant notre rébellion au feu qui se répand partout en Europe, nous demandons la libération immédiate des 4 de Aachen, et insistons sur le fait qu'ils ne sont pas obligés de retourner dans les cellules de torture de l'Etat espagnol, ou de tout autre Etat.
Feu aux juges, à la police, aux prisons et aux politiciens. Detruisons le capitalisme et l'Autorité.
Quelques anarchistes de Brighton»

*** Aachen (Allemagne)**
Le roi Juan II d'Espagne est venu à Aachen, invité de la cérémonie du prestigieux prix Charlemagne («Karlspreis»). Malgré une présence policière énorme et la surveillances des compagnons anarchistes d'Aachen, ces derniers ont réussi à dérouler une banderole, à differ des tracts et à faire un peu de théâtre de rue dénonçant les brutalités, la torture et l'assassinat dans les modules FIES en Espagne.

*Le 1er mai à **Montevideo** (Uruguay) des tracts sur la situation des 4 de Aachen ont été distribués. Le 16 mai, à **Buenos Aires** (Argentine), lors d'un rassemblement devant l'ambassade d'Allemagne, des tracts ont été diffés, des tags ont refait sa façade et des pétards ont atteri dans son hall.

*** Oregon (Etats-Unis)**
Des informations sur les 4 de Aachen ont été diffusées le 1er mai.

*** Paris (France)**
« Le concessionnaire BMW de la rue Bobillot à Paris dormait lorsque de petites mains chaleureuses ont incendié la grande porte vitrée dans la nuit du 9 au 10 mai 2005. Solidarité avec les compagnons jugés actuellement à Aachen (Allemagne). Liberté pour tous les prisonniers»

*** Galice (Espagne)**
Autour du 20 novembre 2005, diverses actions ont eu lieu dans cette province espagnole. A Santiago de Compostelle, 10 banques, 5 distributeurs et un commissariat de la police nationale ont eu leur serrure bouchée avec du silicone. A La Corogne, la Deutsche Bank a subi le même sort avec de la soudure à froid tandis qu'à Lugo ce sont plusieurs banques de la calle Progreso qui ont été visées. Enfin, à Ferrol, 6 banques et distributeurs ont été scellées, en plus de la Deutsche Bank et de cabines téléphoniques. Dans toutes les villes, un texte de solidarité avec les 4 de Aachen a été laissé sur place.

*** Anvers (Belgique)**
«25 décembre 2005, Anvers : 11 distributeurs de billets, 6 autres guichets automatiques et un bureau de banque ont été bloqués avec de la colle. Liberté pour les 4 de Aachen ! La rébellion est contagieuse !»

notamment les trois employés de la banque de Karlsruhe ont désespéré la cour en répondant «non» lorsque celle-ci s'inquiétait d'effets post-traumatiques consécutifs à l'événement. Pas de conséquences sur l'état de santé, pas de traitement, pas de thérapie ... rien à se mettre sous la dent ! Une vraie misère qui va à l'opposé de ce qui doit être entendu.

Le procès va se poursuivre jusqu'en août. Etant donné qu'il traîne en longueur, c'est maintenant une vingtaine de policiers en civils qui scrutent les dix personnes qui se sont présentées à l'audience lors des dernières journées. La présence lors des journées d'audience reste nécessaire.

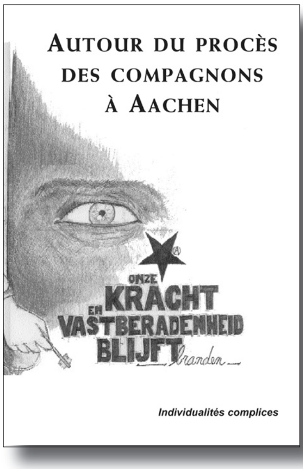


Un site de solidarité avec les *Quatre de Aachen* a été ouvert. Vous y trouverez dans la rubrique "Archives" de nombreux textes, pour la plupart traduits en français, écrits par les inculpés, ainsi que des compte rendus assez détaillés des journées d'audience.

Adresse : http://escapeintorebellion.info

1. " L'expropriation est nécessaire ", extrait de *Diario e ideario de un delinquente - Consideraciones innecesarias para la revuelta anarquica*, écrit par Gabriel Pombo Da Silva, à la prison de Aachen. Reproduit partiellement dans la brochure «Autour du procès des compagnons de Aachen», avril 2005, 52 p.
2. Begoña a été arrêtée avant que ne débute la course poursuite, la fusillade et la prise d'otage, et n'est donc pas inculpée pour cela. Elle a comparu libre après quelques mois de détention préventive.

[Extrait de *Vidange* n°1, septembre 2005, pp. 52-54]



«Ce n'est ainsi pas par seul goût du renversement que nous affirmons que si nos compagnons sont anarchistes *et donc* criminels, c'est parce que leur seule «culpabilité» est de ne respecter d'autres règles que celles qu'ils se sont fixés, c'est d'avoir osé lutter et affronter un monde où la réciprocité et la liberté doivent s'arracher malgré et contre tous les valets organisés qui défendent ce système de domination et d'oppression. Car, pour notre part, nous ne reconnaissons ni «coupables» ni «innocents» et laissons bien volontiers ces catégories aux charognes en toge et à leurs souteneurs. Et nous ne cacherons pas non plus que nous sommes complices de ces compagnons. Complices dans leur rage qui s'arme d'abord de courage et de volonté, complices aussi dans leur désir d'une vie qui se passe de frontières, qui franchit jusque les plus hauts murs des prisons et qui tente de s'en donner les moyens.»

Autour des compagnons d'Aachen,
par Individualités complices, avril 2005, 52 p.

• **Le 2 septembre 2005**, s'est terminé le procès des «quatre de Aachen». De nombreuses personnes sont venues exprimer leur solidarité avec les inculpéEs. Devant le tribunal, une banderole a été déployée, sur laquelle on pouvait lire : «*Solidarité avec tous/tes les prisonnierEs en lutte*».

La salle était pleine de compagnonNEs qui, à l'énoncé du verdict par le juge, sont montéEs sur les bancs, ont montré des tee-shirts formant la phrase « *Viva la Anarquia!* », et ont chanté des chants anarchistes espagnols, repris par les prisonniers. La salle a été évacuée par les forces de police, mais sans arrestations. A la réouverture de scéance, elle a de nouveau été remplie par d'autres compagnonNEs. Trois des inculpéEs, José Fernandez Delgado, Gabriel et Begoña Pombo da Silva, ont quitté la salle avant l'énoncé du verdict pour protester contre cette farce judiciaire.

Finalement, José a été déclaré coupable du braquage de Karlsruhe sur identification de l'un de ses lobes d'oreille et, avec Gabriel, de vol de voiture et de prise d'otages. En revanche, la tentative d'homicide sur les flics n'a pas été retenue, vu que les balles ont fini dans les pneus avant de la caisse des pandores. José a pris 14 ans et gabriel 13.

Bart de Geeter a été dégagé de toute participation active aux faits relatifs à la fuite, mais accusé de complicité. Il a été condamné à trois ans et demi.

Begoña, accusée de résistance aux flics, a pris 10 mois avec sursis avec une mise à l'épreuve de trois ans. Les quatre ont fait appel de leurs condamnations.

Le soir même, une petite manifestation sauvage et bruyante a lieu devant la prison de Aachen. Les prisonniers ont répondu aux pétards et aux slogans contre toutes les prisons.

Actuellement, Gabriel reste incarcéré à Aix-la-Chapelle et Bart à Düsseldorf. Quant à José, après avoir été transféré à Cologne où il a mené une grève de la faim d'une quinzaine de jours contre sa mise à l'isolement total, il est à présent à Bochum. Ses conditions de détention ont été peu à peu allégées : les parloirs sont sans hygiaphone, il a récupéré ses affaires personnelles, a de quoi lire, reçoit le courrier. Pour écrire aux trois détenus, il faut toujours passer par le bureau du juge, l'adresse reste donc la même :

Nom du prisonnier
AZ : 52 KS 22-04
Landgericht Aachen Postfach
52 034 Aachen

Le soutien financier reste également nécessaire, pour les mandats et les avocats. Un compte a été ouvert par l'Anarchist Black Cross de Gand :
001-3364945-91
IBAN : BE23 001336494591
BIC : GEBABEEBB

Tout est à eux, rien n'est à nous !

L'usine, l'air pollué, le petit chef taré et le petit chef intelligent, la police, les mouroirs à vieux, le pauvre qui implose de faim au Sud et le pauvre qui explose de mauvaise graisse au Nord,

Lula, l'école, le chômage, les 35 heures et la flexibilité, l'État, la prison pour les pauvres méchants, le tourisme industriel pour les pauvres gentils et le trekking alternatif pour les pauvres branchés, la crèche à 4 mois pour que papa et maman retournent plus vite au flux tendu, la valeur d'échange ET la valeur d'usage,

la télé assommoir définitif et absolu, la Société métabolisme du Capital, Chavez, le petit deux pièces moisi qui te saigne 15 ans, le service public où des pauvres se prenant pour plus riches encadrent les pauvres se prenant pour des clients, le cadre de gauche,

la communication en boîte et la solitude de tous, le bureau, le petit macho qui joue au patron chez lui pour oublier l'humiliation de sa vie au travail, le syndicat qui négocie le prix de ta vie, les profits qui n'en finissent plus de gonfler et leur taux qui n'en finit plus de tendre à baisser,

l'autogestion de la merde qui nous sert de monde, les partis contremaîtres du Capital, la vedette heureuse qui te chie tous les soirs dans le poste, la vedette malheureuse qui te pleure tous les soirs dans le poste, le sous-commandant Marcos,

l'armée, l'atelier, l'autre monde possible grâce à l'État redevenu fréquentable, la banlieue délabrée, la famille nucléaire, le bébé pour oublier ou perpétuer tout ça, les cours d'eau pourris, le pauvre qui n'a plus que Dieu pour le protéger du capital contre le pauvre qui croit maîtriser sa vie en votant,

l'épouvantail Le Pen et l'icône Bové,

la société que l'on produit et qui se dresse tous les jours face à nous, contre nous,

changer la vie et changer d'avis, le travail, la retraite, la petite voiture en plastique payée une fortune pour aller bosser,

la propriété privée, Che Guevara et Ben Laden, le nationalisme, la fierté du travailleur, l'argent et le troc, la nostalgie qui t'invente un passé serein et te bride la tête, la modernité qui t'asphyxie l'intelligence...

Tout cela serait à NOUS ?

QU'ILS GARDENT TOUT!

TOUT EST Â EUX, RIEN N'EST À NOUS!!!

Et si un jour on arrive à exproprier tout ça, ce ne sera certainement pas pour l'organiser autrement !

Tout a été essayé, rêvé, commencé : l'État ouvrier, dégénéré ou pas, la République des conseils, le président syndicaliste, l'État gendarme du poulailler libre, l'autogestion ici ou partout... Tout est à eux !

Il va nous falloir de l'imagination, camarades !

Pépé

[Extrait de *Meeting* n°2, revue internationale pour la communisation, septembre 2005, p.3]



Toulouse, 22 janvier



Caen, 26 janvier

« Tiens t'es radié ! »

Novembre : incendies (ou tentatives) des ANPE Paris-Jaurès, Dijon-Corroyeurs, Brie-Comte-Robert (Seine-et-Marne), Perpignan-Kennedy, Pau-Université, Cenon (Gironde)
12 novembre : incendie de l'ANPE Lille-Hellemmes
27 novembre : incendie de l'ANPE Rennes-sud
2 janvier : incendie de l'ANPE Limoges-Ventadour
17 janvier : incendie de l'ASSEDIC Lens. Un tag trouvé sur place précise «*Tiens t'es radié*».
22 janvier : incendie de l'ANPE Toulouse-Lespinet
24 janvier : incendie de l'ANPE St-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire)
26 janvier : incendie de l'ANPE Caen-centre



Lens, 17 janvier

L'ANARCHIE ET SES HÉROS

par Cesare Lombroso *
publié dans la Revue des Revues, 15 février 1894

En principe, je ne suis point opposé à la peine de mort, lorsque cette peine doit garantir la vie de nombreuses personnes. Je crois cependant qu'il vaudrait mieux ne pas l'appliquer à l'égard des anarchistes. S'il est nécessaire de supprimer les criminels-nés ou les criminels tels que Ravachol, qui se cachent sous le masque anarchiste, il faudrait par contre éviter l'application de la peine de mort à l'égard des anarchistes tels que Vaillant, chez qui le penchant vers le mal revêt une forme altruiste et qui, même par leur violente soif de nouveau, peuvent rendre des services à l'humanité (1).

Du reste, la suppression des anarchistes ne saurait avoir aucun effet pratique, car les fanatiques et les névropathes ne reculent point devant le châtiment. Bien au contraire, ce sont les châtiments qui enflamment leur imagination, et, comme on l'a vu d'après les attentats de Barcelone, et de Paris, les trop sévères punitions des anarchistes ont été toujours suivies de crimes encore plus violents et plus dangereux.

Une mesure plus radicale, surtout en France, serait de les couvrir de ridicule. Les martyrs sont vénérés, jamais les fous.

En ce qui concerne une entente internationale, dont on a tant parlé, elle est plus qu'inutile, car les anarchistes n'ont point un centre qu'on puisse saisir.

Pour démontrer l'inutilité des peines farouches, il suffirait de voir que même la mort de Ravachol, qui était un vrai criminel-né, complètement indigne de la pitié des hommes honnêtes, bien loin d'être intimidatrice, a été suivie d'une vraie apothéose.

Après son exécution, certains découvrirent une suprême logique —anarchiste— dans ses divers crimes. On décida qu'il avait été l'assassin, le violateur de sépulture, le dynamiteur, le guillotiné — symbolique.

Le culte de Ravachol était né.

Les anarchistes comptaient déjà auparavant des martyrs : les pendus de Chicago, les garrottés de Xérès, les Allemands Reinsdorf et Kuchler, exécutés à la hache. Il fallait aux révolutionnaires français, malgré leur internationalisme, un martyr national, exécuté par la guillotine.

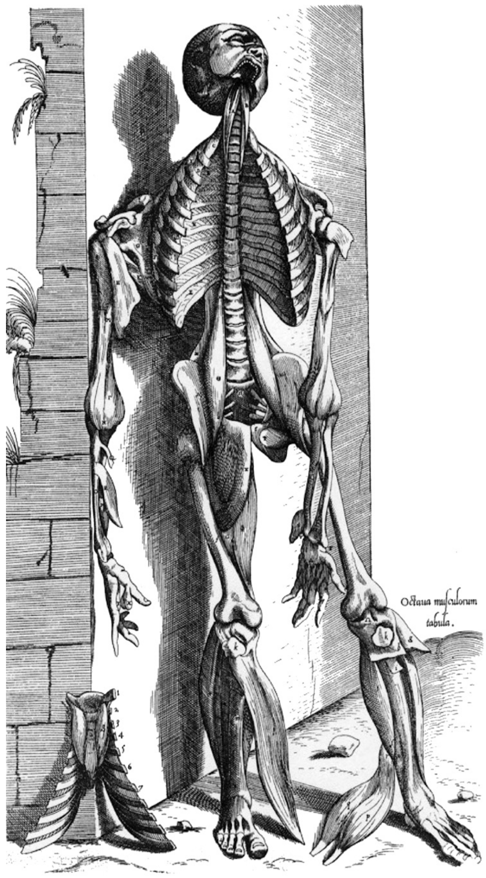
Ce fut plus qu'un martyr : ce fut *Ravachol-Jésus*, comme l'a écrit un rimeur du parti, Paul Paillette.

Une photographie le représentant debout, l'œil illuminé, en sabots de détenu, entre deux gendarmes, fut reproduite à des milliers d'exemplaires.

Des brochures à sa gloire étaient publiées : *Ravachol anarchiste*, *Ravachol et Carnot aux enfers*, etc. Enfin, on a jusqu'à l'hymne *la Ravachole* (2).

De même qu'on ne peut, pendant sa vie, porter un jugement définitif sur un grand homme, de même, une génération ne peut pas, dans sa vie éphémère, juger avec certitude de la fausseté d'une idée, quelle qu'elle soit et, par conséquent, elle n'est pas en droit d'infliger une peine aussi radicale que la peine de mort aux partisans de cette idée : c'est pour cela que j'ai proposé pour tous les criminels politiques —sauf les criminels-nés— des peines temporaires.

Je ne veux pas discuter momentanément la prophylaxie du crime anarchiste, je tiens cependant à établir ceci :



Comme on voit le choléra frapper de préférence les quartiers les plus misérables et les plus sales, l'anarchie sévit partout dans les pays les moins bien gouvernés. Sa présence pourrait donc servir d'indice... que tout n'est pas pour le mieux dans le pays qui en souffre, de même que le choléra, là où il apparaît, nous indique qu'il y a des perfectionnements à opérer dans le domaine de l'hygiène.

En présence des crimes anarchistes, il faudrait bien ne pas oublier cette exclamation douloureuse de Vaillant qui, bien que provenant d'un hystérique, mérite cependant d'être retenue :

« Il y a trop longtemps, dit-il, que l'on répond à notre voix par des coups de prison, par la corde et par la fusillade, et ne vous faites pas d'illusion, l'explosion de ma bombe n'est pas seulement le cri de Vaillant révolté, mais bien le cri de toute une classe qui revendique ses droits et qui bientôt joindra les actes à la parole. »

(1) *Figaro*, janvier 1894
(2) On m'objecte que je ne serais pas aussi miséricordieux envers les anarchistes, s'ils avaient fait sauter ma maison. Il est vrai que ma maison n'a pas encore sauté, mais, dans ma carrière d'aliéniste, bien des fois j'ai eu à souffrir de blessures quelquefois très graves occasionnées par ces fous et jamais il ne m'est venu dans la tête, soit de les supprimer, soit de les corriger par voie de sévères punitions.

* *Cesare Lombroso* (1835-1909) : Directeur de l'hôpital psychiatrique de Pesaro (1871) puis professeur de clinique psychiatrique à l'université de Turin, Lombroso est un des fondateurs de la criminologie. Théoricien du criminel-né, qui se reconnaît en fonction de signes morphologiques héréditaires (larges oreilles, lèvres charnues, yeux « mongoloïdes »), ce tortionnaire socialiste est l'auteur de « *L'homme criminel, criminel-né, fou moral, épileptique* » en 1887, puis de « *Les anarchistes* » en 1894, et de « *La femme criminelle et la prostituée* » en 1895.